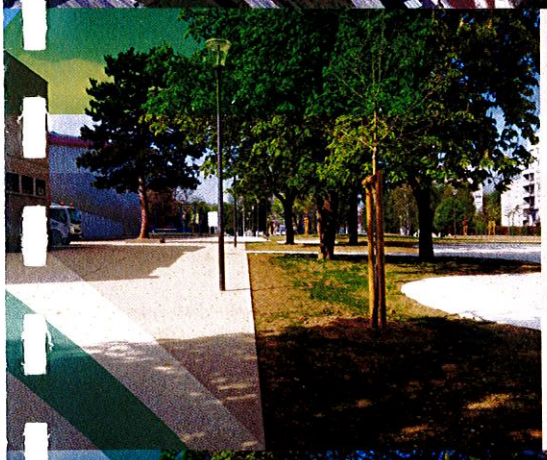
Pays de Montbéliard AGGLOMÉRATION
PORTEUR DE PROJET

Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de Pays de Montbéliard Agglomération

Quartiers de la Petite Hollande à Montbéliard et des Evoironnes à Sochaux













agglo-montbeliard.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANRU
Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Cofinancés par l'ANRU dans le cadre du NPNRU

Pays de Montbéliard AGGLOMÉRATION

SOMMAIRE

Signataires du protocole **3**

Préambule **4**

Définitions **7**

Article 1. Quartiers d'intervention **7**

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration **7**

2.1 Orientations stratégiques du contrat de ville **8**

2.2 Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain Petite Hollande **9**

2.3 Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain Evoironnes **11**

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration **13**

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration **14**

Article 5. Opérations non financées par l'Anru faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage **29**

5.1 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf.jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration **29**

5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration **30**

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain **30**

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 ..... **34**

Article 8. Gouvernance et conduite de projet **35**

8.1 Gouvernance **35**

8.2 Conduite de projet **36**

8.3 Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés **41**

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail **41**

9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain **41**

9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail **42**

9.2.1. Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet 42

9.2.2 L'accompagnement des ménages 43

9.3. Modalités de financement par l'Anah des études et expertises du programme de travail **43**

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail **44**

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires **45**

Article 10. (A titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration **45**

10.1 Opérations financées par l'Anru **45**

10.2 Opérations financées par l'Anah **45**

Article 11. Durée du protocole de préfiguration **45**

11.1 La durée d'exécution du programme physique **45**

11.2 La durée administrative du protocole de préfiguration **45**

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain – points de rendez-vous avec l'ANRU **46**

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration **46**

13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement **46**

13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux Opérations de protocole **46**

13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole **46**

13.3.1 Le financement des opérations par l'Anru **46**

13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah **47**

13.3.3 Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts **47**

13.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires **48**

13.4. Le respect des règlements de l'Anru **48**

13.5. Contrôle et audits **48**

13.6. Conséquences du non-respect des engagements **48**

13.7. Clause de renégociation du protocole **49**

13.8. Traitement des litiges **49**

13.9. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence **49**

Article 14. Dispositions diverses **50**

14.1. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru **50**

14.2. La signalétique des chantiers **50**

Vu le Règlement Général de l'Anru (RGA) relatif au NPNRU en vigueur

Vu le Règlement Financier (RF) de l'Anru relatif au NPNRU en vigueur

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE

Il est convenu entre,

L'Etat, représenté par le Préfet du Département du Doubs,et responsable de la mise ne œuvre du renouvellement urbain dans le département,

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'Anru », représentée par son Directeur Général, ou par délégation par son délégué territorial dans le département

L'Agence nationale de l'habitat (Anah[1]), représentée par sa Directrice Générale,

L'Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI) Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), représentée par son Président,désignée ci-après « porteur de projet »[2],

Le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, représenté par sa Présidente,

La Ville de Montbéliard, représentée par son Maire,

La Ville de Sochaux, représentée par son Maire,

La Caisse des dépôts, représentée par son Directeur Régional

Habitat 25, représentée par son Directeur Général,

Néolia, représentée par son Directeur Général,

Idéha, représentée par son Président,

Ce qui suit :

[1] Si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté, habitat ancien dégradé)

[2] Exceptionnellement, le projet de renouvellement urbain peut être porté par la commune (Départements d'Outre-Mer, Communes non inscrites dans un EPCI

PREAMBULE

Le présent protocole de préfiguration s'appuie sur le dossier, élaboré conformément au dossier type prévu à l'annexe I du RGA relatif au NPNRU, examiné :

- par le comité d'engagement du 14 décembre 2016

Un important PNRU 1 a été conventionné préalablement avec l'ANRU sur le territoire, touchant 6 quartiers. Ainsi, de 2005 à 2017, 265 M€ auront été investis, principalement par les bailleurs (158 M€), les collectivités locales (28 M€ dont 15 de PMA), avec une aide de l'ANRU totalisant 51 M€.

Au final, ce seront notamment près de 2 000 logements démolis, 1 000 reconstitués, et 1 300 logements réhabilités. Les effets positifs sont réels, notamment sur le plan de l'amélioration des conditions de logement et du cadre de vie de ces quartiers.

Néanmoins, force est de constater que ces interventions ont échoué à revaloriser significativement l'image de ces quartiers et à éviter une aggravation de la concentration de la pauvreté dans ces territoires.

Le **26 juin 2015**, l'agglomération de Montbéliard a donc adopté un **contrat de ville unique** concernant 7 quartiers qui ont été retenus comme prioritaires pour la politique de la ville (QPV) :

- **Petite Hollande** à Montbéliard,
- Chiffogne et Citadelle de Montbéliard,
- Champs-Montants à Audincourt,
- Champvallon à Bethoncourt,
- Les Buis à Valentigney,
- Les Fougères à Grand-Charmont,
- **Evoironnes** à Sochaux.

La Petite Hollande et les Evoironnes bénéficieront en outre du **nouveau programme national de renouvellement urbain** (NPNRU) respectivement au titre de l'intérêt national et de l'intérêt régional. Rappelons que ces deux quartiers sont les seuls à être situés dans le périmètre de la centralité d'agglomération. Ils ont vocation à renforcer le poids démographique de cet espace. Les autres quartiers sont situés dans des villes centres ou des pôles urbains relais.

La première phase concerne la période de **protocole** qui a pour objectif de **préparer la convention avec l'ANRU.** Cette période permet de mener toutes les études et expertises nécessaires à la **définition opérationnelle** du projet et de s'assurer de la **faisabilité du programme**.

Enfin, d'autres quartiers inscrits dans le contrat de ville précédent n'ont pas été retenus dans les nouveaux QPV. Ils bénéficieront d'une veille active. C'est le cas notamment du quartier de la Montagne à Etupes. Il a bénéficié du premier programme de renouvellement urbain qui doit être finalisé dans le cadre de l'avenant de clôture.

Les enjeux de cohésion sociale et la mobilisation des politiques de l'agglomération

Si la collectivité se concentre légitimement sur les questions d'aménagement et de développement économique, la cohésion sociale doit être pleinement intégrée au projet global. En effet, le recul de la

cohésion sociale serait un obstacle majeur à la réintégration des quartiers dans le territoire et à l'attractivité résidentielle.

Pays de Montbéliard Agglomération mène des politiques de cohésion sociale dans le cadre de ses compétences. La compétence obligatoire « politique de la ville » lui donne la responsabilité de définir avec ses partenaires une stratégie de cohésion sociale partagée dont le Contrat de Ville d'Agglomération sera l'outil stratégique et opérationnel.

Pays de Montbéliard mobilisera ses compétences de droit commun au service de la stratégie de cohésion sociale du territoire. Le Contrat de Ville ne saurait donc être une politique spécifique en marge du projet d'agglomération mais le cœur du projet de cohésion sociale du territoire.

Pour atteindre ce niveau de cohérence, il faut réunir 3 conditions :

- formaliser dans le contrat de ville le projet territorial de cohésion sociale partagé entre les partenaires,
- mobiliser les politiques publiques territoriales de l'Etat et des Collectivités,

améliorer la cohérence des dispositifs en articulant les échelles de territoire et en impliquant les acteurs et les habitants.

Le contrat de ville unique (CVU) a été signé avec l'Etat en juin 2015. En 2015 et en 2016, le comité de pilotage du CVU s'est réuni pour faire un état d'avancement de cette première année de mise en œuvre. Les aspects essentiels concernent :

- Les différentes actions engagées ou en réflexion autour de l'Institut IDEIS visant à l'accompagnement vers l'emploi des habitants des quartiers.
- L'animation par PMA et les Villes d'une série de diagnostics en marchant sur la question clef de la gestion urbaine de proximité.
- La problématique majeure de la réussite et de la mixité scolaire, pour laquelle un projet piloté par le rectorat visant à renforcer la mixité sociale dans les établissements concerne les 3 collèges de Montbéliard, dont celui de la Petite Hollande, le collège Lou Blazer qui enregistre déjà depuis cette rentrée l'arrivée de nouveaux élèves extérieurs au quartier.

PMA pourra par ailleurs, s'appuyer sur les structures existantes comme par exemple MA Scène Nationale qui a fait une proposition de travail mémoriel sur les quartiers à partir de photos.

Les enjeux stratégiques et le bilan des actions engagées

Les réflexions collectives engagées depuis plusieurs années ainsi que les nombreuses rencontres organisées avec les élus, les services, les associations et les habitants, ont permis de dégager les priorités stratégiques suivantes :

Pilier 1 : développement économique et emploi dans les quartiers

Dans un territoire structuré par l'industrie, la question de l'économie et de l'emploi est un enjeu central du développement des quartiers. L'automobile a diffusé une culture industrielle mais aussi des modes d'habiter et des sociabilités. Son expansion a provoqué la construction des grands ensembles pour répondre aux besoins de main d'œuvre.

Le recul de l'emploi industriel et les transformations du marché du travail comme le changement profond du rapport des jeunes à l'emploi a bouleversé la donne : conflits de cultures générationnelles, développement de l'emploi intérimaire, extension de la précarité et du chômage. Les quartiers concentrent la population touchée par l'exclusion économique, le chômage et les discriminations.

Pilier 2 : poursuivre le renouvellement urbain et améliorer le cadre de vie pour une meilleure attractivité résidentielle

Le territoire de Montbéliard a bénéficié d'un Plan de rénovation urbaine massif qui a engagé fortement la transformation physique des quartiers.

Cependant, ce plan massif n'a pas bouleversé les données de la mixité sociale et il peut être fragilisé par les difficultés sociales qui s'aggravent.

Afin de pérenniser ces interventions, deux conventions de gestion urbaine ont permis des avancées dans la coordination des acteurs.

Pilier 3 : cohésion sociale par la cohérence éducative

Les partenaires conviennent que ce pilier s'organise autour d'un projet éducatif global de 0 à 18 ans. L'enjeu majeur de l'éducation renvoie autant aux conditions d'intégration sociale, d'insertion professionnelle et de citoyenneté.

Pilier 4 : citoyenneté et vivre ensemble

Le « bien vivre ensemble » est l'enjeu final des Contrats de Ville. Les évènements dramatiques de janvier 2015 ont renforcé les exigences d'agir collectivement sur ces enjeux.

Par bien vivre ensemble, on entend à la fois renforcer la sécurité et la tranquillité, combattre les tendances au séparatisme social et à l'isolement, réduire les discriminations et les inégalités vécues.

- D'une part, l'agglomération dispose de ressources culturelles importantes pour faciliter l'expression et l'ouverture nécessaires à la restauration de conditions de dignité et de respect. D'autre part, il est apparu central de renforcer les postures professionnelles des acteurs dans la gestion du fait religieux. De même, une pédagogie vivante de la laïcité doit être mise en œuvre dans toutes les actions collectives menées comme dans le fonctionnement quotidien des équipements.
- La question de l'accès aux droits, de l'intégration sociale et de la prévention et lutte contre les discriminations. Cet objectif stratégique a pour finalité de prévenir et réduire les situations d'exclusion ou les expériences d'injustice.
- Enfin, à travers les actions associatives comme le développement des démarches participatives, dont les Conseils Citoyens, il s'agit de co-construire avec les habitants les réponses aux besoins qu'ils expriment.

Dans ce contexte, l'accompagnement du réseau associatif est un chantier décisif sur la durée du contrat. Les associations sont des supports essentiels du bien-vivre ensemble ; mais elles sont confrontées à un vieillissement et un recul du bénévolat ; elles doivent par ailleurs consolider leur fonctionnement pour s'adapter aux nouvelles conditions économiques qui s'imposent à elles.

3 enjeux transversaux visent particulièrement la question du vivre ensemble :

- le soutien à la jeunesse,
- la prévention et le lutte contre les discriminations,
- l'égalité entre femmes et hommes.

LES DÉFINITIONS

- **Le « porteur de projet »** est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

- **Le « projet de renouvellement urbain », ou « projet »,** représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de l'agglomération, et à l'accompagnement du changement.

- **Le « programme de travail » ou « programme »** est constitué de l'ensemble des opérations d'ingénierie, et le cas échéant d'investissement, du protocole de préfiguration approuvées par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru, ou par délégation par le délégué territorial de l'Anru, qu'elles soient financées ou non par l'Anru.

- **L'« opération »**, action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.

- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les concours financiers de l'Anru**, programmés au sein d'un protocole de préfiguration des projets, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'Anru, et le cas échéant sous la forme de prêts bonifiés autorisés par l'Anru et distribués par Action Logement, conformément aux modalités prévues dans les règlements de l'Anru relatifs au NPNRU et dans la convention tripartite État - Anru - UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Article 1. Quartiers d'intervention

Le protocole de préfiguration liste les quartiers ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'Anru, sur le territoire de l'EPCI :

- Les quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatifs à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville représentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par la nouveau programme national de renouvellement urbain : **le quartier de la Petite Hollande à Montbéliard**

- Les quartiers d'intérêt régional : **le quartier des Evoironnes à Sochaux**,

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

Article 2.1 Orientations stratégiques du contrat de ville

Articulation des orientations stratégiques du volet urbain du contrat de ville et du NPNRU avec l'ensemble des politiques d'agglomération

La stratégie urbaine d'agglomération engage les collectivités dans un programme d'actions de long terme. Sa mise en œuvre est orientée de manière prioritaire sur le cœur d'agglomération et sous forme d'actions plus ciblées sur le reste du territoire. Les objectifs fixés sont différenciés selon le type de localisation des espaces d'intervention. Les quartiers ANRU s'inscrivent ainsi dans ce dispositif avec différents niveaux de priorité.

Objectifs généraux : intégrer les quartiers dans les logiques urbaines

Le quartier de la Petite Hollande est une composante du cœur d'agglomération. Il s'inscrit dans l'espace de centralité de la ville de Montbéliard par des fonctions administratives structurantes (tribunal, sécurité sociale, centre des impôts, CAF) qui sont complémentaires du centre historique à vocation urbaine et commerciale. Son renouvellement urbain doit permettre de renforcer non seulement le rôle de la ville de Montbéliard mais participer, plus globalement, au rayonnement de toute l'agglomération. La Petite Hollande est ainsi un quartier qui a vocation à étoffer son offre urbaine et à retrouver une attractivité résidentielle lui permettant de capter une partie de la croissance démographique attendue dans la centralité d'agglomération.

Le quartier des Evoironnes est le deuxième quartier situé dans la centralité. Il concentre la moitié de la population de Sochaux et n'a jamais bénéficié des programmes de renouvellement urbain. Il présente une image dégradée, ce qui ne favorise pas son attractivité notamment pour la diversification.

Les autres quartiers qui ont bénéficié du PRU1 font partie des deux secteurs venant compléter l'ossature urbaine principale de l'agglomération par le Nord et le Sud. Par leur offre urbaine et un poids de population plus ou moins prépondérant dans les équilibres des villes où ils se situent, ils jouent un rôle de centralités secondaires.

L'ensemble des quartiers est desservi par des lignes de transports publics dans le cadre de la refonte du réseau. Cette refonte participe de l'émergence de cette centralité en organisant une desserte renforcée de cet espace par un bus à haut niveau de service. Pour faciliter la fréquentation de la centralité, ce projet baptisé EvolitY permet de rabattre les lignes en provenance des différentes vallées vers une boucle qui connecte Montbéliard, Sochaux et Audincourt et innerve la centralité et l'ensemble des zones d'emplois, équipements et services structurants. La Petite Hollande et les Evoironnes sont desservis directement par EvolitY. Par ailleurs la centralité, et notamment la Petite Hollande, bénéficie d'un niveau d'accessibilité métropolitaine avec la mise en service d'une ligne régulière vers l'espace central de l'Aire Urbaine (Gare TGV, Hôpital).

La stratégie d'agglomération, la stratégie des villes sont convergentes

Pour relever le défi de l'attractivité, l'agglomération de Montbéliard a besoin d'une centralité urbaine capable d'impulser une dynamique territoriale d'ensemble et de positionner le territoire de manière plus compétitive pour attirer de nouvelles populations et entreprises. Un zoom sur la centralité d'agglomération a permis de révéler d'importants **potentiels de renouvellement urbain et économique.** Il s'agit aujourd'hui de les mobiliser d'avantage pour mettre en œuvre la stratégie d'agglomération dans les meilleurs délais.

Les projets en cours et les potentiels mobilisables à court et moyen termes sont situés :

- dans les **centres-villes de Montbéliard, Audincourt et Sochaux**, en particulier dans les éco-quartiers mais aussi en résorbant la vacance locative et commerciale ;

- sur les **sites industriels anciens** en cours de reconversion et notamment sur la frange Nord du site PSA Peugeot Citroën (opération portée par PMA), l'axe à vocation économique et urbaine reliant Montbéliard à Sochaux ;
- dans les **quartiers de la Petite Hollande et des Evoironnes** sur les tènements libérés ou à libérer par des démolitions de logements inadaptés aux besoins contemporains des habitants ou en décalage avec les enjeux urbains.

Ces potentiels représentent des capacités importantes de développement et de consolidation de la centralité d'agglomération. Leur mobilisation effective dans le temps est à mettre en perspective de la stratégie en matière d'habitat et des capacités réelles du marché du logement, afin d'établir une programmation et un ordonnancement adaptés.

Article 2.2 Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain pour La Petite Hollande

Le projet d'aménagement et de développement durable de Montbéliard

L'objectif central de Montbéliard est de renforcer son rôle de ville centre de l'agglomération. Cela passe par le fait de retrouver une attractivité économique et urbaine favorable à son positionnement dans la construction du pôle métropolitain Nord Franche-Comté.

Dans le cadre de son **plan local d'urbanisme** en cours d'élaboration, un nouveau modèle de développement est exprimé dans cette perspective. Il repose sur l'affirmation d'une **centralité économique et urbaine articulée autour de 3 espaces stratégiques : le centre-ville, le secteur Congo-Bonnal et la Petite Hollande**. C'est à cette échelle que l'offre urbaine et économique atteint un seuil suffisant pour élargir le rayonnement de la ville dans son bassin de vie. Pour dynamiser cet espace de centralité et renforcer son attraction, le projet distingue trois orientations :

- optimiser les potentialités de développement du centre historique pour affirmer son rôle dynamisant principal,
- s'appuyer sur de grandes pièces urbaines pour **donner une dimension métropolitaine à la ville** :
  - la **Petite Hollande** en tant que centralité administrative et universitaire,
  - la création d'un **nouveau morceau de ville** d'envergure métropolitaine en lieu et place des friches PSA Nord. Une stratégie urbaine d'agglomération permettra de déterminer le devenir de cet espace et de mettre en cohérence les PLU de Montbéliard et de Sochaux.
- agir sur la **trame urbaine et les espaces publics** pour améliorer le maillage territorial et relier les pôles d'attraction entre eux de manière plus efficace et lisible.

Le quartier de la Petite Hollande présente un parc de logements plus diversifié (davantage de copropriétés et de locatif privé), ainsi qu'une taille moyenne des ménages inférieure aux autres quartiers (ménages plus petits).

Par ailleurs, les fonctions urbaines majeures qui se sont développées en continuité (pôle universitaire, espace Numérica, centre commercial du Pied des Gouttes) constituent ainsi **l'une des « pièces urbaines » maîtresses d'un projet destiné à donner une dimension métropolitaine à la ville**.

Pour conforter cette centralité Sud de la ville, deux orientations générales sont exprimées dans le projet de la ville (PADD) :

Poursuivre la rénovation urbaine du quartier

L'attractivité résidentielle du quartier est recherchée par la reconstitution d'une offre de logements plus diversifiée en typologie et plus en phase avec les attentes des ménages. Le réaménagement des espaces ouverts accompagne cette mutation.

La pérennité des fonctions administratives et de la diversité urbaine existante est un autre enjeu majeur pour permettre au quartier de participer au rayonnement de la ville. L'amélioration de l'accessibilité permise par la restructuration du réseau urbain s'accompagne d'une volonté de décloisonnement et d'ouverture du quartier sur l'extérieur.

La restructuration de **l'îlot des Hexagones est capitale** pour garantir l'articulation avec le pôle universitaire d'une part, et avec le centre-ville par le renouvellement d'espaces mutables (friche Brossolette, secteur EDF). Elle doit par ailleurs contribuer à augmenter la fréquentation du quartier par des personnes extérieures et changer son image. Il s'agit de renouer avec l'attractivité et d'accroître la chalandise.

Poursuivre le développement de l'enseignement supérieur

L'offre de formations supérieures est à consolider en s'appuyant sur le tissu économique local pour conforter les filières techniques existantes et en créer de nouvelles, renforcer les initiatives de coopération entre le monde universitaire et économique, développer les formations de santé. La rénovation urbaine du quartier attachera une attention particulière à l'adaptation de la ville aux nouveaux besoins issus de la communauté étudiante et à une culture universitaire qui se développe.

Ces orientations générales du PADD sont précisées dans le cadre d'une orientation d'aménagement et de programmation sur le quartier de la Petite Hollande.

Vocation du quartier de la Petite Hollande à 10-15 ans

Les présentations sur le rôle du quartier dans l'agglomération soulignent les enjeux de développement pour la Petite Hollande, enjeux qui dépassent la dimension rénovation urbaine à proprement parler et dans laquelle celle-ci cependant doit prendre place et jouer un rôle moteur.

Compte tenu de son histoire et de sa situation urbaine, les élus du comité de pilotage du NPNRU se sont accordés sur la vocation de la **Petite Hollande en tant que un quartier mixte** à plusieurs titres. Il doit **contribuer à donner une dimension métropolitaine à la centralité d'agglomération** et à renforcer la ville-centre de l'agglomération. Cela se traduit en 4 grandes ambitions :

1. amplifier la **mixité des fonctions** à l'échelle du plateau : activités commerciales et de services aux habitants, aux employés du pôle administratif et aux universitaires, activités tertiaires y compris en lien avec le pôle universitaire ;
2. s'inscrire dans une perspective de **reconquête résidentielle** en adaptant l'offre à la demande des ménages : diversité des logements, équilibre entre les logements privés et les logements sociaux et entre la location et l'accession, accompagnement des copropriétés en difficulté ;
3. mieux **ouvrir le quartier** sur son environnement immédiat et notamment le pôle universitaire, les berges du canal et de l'Allan et le centre-ville ;
4. assurer une **accessibilité métropolitaine** au quartier nécessaire à la pérennisation des équipements et des emplois administratifs présents.

La stratégie d'intervention sur le quartier au titre de l'ANRU doit être d'accompagner ce processus, en se concentrant sur des secteurs capables de faire levier, par des réalisations groupées qui amorcent une mutabilité foncière. Toutefois, il s'agit en même temps de rester concentré dans l'espace, pour obtenir un effet de visibilité maximum, notamment sur les entrées du quartier : ouverture des Hexagones sur la rue François Mitterrand, traitement du Côteau Jouvent, ouverture du cœur de quartier sur la rue de la Petite Hollande.

Il est clair que la mutation du centre commercial des Hexagones, et des potentiels fonciers qu'offre le grand quartier (collège Brossolette, secteur des grands équipements) doit faire l'objet d'une étude de

programmation à part entière. Son objectif est de définir les critères permettant de conforter **le potentiel de la Petite Hollande dans la stratégie de développement économique de l'agglomération**. D'importants travaux sont prévus prochainement sur le centre commercial des Hexagones, constitueront l'investissement majeur de la future convention Anru, ce qui rend tout à fait opportun de réfléchir à sa restructuration en profondeur de la centralité élargie.

Il s'agit de **passer d'une logique de juxtaposition de fonctions** (habitat, cité administrative et pôle universitaire) **à un espace « intégrateur » qui soit utile à l'ensemble des personnes présentes sur ce plateau**. A ce titre, un travail de programmation sera réalisé pour enrichir l'offre urbaine de cette centralité et la rendre efficiente.

Article 2.3 Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain pour les Evoironnes

Le projet de développement stratégique de la ville de Sochaux

Depuis un siècle, Sochaux est le poumon économique et industriel de l'agglomération de Montbéliard. Cette cohabitation a été économiquement déterminante pour la ville, mais au fil des ans, elle a indéniablement produit de multiples impacts négatifs qu'il convient désormais de corriger. La ville de **Sochaux qui se situe au centre géographique de l'agglomération ambitionne désormais de devenir une des briques de la centralité d'agglomération.** Le 26 octobre 2012, le Conseil Municipal de Sochaux a validé son **projet de développement stratégique** pour bâtir son attractivité de façon plus durable et plus équilibrée en jouant sur trois registres :

- **l'usine en ville** en veillant à garantir à la fois sa présence et son développement durable et une meilleure insertion urbaine,
- **la ville nature** en valorisant un cadre naturel et ludique de grande qualité,
- le renforcement de ses attributs de centre-ville et de **lieu d'habitat** pour contribuer ainsi pleinement à la vitalité du cœur d'agglomération et préparer l'arrivée à l'horizon 2018 du **bus à haut niveau de service**.

Les quartiers d'habitat social, construits par et pour cette industrie au moment de son apogée, doivent eux aussi trouver leur part dans cette évolution. Avant le NPNRU, le **quartier des Evoironnes n'a pas bénéficié des programmes de renouvellement urbain. Il concentre la moitié de la population sochalienne et se révèle dans une situation de précarité croissante.**

Fort de ces constats et du projet de développement stratégique de la ville, le **plan local d'urbanisme de Sochaux** fixe dans son PADD des orientations destinées à favoriser le renouvellement de la ville sur elle-même autour de trois axes :

- **regagner des habitants** et maintenir l'offre urbaine de la ville (équipements, commerces et services),
- **améliorer l'image de Sochaux** par la mise en valeur de son patrimoine industriel, de ses espaces naturels et de son environnement urbain,
- **réorganiser les circulations** pour améliorer les liaisons inter-quartiers et inciter les personnes en transit à s'arrêter à Sochaux.

Dans cette stratégie, deux sites de renouvellement urbain décisifs ont été considérés parmi les priorités de mise en œuvre du PLU de Sochaux : **la frange Nord du site PSA et le quartier des Evoironnes** :

1. La **reconquête de la frange Nord du site PSA,** s'inscrit dans le cadre d'une stratégie urbaine de l'agglomération. Les principes directeurs seront ensuite transcrits dans les PLU des villes

concernées de Montbéliard et de Sochaux. Les capacités de développement économique et urbain majeures de ces friches en font une priorité d'agglomération. Cet axe inclut l'ancienne friche Gefco située au Nord du centre-ville sur laquelle un projet d'éco quartier est en phase d'aménagement.

2. Ensuite, la rénovation du quartier des **Evoironnes**, compte tenu de leur grande taille à l'échelle de la ville. Avec plus de 40 % de la population communale, leur attractivité constitue tout d'abord un enjeu majeur dans une stratégie de redynamisation du peuplement. Leur renouvellement devra garantir *a minima* le **maintien du nombre de logements existants**. L'éco quartier en projet sur l'ancienne friche Gefco a pour vocation de diversifier l'offre de logements privés et publics. Il accueillera une partie de la reconstitution de l'offre locative lié aux démolitions réalisées ou à venir sur le quartier des Evoironnes. Il est particulièrement important que les démolitions n'aggravent pas la situation démographique de Sochaux et donc qu'une nouvelle offre soit réalisée concomitamment.
3. Le renouvellement de ce quartier est également stratégique en termes de changement d'image parce qu'il est situé en vitrine du parc urbain d'agglomération de la Savoureuse et de l'une des principales entrée d'agglomération. **L'interface qu'il constitue entre la ville et la nature** se traduit par différentes orientations destinées à reconstituer une façade urbaine plus perméable et plus qualitative. Cela passe également par la réalisation d'une coulée verte qui s'infiltre dans le quartier et le traverse.
4. Enfin, ce quartier doit participer à **l'amélioration des circulations à différentes échelles**. Tout d'abord, en participant à la constitution d'un **maillage inter-quartiers** alternatif au passage obligé par la rue de Pontarlier, l'axe de desserte central de Sochaux. Ce maillage permettra également d'améliorer l'accessibilité du quartier et d'assurer son ouverture directe sur le cœur de ville. Le passage de la **ligne 3 du BHNS** rue de Pontarlier complètera le désenclavement du quartier. Un **maillage de cheminements doux** traversant le quartier Evoironnes est par ailleurs déployé pour renforcer la porosité du quartier et organiser les parcours urbains entre le centre-ville et les équipements structurants présents dans le parc de la Savoureuse.

Vocation du quartier les Evoironnes à 10-15 ans

Le quartier des **Evoironnes** est un quartier à **vocation résidentielle** qui bénéficie de l'offre urbaine et commerciale de Sochaux. Composé en grande majorité de logements sociaux construits dans les années 1950 qui ont peu évolué depuis leur construction, il doit s'inscrire dans une **perspective de diversification résidentielle**.

L'objectif général vise à intégrer ce quartier dans les logiques urbaines. Il a donc pour vocation de **capter une partie de la croissance démographique attendue dans la centralité d'agglomération.** Son renouvellement contribuera *de facto* à la mise en œuvre des stratégies communales et supra communales.

Il dispose à ce titre d'atouts importants compte tenu des investissements importants consentis par les collectivités sur le parc de la Savoureuse et la Cité'O. Le quartier doit s'ouvrir sur cet environnement valorisant et cet environnement doit se prolonger dans le quartier et le traverser. Cette coulée verte a par ailleurs pour vocation de **gérer durablement les eaux pluviales et contribuer à limiter les impacts des inondations tout en apportant une réelle plus-value en termes d'usages et de cadre de vie**.

Le projet de 32 logements en cours de réalisation sur l'entrée du quartier est la première pierre d'une transformation profonde et de longue haleine. La proximité directe entre le Sud des **Evoironnes et la plaine de la Savoureuse** permet d'établir une zone de contact dont la valorisation cumulée des éléments naturels et urbains permet de renforcer chacun des projets.

Un nouveau front bâti de grande qualité architecturale profitera alors d'une vue agréable sur la plaine aménagée et cette dernière tire parti d'une délimitation urbaine valorisante.

Par ailleurs, la refonte des transports publics entrainera un changement d'image de la **rue de Pontarlier** qui devra nécessairement être accompagné par le **renouvellement de la façade urbaine du quartier des Evoironnes.** La création d'une nouvelle entrée de quartier permettra d'affirmer un espace de centralité qui franchit les limites du quartier. Aux abords de cet espace, les programmes devront intégrer des rez-de-chaussée actifs pour affirmer le caractère commercial et l'offre de services sur la rue de Pontarlier.

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration

Les points relevés ci-après sont issus du compte-rendu du comité d'engagement du 14 décembre 2016 figurant en annexe.

Les partenaires ont fait part des remarques et recommandations suivantes :

- l'étude stratégie habitat devra se traduire de façon opérationnelle sur les quartiers, notamment sur les axes production de logements neufs et attributions.

- ils rappellent l'attention toute particulière à porter à la qualité paysagère des projets et notamment dans le cadre des interventions de gestion de l'attente sur les espaces libres.

- rôle majeur de l'ADU pour assurer la coordination entre le BHNS et les projets urbains, notamment en matière de traitement urbain des interfaces le long du tracé et au niveau des arrêts et entrées de quartiers.

- nécessité de définir la programmation urbaine en fonction d'une temporalité intégrant la capacité d'absorption des marchés et la stratégie patrimoniale des bailleurs.

- validation du lancement immédiat (à la date du CE) d'une étude permettant d'explorer/consolider la faisabilité du scénario préférentiel de la Ville pour le centre commercial des Hexagones et de préciser les modalités de réalisations opérationnelles et financières de l'aménagement d'ensemble du site.

Les partenaires manifestent le souhait d'un échange avec le porteur de projet à l'issue de la première phase de l'étude avant la prise de décision sur le scénario retenu.

- demandent à être associés aux études menées dans le cadre du protocole par l'organisation d'un point d'étape avec eux à l'hiver 2017/2018.

Les points d'attention ont été pris en compte dans les articles suivants.

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

Description des interventions à l'échelle de l'agglomération

Une étude habitat et peuplement financée dans le cadre de l'avenant de clôture

La construction d'une stratégie habitat à l'échelle de la nouvelle agglomération s'est développée suite à une mission d'appui de l'ANRU, et s'articule autour de quatre études, dont trois dans le cadre de l'avenant de clôture :

- Etude stratégie habitat : construction d'une vision stratégique à long terme à l'échelle des 72 communes (demandes et besoins à horizon 15 ans) du marché de l'habitat dans toutes ses composantes : locatif social privé, accession ; et notamment potentiel de redéploiement de l'offre locative sociale → Etude en cours : Bureau d'études CODRA
- Etude « connaissance fine du parc social/construction d'une stratégie patrimoniale adaptée d'une politique de peuplement → Etude en cours : Bureau d'études EOHS
- Etude copropriétés : actualisation de l'étude menée sur le parc QPV (diagnostics flash) + AMO PMA mise en place d'un dispositif d'accompagnement des copropriétés de la Petite Hollande à la mise en œuvre d'une requalification patrimoniale → Marché en cours

Ces trois études sont complétées par l'étude suivante, financée dans le cadre du protocole de préfiguration :

1. Construction d'un programme de diversification sur les 2 quartiers, avec 2 volets :

    - Définition d'une stratégie d'ordonnancement des programmes immobiliers à l'échelle intercommunale au regard de la capacité du marché

La collectivité engage aux côtés des acteurs de l'habitat et du foncier, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour accompagner le développement de l'offre d'habitat en adéquation avec les besoins des ménages.

Dans un premier temps, il s'agit de dresser un bilan des opérations d'aménagement engagées et de celles en prévision. Une rencontre avec les acteurs de l'habitat permettra ensuite de préciser les besoins et les attentes des ménages en matière de logement neuf (typologie, prix de vente ...).

Au vu des besoins, l'étude permettra de redresser la programmation des opérations engagées, de définir celle des sites repérés et le calendrier de réalisation immobilière.

- Accompagnement à la définition d'un programme de diversification de l'habitat sur l'ensemble des potentiels fonciers identifiés sur les deux quartiers/prospects promoteurs et mise en dialogue avec les projets de composition urbaine de ces secteurs

Le quartier de la Petite Hollande à Montbéliard et celui des Evoironnes à Sochaux au titre de leur inscription aux Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, font l'objet d'une attente particulière en

matière de recomposition urbaine. L'offre en équipement et en espace public, en commerces et en logements doit participer à la valorisation de l'image de ces quartiers et à la lutte contre la ségrégation urbaine et sociale.
Pour ces deux quartiers, il s'agit alors de préciser les aménagements possibles et les programmations logements attendus (volumes, formes, typologies ...). L'objectif est de mobiliser les acteurs de la promotion immobilière publique et privée sur la base de ces projets. L'offre d'habitat devra attirer de nouveaux ménages et accompagner les habitants dans la réalisation de leurs trajectoires résidentielles.

Description des interventions sur Petite Hollande

2. Identification du potentiel de développement économique du quartier Petite Hollande (accueil ou création d'activités) en lien avec le pôle Portes du Jura et bilan de la Zone France urbaine (territoire entrepreneurs)

Le quartier de la Petite Hollande, par sa position géographique et par sa vocation à accueillir et renforcer la mixité des fonctions doit contribuer à renforcer la centralité du cœur d'agglomération.

Il convient désormais d'évaluer la potentialité d'une réelle stratégie de développement économique dans le quartier de la Petite Hollande et des Portes du Jura. Si ce dernier n'est pas intégré au périmètre de la politique de la ville, sa proximité géographique et ses activités tertiaires et universitaires le rendent indissociable du quartier prioritaire.

L'étude devra démontrer l'opportunité et les contours d'une stratégie de développement économique dans cet espace visant à favoriser l'éventuelle implantation d'autres activités économiques.

Elle devra :

- proposer un bilan des actions conduites et politiques menées notamment l'impact de la ZFU (territoires entrepreneurs), sur le développement économique et le développement du quartier ;
- déterminer les forces et faiblesses, les freins les menaces mais aussi les opportunités du quartier ;
- identifier les besoins endogènes et exogènes au quartier, notamment en matière de bâtiment à vocation artisanale, commerciale ou tertiaire, de centre d'affaire des quartiers et projet de Citéslab ;
- évaluer les incidences de nouvelles implantations dans le et hors du quartier (notamment Portes du Jura) ;
- analyser les évolutions du secteur non marchand en matière d'emploi sur le périmètre du quartier ;
- proposer une stratégie de développement économique cohérente ;
- donner des pistes pour traduire cette stratégie dans une réalité opérationnelle.

3. Modélisation 3 D du quartier de la Petite Hollande

Le quartier de la Petite Hollande à Montbéliard accueille de nombreux services publics de niveau supérieur comme le Tribunal, la Sécurité Sociale ou encore l'Hôtel des Impôts et des équipements structurants pour la ville comme le Collège de la Petite Hollande, l'espace Jules Verne, la Halle couverte et le centre commercial des Hexagones, le quartier de la Petite Hollande joue un rôle de centralité. Il connaît, depuis 2005, des transformations majeures : démolitions, reconstructions, aménagements d'espaces publics, création ou restructuration d'équipements publics, dans le cadre du programme de rénovation urbaine.

Aujourd'hui, ce quartier est éligible comme quartier d'intérêt national au titre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) et dont la contractualisation avec l'ANRU est prévue pour 2017, tout comme Sochaux avec le quartier des Evoironnes, au titre des quartiers d'intérêt régional.

La modélisation 3D de ce quartier central d'agglomération permettrait :

- de servir de support lors d'instances partenariales : réunions avec les communes, les bailleurs, l'Etat, l'ANRU, les différents financeurs ;
- de se doter d'un véritable outil de communication, de concertation avec les habitants lors de réunions publiques, de conseils citoyens etc..., ce que préconise l'ANRU.

4. Etude de définition pour le montage juridique et opérationnel du projet de recomposition urbaine de l'îlot des Hexagones

➔ **Démarrage anticipé à la date du CE : 14 décembre 2016**

La recomposition urbaine du site des Hexagones qui intègre notamment la création d'un nouvel espace commercial, nécessite un montage juridique et opérationnel assez complexe :

- du point de vue juridique, car il requiert la mise en place d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) sur l'ancien centre commercial avec le rachat des murs et/ou des fonds (indemnités de transfert ou d'éviction) ;
- du point de vue opérationnel, car il nécessite d'une part un phasage des opérations délicat :
  - par rapport à la démolition du centre ancien et aux transferts d'activités commerciales à envisager,
  - par rapport à la capacité financière de la Collectivité (nécessité de lisser les dépenses),
  - et d'autre part, parce qu'il requiert un portage multiple des opérations (coordination des programmes de nature et de maîtrises d'ouvrage multiples...).
- du point de vue économique, car la Collectivité ne pourra porter seule cet investissement qui nécessitera le recours à des financements exceptionnels (mobilisation des moyens). Sa capacité de financement ne lui permettra pas de financer l'opération au gré de son avancement.

Sur la base du projet d'aménagement global retenu, l'étude consiste à proposer divers scénarii de montage opérationnels et juridiques pour sa mise en œuvre afin de sécuriser juridiquement et financièrement l'opération. L'étude consistera à vérifier dans un premier temps (1er trimestre 2017)

- la faisabilité technique et financière de la reconversion de la halle en cellules commerciales à partir des esquisses réalisées précédemment qui doivent être techniquement affinées.

Cette faisabilité permettra d'arrêter la localisation effective de l'espace commercial sous la halle ou de s'orienter si impossibilités techniques et/ou financières vers un autre scénario d'implantation.

Dans un second temps sur la base du projet d'aménagement global retenu, l'étude consistera à proposer divers scénarii de montage opérationnels et juridiques pour sa mise en œuvre afin de sécuriser

juridiquement et financièrement l'opération d'ensemble (y compris le montage de la construction du centre commercial).

Précisément, il s'agit d'une mission d'assistance à la définition des scenarii de montage opérationnel et juridique pour l'aménagement du projet de recomposition urbaine des Hexagones :

Assistance pour la définition des scenarii de montage opérationnel et juridique pour l'aménagement du projet de recomposition urbaine des Hexagones :

- état des lieux des procédures d'aménagement possible (ZAC...), des aménageurs potentiels (établissements publics, SEML, SPL, aménageurs privés...), et des modes de gestion, en prenant en compte les enjeux opérationnels, financiers et de calendriers ... ;
- intérêt / inconvénients de chaque procédure étudiée ;
- propositions de périmètres d'opérations cohérents pour chacun des montages proposés et de phasage ;
- élaboration du bilan financier prévisionnel de l'opération d'ensemble avec échéancier de dépenses et recettes en fonction des divers montages (externalisation éventuelle des dépenses, lissage de celles-ci...).

5. Secteurs de diversification (Gauguin/cœur de quartier/Brossolette) : finalisation des plans de composition urbaine et bâtie, appui opérationnel pour les aménagements de cœur de quartier

Dans le cadre de la mission confiée au bureau d'études ATHANOR sur le quartier de la Petite Hollande, une prestation complémentaire est attendue : il s'agit de présenter des hypothèses de recomposition des 3 sous-secteurs :

- ✓ Le cœur de quartier : autour du centre Jules Verne : une recomposition urbaine et résidentielle autour d'une nouvelle trame d'espaces publics.
- ✓ Le secteur Gauguin : une recomposition visant, après la démolition des 3 tours d'Habitat 25, d'une nouvelle offre d'habitat, en accession à la propriété.
- ✓ Le secteur Brossolette : une recomposition visant le développement d'une nouvelle offre d'habitat intermédiaire de faible hauteur.

La mission consiste pour chaque îlot, à :

- produire le plan masse,
- établir des fiches de lots,
- fournir un cahier de prescriptions,
- estimer les espaces publics.

6. Concertation/communication

La Ville de Montbéliard dispose de plusieurs dispositifs permettant aux citoyens de contribuer à l'élaboration des projets et à la mise en œuvre d'actions dont les habitants sont les premiers bénéficiaires, parmi lesquels on peut notamment citer :

- le conseil citoyen (loi 2014-173 du 21 février 2014),
- les rencontres élus-habitants (réunions de quartier),
- les ateliers participatifs.

Ces dispositifs seront nécessairement activés dans le cadre de la durée du protocole pour informer et associer les habitants aux réflexions et propositions pour l'élaboration du nouveau programme, en cohérence avec les engagements pris dans le contrat de ville et en mobilisant les ressources internes et externes qualifiées pour les animer.

Par ailleurs pour la période de mise en œuvre du projet (durée de la convention), il sera expérimenté de nouveaux outils comme la constitution d'une maison du projet au cœur du quartier accessible à tous dont les modalités de fonctionnement et de mise en œuvre seront affinées dans le cadre du protocole.

Pendant la durée du protocole, différents temps de travail seront organisés avec le collège « Petite Hollande » du conseil citoyen sous la forme d'ateliers participatifs :

- sensibilisation des citoyens au nouveau programme de renouvellement urbain (mobilisation des services de l'Etat, DDT et de PMA) ;
- présentation et échanges sur la base du schéma urbain général (plan guide de la Petite Hollande), (mobilisation de l'ADU) ;
- ateliers de travail sur le projet, les sous-secteurs (mobilisation Athanor).

7. Programme de travail partenarial de l'ADU : assistance à maîtrise d'ouvrage, réalisation d'études et suivi-évaluation du projet

➔ **Démarrage anticipé à la date du CE : 14 décembre 2016**

Cahier des charges de la mission de l'ADU

1. Contexte de la mission

Depuis 2012, l'ADU est missionnée dans le cadre de son programme partenarial pour accompagner la politique de renouvellement urbain de l'agglomération du Pays de Montbéliard. Elle est intervenue en appui des PMA, des villes et des bailleurs pour la réalisation du dossier de présentation de l'avenant 3 à la convention initiale avec l'ANRU et du dossier de présentation du protocole de préfiguration du nouveau programme de renouvellement urbain.

Dans son **programme de travail de l'année 2016**, il est précisé que les interventions de l'ADU s'orienteront particulièrement sur le **traitement de grands enjeux stratégiques pour le renouvellement urbain de l'agglomération** nécessaires à l'affirmation de son rôle moteur dans le Nord Franche-Comté, au rang desquels le renouvellement urbain des grands quartiers d'habitat social est une priorité. L'ADU doit également poursuivre son **accompagnement sur les projets d'aménagement**, visant à préparer le montage d'opérations cohérentes et à améliorer la qualité urbaine.

C'est à ce titre que la préparation du nouveau programme de renouvellement urbain de l'agglomération, l'accompagnement opérationnel à sa mise en œuvre, le suivi des projets de renouvellement issus du programme précédent et un conseil qualité sur les projets soutenus par Pays de Montbéliard Agglomération ont été définis comme l'un des accompagnements prioritaires de l'ADU à ses membres. Parallèlement, le développement de l'observation territoriale à l'échelle du Nord Franche-Comté constitue un objectif majeur de ce programme partenarial.

Une **convention de partenariat ANRU – FNAU** pour la période 2015-2018 a été conclue le 22 avril 2015. Elle précise notamment que l'enjeu « est de favoriser la mobilisation des agences d'urbanisme pour la préparation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets de renouvellement urbain. Il y est

également exprimé que « les collectivités locales (EPCI ou commune) concernées par un projet de renouvellement urbain peuvent confier à une agence d'urbanisme, dont ils sont membres, des études ou missions concernant le diagnostic préalable, la préparation du projet, l'assistance à maîtrise d'ouvrage, le suivi évaluation du projet ou des études spécifiques, notamment dans le cadre de leur programme partenarial. »

Le programme partenarial de l'ADU s'inscrit donc pleinement dans l'ensemble de ces objectifs. C'est pourquoi il est proposé qu'une convention bilatérale vienne préciser spécifiquement les attendus de la communauté d'agglomération vis-à-vis de l'accompagnement de l'ADU au déploiement du Programme de Renouvellement Urbain de l'agglomération du Pays de Montbéliard, pendant toute la durée d'exécution du protocole de préfiguration.

2. Définition des missions de l'ADU dans le cadre du protocole

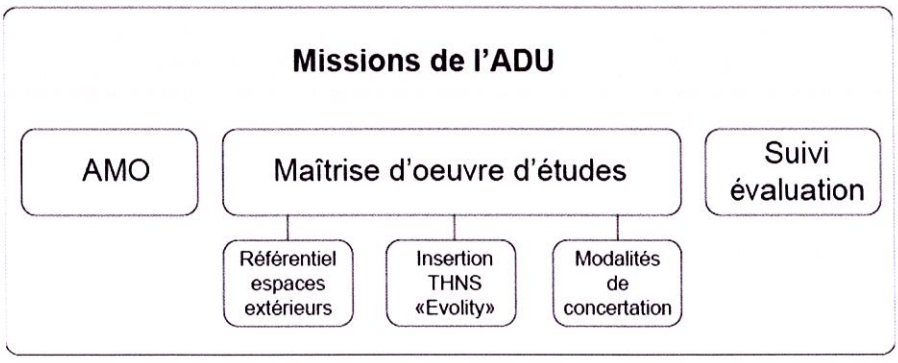
Après avoir sollicité l'accompagnement de l'ADU pour l'établissement du dossier de présentation du protocole de préfiguration, la communauté d'agglomération souhaite, dans la continuité, bénéficier de son ingénierie en termes :

- **d'assistance à maîtrise d'ouvrage** ;
- de **maîtrise d'œuvre de trois études** ;
- de **préparation de l'évaluation du nouveau programme de renouvellement urbain**.

L'ADU intervient dans le cadre de sa mission transversale d'accompagnement des collectivités et des acteurs locaux. Elle peut mobiliser à cette fin une **équipe pluridisciplinaire** (architectes, urbanistes, géomaticiens, chargés d'études observation, cartographes, assistante PAO) au service du projet.

Pour ce qui concerne le volet paysager mentionné dans le compte rendu de la RTP, l'ADU a investi en 2015 (Versailles – 9 jours) et 2016 (Ecole du renouvellement urbain - 2 jours en module 6.2) dans la formation du pilote du projet, architecte de formation et qui a commencé son parcours professionnel au sein d'un cabinet de paysagistes.

Les paragraphes suivants détaillent les **objectifs pour chaque champ d'intervention de l'ADU.**



2.1. Assistance à maîtrise d'ouvrage relative à la définition de la stratégie urbaine et à la préparation du programme de renouvellement urbain

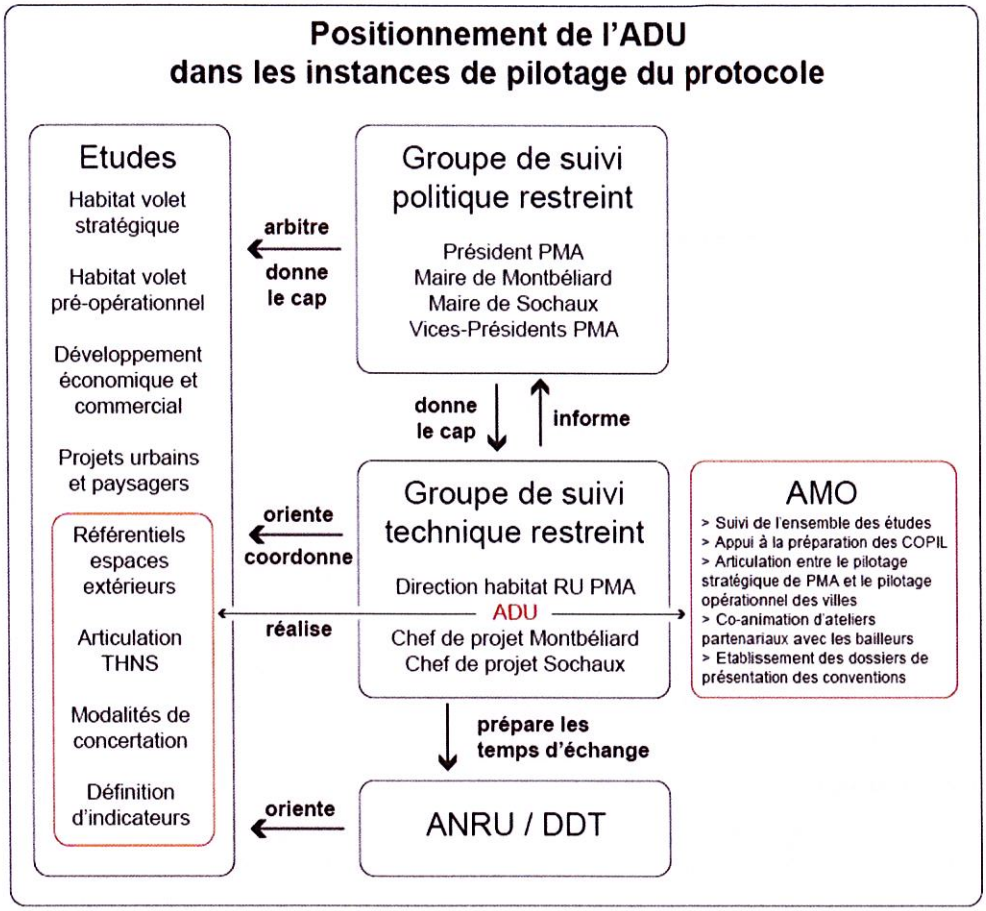
Dans la continuité du travail amorcé pour l'élaboration du dossier de protocole, la **première composante de l'AMO** visera à mettre en dialogue les projets de renouvellement urbain avec les conclusions des études sur l'habitat et des études urbaines complémentaires menées pendant la durée du protocole. L'agence participera activement au **suivi des études aux côtés du porteur de projet**. Cela implique

4. Etablissement par l'ADU des deux dossiers de présentation en appui des conventions de renouvellement urbain

L'ensemble du travail conduit dans le cadre du protocole aura permis à l'issue de celui-ci de donner une déclinaison spatiale et temporelle du nouveau programme de renouvellement urbain. Grâce au travail d'animation partenariale, aux suivis des études, aux comptes rendus et aux synthèses, l'ADU assurera la mise en forme de **deux dossiers de présentation de la convention respectivement pour le quartier de la Petite Hollande à Montbéliard et des Evoironnes à Sochaux.**

En complément, l'ADU contribuera aux côtés de la direction de l'Habitat et de la Rénovation Urbaine de PMA à préparer l'ensemble des **supports à destination de la DDT et du délégué territorial de l'ANRU** en amont de la **réunion technique partenariale** pour le quartier de la Petite Hollande et en amont du passage en **instance régionale** pour les Evoironnes.

Enfin, l'ADU contribuera aux côtés de la direction de l'Habitat et de la Rénovation Urbaine de PMA à préparer des **supports à destination des élus** pour les **comités d'engagement**. Des temps de préparation spécifiques sont prévus avec les élus en amont de ces étapes administratives.



Description des interventions sur -Evoironnes

8. Etude offre commerciale Sochaux

Le quartier des Evoironnes est un quartier à vocation résidentielle. Pour autant, son attractivité dépend de la qualité de l'offre de services et de commerces disponible à proximité. La moyenne surface alimentaire Intermarché située à l'entrée du quartier et récemment renouvelé est un atout important. Des potentialités existent au centre-ville de Sochaux en termes de développement commercial.

L'étude a pour objet de proposer une analyse prospective du tissu commercial et des scénarii de développement. A partir de cette analyse, il s'agira de proposer des solutions d'organisation commerciale, d'aménagement urbain, de dynamisation de l'offre, de conquête de clientèle. L'étude devrait satisfaire trois grands objectifs :

1. Analyser les atouts et les faiblesses de l'appareil commercial de Sochaux et des projets en cours ou à venir à l'échelle de l'ensemble de la ville et au regard de l'offre présente sur le territoire (à partir des données SCoT) et évaluer l'impact sur l'attractivité du quartier
2. Proposer une stratégie de développement cohérente pour planifier sur plusieurs années l'évolution commerciale du centre-ville de Sochaux en lien avec le renouvellement de l'axe de la

rue de Pontarlier : quelles potentialités commerciales ? Le cas échéant, quelle complémentarité programmatique entre le centre-ville et la rue de Pontarlier ?

3. Donner des pistes pour traduire cette stratégie dans une réalité opérationnelle en tenant compte des capacités financières de la ville de Sochaux (recherche d'efficience) : leviers fonciers, repérage des espaces clés, hiérarchisation des interventions dans le temps de l'espace

9. Etude urbaine Evoironnes Sochaux

Sur les espaces extérieurs prioritaires, l'ADU conçoit le volet urbain d'une étude de faisabilité technique et financière en vue de leur réaménagement ; cette étude réalisée avec PMA sera fournie au prestataire en charge de la réflexion urbaine (programmation, forme urbaine, impacts sur la domanialité) et du phasage opérationnel à l'échelle de l'ensemble du quartier.

A partir des acquis des études antérieures, du plan guide et de l'étude de faisabilité sur les espaces extérieurs prioritaires, l'équipe d'études s'attachera à traduire ces principes en un schéma d'aménagement à l'échelle de l'ensemble du quartier. Ce schéma intégrera les articulations avec un contexte plus large notamment avec le centre-ville de Sochaux et plus largement avec le cœur d'agglomération. L'équipe prendra en compte les enjeux de lisibilité et de qualité des liens viaires, en transports publics et enfin la qualité du raccordement au réseau structurant des pistes cyclables d'agglomération, sur la plaine de la Savoureuse.

L'étude comprendra des scénarii de principes d'aménagement qui seront comparés pour permettre au groupe de pilotage de se porter sur un choix. Il s'agira au terme de cette phase d'aboutir à un plan d'aménagement global axé sur les paysages de rues, qui précise les principes du projet urbain en termes d'espaces publics, espaces de transition entre le domaine public et les espaces privatifs et enfin le cadre bâti.

10. Jardins partagés

Suite à la réalisation de diagnostics en marchant, la ville de Sochaux entend, en liaison étroite avec PMA et l'ADU, voir mener une réflexion quant à la mise en place de jardins partagés dans le quartier.

A moyen terme, l'îlot Evoironnes situé en lisière de la plaine de loisirs de la Savoureuse, en particulier connaîtra une transformation profonde.La démolition des 3 tours de 32 logements qui sera engagée par Idéha libèrera un foncier important.

Une partie de cette emprise sera dévolue à la réalisation d'une coulée verte Nord-Sud qui traversera l'ensemble du quartier.Cette coulée verte deviendra le support de nouveaux usages dont potentiellement des jardins partagés.

La démarche vise à amorcer la réflexion pour « l'après » et à aborder des questions sur l'évolution d'usage et la gestion des espaces, la valorisation du site,l'animation des lieux sur ce nouvel aménagement.Il s'agit notamment de définir les conditions de mise en œuvre de jardins partagés en lien avec les usagers pour :

- Fédérer les différents acteurs et les accompagner
- Contribuer à la pérennité du projet dans le temps

Les habitants s'interrogent, expriment souvent leur impatience voire leur inquiétude durant ce temps de maturation d'un projet.Il y a un enjeu pédagogique important.

L'étude s'attachera précisément à créer le conditions favorables pour que les habitants investissent ce lieu en devenir et se l'approprie peu à peu à partir de la démarche de jardins partagés.

11. Concertation et communication

La ville de Sochaux entend, conformément aux orientations données dans le cadre de la politique de la ville associer les habitants aux différentes étapes des projets CVU et NPNRU.

La commune a accompagné la création d'un Conseil citoyen.Depuis l'installation de ce collectif en juin 2015, les habitants et acteurs de vie des quartiers sont impliqués dans la réflexion, la mise en œuvre et l'évaluation des actions menées à Evoironnes.

Le bâtiment « Maxidule- 8 rue des Chênes » situé entre les îlots Graviers et Evoironnes a d'ores et déjà été transformé en un lieu d'accueil pour les habitants ; cela au travers notamment de temps d'accueil individuels et collectifs, des réunions du Conseil citoyen…

Par ailleurs, la ville de Sochaux entend poursuivre les dispositifs permettant aux citoyens d'être tenus informés par les élus de l'avancement des réflexions et de contribuer à l'élaboration des projets.

Article 5. Opérations non financées par l'Anru faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU, certaines opérations peuvent faire l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage, accordée par le directeur général ou le comité d'engagement de l'Anru (ou, par délégation, par le délégué territorial de l'Anru conformément aux conditions indiquées dans la note d'instruction du 31 juillet 2015). Cette autorisation ne préjuge pas d'un financement ultérieur par l'Agence, dans le cadre de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain, des opérations concernées.

Le cas échéant, si l'opération bénéficiait ultérieurement d'un financement de l'Agence, la date de prise en compte des dépenses pourra être la date d'autorisation anticipée de démarrage de l'opération actée dans le présent protocole de préfiguration.

Dans le cadre du protocole de préfiguration, les deux types d'autorisations anticipées de démarrage suivantes sont accordées selon le niveau d'avancement de l'opération d'investissement :

Article 5.1 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Nature de l'opération	Libellé précis / objet	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Coût prévisionnel de l'opération (HT)	Date d'autorisation anticipée du démarrage de l'opération	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Démolition	Démolition d'une des 3 tours Evoironnes 8 rue Pasteur	Sochaux Evoironnes	Idéha	200 000 €	CE du 14 décembre 2016 Date de PC DID : 26 janvier 2017	1er semestre 2017	18 mois

Rappel sur les études antérieures ayant eu une incidence sur les tours des Evoironnes

En 2012, le quartier des Evoironnes a fait l'objet d'une **étude urbaine et sociale très intéressante menée par le bailleur IDéHA** pour préciser ses conditions de rénovation urbaine de son patrimoine. Cette étude qui a permis de poser les scénarii du renouvellement des Evoironnes était suivie par un groupe de pilotage regroupant la ville, PMA, les services de la DDT et l'ADU.

Le programme proposé par le groupement d'étude poursuivait plusieurs objectifs :

- le **renouvellement de l'habitat** (réhabilitations lourdes et démolitions/reconstruction),
- la création de liaisons qualifiées pour assurer des **continuités de parcours** à travers le quartier et mieux le connecter au centre-ville et à la plaine de la Savoureuse,
- la proposition de **nouvelles formes urbaines** en vis-à-vis de la plaine de la Savoureuse et en entrée de quartier.

Ces objectifs généraux convergent avec le **projet de développement stratégique** adopté par le conseil municipal en 2012. Toutefois, la volonté de la ville de renouveler en profondeur et globalement la vitrine sur la plaine de la Savoureuse a conduit le bailleur à **accepter le principe de démolition d'une troisième tour** située en bordure du quartier, alors que dans les scénarii que le bailleur envisageait deux au maximum devaient être démolies.

La ville souhaitait également considérer les Graviers/Evoironnes dans leur globalité ce qui a eu des incidences sur le parti d'aménagement à l'articulation entre les Graviers et les Evoironnes et sur la spatialisation de la coulée verte qui traversera le quartier.
Pour les 14 locataires encore présents au 8 rue Pasteur, Ideha continuera à pratiquer de la même manière avec deux offres supplémentaires à proposer aux ménages : « Les Harmoniales », programme en cours de construction (livrable à l'été 2017), à proximité du secteur des Evoironnes et « Tour 6 rue des Graviers » en cours de réhabilitation BBC (livrable début 2017).

Article 5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU,les maîtres d'ouvrages signataires du présent protocole bénéficient d'une autorisation anticipée de démarrage pour les prestations d'ingénierie accompagnant la préparation de la mise en œuvre des opérations d'investissement non financées dans le présent protocole (études pré opérationnelles, expertises préalables, actions préparatoires au relogement des ménages telles que l'accompagnement social, actions de concertation préalable aux travaux – à l'exclusion des honoraires de maîtrise d'œuvre liés aux travaux), sans que cette autorisation préjuge d'un financement des opérations concernées par l'Agence.

Dans l'hypothèse où ces opérations seraient financées dans le cadre de la convention pluriannuelle, cette autorisation anticipée permettra la reprise de ces dépenses de prestation d'ingénierie (études préalables et pré opérationnelles, concertation, préparation du relogement) dans les assiettes de financement des opérations d'investissement concernées à partir de la date de signature du présent protocole de préfiguration.

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

Une démarche renforcée dans l'accompagnement au changement

L'arrêté du 7 août 2015 relatif au nouveau programme national de rénovation urbaine engage Pays de Montbéliard Agglomération à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour accompagner les habitants aux changements notamment en s'appuyant sur le réseau d'acteurs concernés par l'amélioration du cadre de vie et déjà constitué au travers de la coordination intercommunale de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité. Cet objectif est affirmé et renforcé à travers le nouveau contrat de ville et le règlement général relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain (arrêté du 7 août 2015 approbation règlement général de l'ANRU).

Il s'agira d'apporter également des éléments relatifs à la constitution du dossier de candidature à la signature du protocole de préfiguration NPNRU qui concerne 2 communes de l'agglomération à savoir Montbéliard, Petite Hollande et Sochaux, Evoironnes.

A cet effet, dès la mise en place du nouveau dispositif Contrat de ville, PMA a accompagné les structures associatives et les communes en charge d'assurer la mise en place des conseils citoyens.

Le suivi et la coordination intercommunale des conseils citoyens au travers de la GUSP (Gestion Urbaine Sociale de Proximité)

Le suivi et la coordination intercommunale s'articulent autour de plusieurs actions complémentaires :

1. **Suivre les conseils citoyens et accompagner la concertation** en lien avec le Contrat de Ville et le NPNRU.

appui et un suivi des conseils citoyens des quartiers de PMA en QPV a été mis en place avec la **présence régulière du coordonnateur GUSP.**
Celui-ci accompagne les conseils citoyens pour animer **les diagnostics en marchant**[1]**.** Il assure aussi une articulation efficace avec les actions inscrites dans la convention d'abattement TFPB.

2. **Faciliter auprès des conseils citoyens l'émergence de projets participatifs** en lien avec les structures porteuses et la programmation du contrat de ville des actions favorisant le vivre ensemble, l'amélioration du cadre de vie dans le contrat de ville.

Cet objectif est clairement énoncé dans l'appel à projet pour l'amélioration du cadre de vie et du vivre ensemble.

Il contribue à une programmation concertée des actions du contrat de ville qui tient compte des attentes du conseil citoyen et du **projet urbain.** Dans le cadre de la programmation du contrat de ville une expérimentation est en cours pour la mise en place **d'une maison de projet « itinérante » sur la Petite Hollande et les Evoironnes** avec le concours de plusieurs structures associatives (Compagnie des Bains Douches-Escapade-Terra Cultura).

3. **Mobiliser les conseils citoyens sur le PRU, pour l'ensemble des quartiers** et plus particulièrement pour le quartier de la Petite Hollande et des Evoironnes tous les deux concernés par le NPNRU.
    - En lien étroit avec la direction de l'habitat, le coordonnateur GUSP invite les conseils citoyens à des ateliers participatifs, des visites des chantiers pour débattre des projets d'aménagement prévus dans leur quartier. Il favorise également l'intervention des personnes qualifiées (services PMA, ADU, cabinet d'étude, chargé d'opération....).
    - Une mobilisation des habitants est garantie sur toutes les phases d'une opération urbaine (phases étude, chantier, livraison) permettant ainsi au coordonnateur GUSP de contribuer à la **co-construction participative et à une concertation intégrée au renouvellement urbain dès la phase protocole de préfiguration**.

4. **Conférence intercommunale des Conseils Citoyens PMA**

Pays de Montbéliard Agglomération **organise les conseils citoyens en réseau** par la mise en place d'une conférence intercommunale des habitants. En effet le 14 octobre 2015, une première rencontre des différents conseils citoyens déjà constitués ou en cours de constitution a permis de présenter le cycle de qualification animé par Trajectoires Ressources et de faire un point d'étape.

---

[1] ***Diagnostics en marchant***

C'est une démarche d'observation mutuelle qui consiste à faire état des dysfonctionnements mais aussi des potentialités et des atouts d'un quartier, elle se réalise en présence des habitants « experts d'usage » et des acteurs gestionnaires.

Dans le cadre de la convention de gestion urbaine et sociale de proximité, Pays de Montbéliard Agglomération coordonne la mise en place des diagnostics en marchant en vue de réaliser les plans d'action annuels.

Cette conférence intercommunale est **composée d'habitants**, de membres du collège d'acteurs intervenant sur le quartier, de représentants de collectivité en charge de l'animation des conseils et des structures porteurs.

L'objectif est de favoriser l'échange de pratique et d'expérience inter-quartier ; de mobiliser les habitants membres des conseils citoyens sur les **instances de pilotage du contrat de ville et du programme de rénovation urbaine** portés par la Communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard.

A terme, les participants mèneront des réflexions pour favoriser la mise en place d'une organisation pour assurer **la création d'un fond de participation des habitants** intercommunal en étroite collaboration avec les élus communautaires, l'Etat et les collectivités en QPV.

Une conférence intercommunale des conseils citoyens a été organisée le 19 octobre dernier, par Pays de Montbéliard Agglomération avec la participation de l'Etat. Cette demi –journée a rassemblé les 6 conseils citoyens des quartiers en QPV, des élus et des professionnels (partenaires institutionnels du CVU) du Pays de Montbéliard autour de débats et d'ateliers animés par le centre de ressources Trajectoires Ressources.

L'objectif de cette rencontre était le suivant :

- Mieux (faire) (se) connaître les conseils citoyens (fonctionnement, dynamisme, besoins)
- Faire se rencontrer habitants, élus, professionnels
- Donner à voir ce qu'est le contrat de ville et les liens possibles avec les conseils citoyens
- Faire émerger des sujets d'intérêts et de préoccupations en lien avec le contrat de ville
- Elaborer collectivement des propositions (idées, projets, rôle des conseils citoyens)

Les sujets des ateliers étaient les suivants :

- Le conseil citoyen et le contrat de ville : comment avancer ?
- Le conseil citoyen et les autres habitants et acteurs du territoire : comment faire lien ?
- Le conseil citoyen et l'autonomie : quel(s) chemin(s) pour y parvenir ?

Aussi pour la première fois les conseils citoyens ont été conviés au dernier comité de pilotage du CVU

Qualification des conseils citoyens et projets mémoriels

1. « Participer et faire participer »

L'an dernier, Pays de Montbéliard Agglomération a œuvré à l'émergence des conseils citoyens en missionnant Trajectoire Ressources (centre de ressources) qui a animé un cycle de qualification des acteurs « participer et faire participer ».

L'objectif était d'accompagner la mise en place des conseils citoyens à travers un cycle de qualification et d'accompagnement sur le thème de la participation auprès des acteurs associatifs, élus et acteurs en charge de ces nouvelles instances participatives.

En parallèle de ce cycle de qualification, la ville de Grand-Charmont a ainsi pu bénéficier tout au long du processus de lancement des conseils citoyens d'un accompagnement du centre de ressources à titre expérimental.

Cette année, le cycle de qualification d'acteurs est reconduit avec désormais l'intégration des conseillers citoyens (cf. Programme en pièce jointe).

L'objectif est d'accompagner les conseils citoyens sur des préoccupations identifiées par le centre de ressources notamment des questions liées à l'animation et au fonctionnement de ces nouveaux espaces participatifs.

2. Valoriser la mémoire des quartiers

Dans le cadre de la promotion des projets mémoriels, interculturels et intergénérationnels dans le domaine de l'habitat, de la mixité, de la gestion urbaine de proximité et de l'intégration, Trajectoire forme, accompagne les acteurs de la mémoire des quartiers (professionnels des CCAS, associations service patrimoine de Pays de Montbéliard Agglomération, travailleurs sociaux...) et apporter son concours à certains projets. Cette mission est menée en lien étroit avec la direction des politiques urbaines, et de direction culture de PMA.

Favoriser l'accès à l'emploi des habitants du quartier

PMA contribue à favoriser l'emploi et l'insertion professionnelle dans les quartiers notamment via le soutien à la réalisation de chantiers de remobilisation à l'emploi en lien avec les problématiques de gestion urbaine de proximité (chantier remobilisation Néolia).

Au-delà des actions de PMA : les actions prévues par les communes

1. Commune de Montbéliard

La Ville de Montbéliard dispose de plusieurs dispositifs permettant aux citoyens de contribuer à l'élaboration des projets et à la mise en œuvre d'actions dont les habitants sont les premiers bénéficiaires, parmi lesquels on peut notamment citer :

- Le conseil citoyen (loi 2014-173 du 21 février 2014),
- Les rencontres élus-habitants (réunions de quartier),
- Les ateliers participatifs.

Ces dispositifs seront nécessairement activés dans le cadre de la durée du protocole pour informer et associer les habitants aux réflexions et propositions pour l'élaboration du nouveau programme, en cohérence avec les engagements pris dans le contrat de ville et en mobilisant les ressources internes et externes qualifiées pour les animer.

Par ailleurs pour la période de mise en œuvre du projet (durée de la convention), il sera expérimenté de nouveaux outils comme la constitution d'une maison du projet au cœur du quartier accessible à tous dont les modalités de fonctionnement et de mise en œuvre seront affinées dans le cadre du protocole.

Pendant la durée du protocole, différents temps de travail seront organisés avec le collège « Petite-Hollande » du conseil citoyen sous la forme d'ateliers participatifs :

- sensibilisation des citoyens au nouveau programme de renouvellement urbain (mobilisation des services de l'Etat, DDT et de PMA),
- présentation et échanges sur la base du schéma urbain général (plan guide de la Petite Hollande), (mobilisation de l'ADU),
- ateliers de travail sur le projet, les sous-secteurs (mobilisation Athanor).

Pour rappel :

Le conseil citoyen de Montbéliard comprend trois collèges, les deux territoires prioritaires sont représentés dans le collège Petite Hollande et le collège Chiffogne.

Chaque collège est composé de 20 membres, qui, au titre de leur résidence ou de leur activité professionnelle ou associative, concourent à la vie de leur quartier.

Le conseil citoyen est porté par l'association LEO LAGRANGE CENTRE EST.

En parallèle, des outils de communication pourraient être élaborés afin de communiquer plus largement sur le projet et les dispositifs (de type panneaux d'exposition, article dans le magazine municipal etc...).

Cette concertation, s'inscrit dans le cadre de la concertation globale autour du contrat de ville.

Dans le cadre du NPNRU, la création d'une **Maison du projet sur le site du Cœur de quartier**, et plus précisément implantée au **Jules Verne**, est également en cours de réflexion. Cet espace dédié à la création, la mise en œuvre et l'évaluation des projets, permettra à tous les habitants d'y trouver l'ensemble des renseignements et supports de communications. Les modalités de fonctionnement et de mise en œuvre seront affinées dans le cadre du protocole avec une mise en œuvre dans le temps de la convention.

2. Commune de Sochaux

La commune a accompagné la création d'un Conseil citoyen. A cet effet, le bâtiment « Maxidule – 8 rue des Chênes » situé entre les îlots Graviers et Evoironnes a été transformé en un lieu d'accueil pour les habitants ; cela au travers notamment de temps d'accueil individuels et collectifs, des réunions du Conseil citoyen (...). Une réflexion est engagée pour faire de ce lieu la « Maison du projet », le lieu-ressource sur le programme de renouvellement urbain, son calendrier et son état d'avancement.

Au titre de ce volet concertation / communication, et fort de cette dynamique enclenchée, il est souhaité plus largement la conduite d'une étude / réflexion plus globale pour identifier outils et leviers permettant d'impliquer au mieux la population dans le projet NPRU :

- réunions d'information, panneaux explicatifs, affichage du plan guide, cafés info chantier ...
- ... de manière plus aboutie, et dans une démarche de concertation et de co-construction :
- ateliers urbains participatifs, autres démarches permettant de faire s'exprimer et de coproduire les projets d'aménagement avec les habitants

La ville fonde la concertation sur un projet global et une approche décloisonnée imbriquant « Urbain » et « Social ». Elle souhaite construire le projet et le mettre en œuvre avec les habitants. Le Conseil citoyen est pleinement associé. Le dernier échange date du 12 septembre 2016

Article 7. Articulation avec la convention intercommunale prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

L'agglomération a délibéré le 26 mai 2016, en vue de mettre en place une conférence intercommunale du logement (CIL) le 7 septembre 2016.

La convention intercommunale sera élaborée dans le cadre de cette conférence.

La Conférence Intercommunale du Logement sera l'instance chargée de débattre et de valider les orientations en matière d'équilibre du peuplement et d'attribution de logements locatifs sociaux, en s'appuyant notamment sur la connaissance du parc social, de son occupation et de la demande en logement.

Co-présidée par le Préfet de Département et le Président de PMA, elle réunit les communes membres de l'EPCI et de nombreux acteurs locaux de l'habitat.

La CIL est composée des membres suivants :

1er collège : collège des représentants des collectivités territoriales

- les maires des communes de PMA
- 2 représentants du Département du Doubs

2ème collège : collège des représentants des professionnels intervenant dans le champ des attributions

- 4 représentants des bailleurs sociaux présents sur le territoire de PMA : Idéha, Habitat 25, Néolia
- 1 représentant d'un organisme titulaire de droit de réservation : Logilia
- 1 représentant des maîtres d'ouvrage d'insertion : Habitat et Humanisme
- 2 représentants locaux des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées : Arial, Soliha

3ème collège : collège des représentants des usagers ou des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement

- 3 représentants locaux des 3 associations de locataires : CLCV (Confédération consommation logement et cadre de vie) , CNL (Confédération nationale du logement), CSF (Confédération syndicale des familles)
- 2 représentants des personnes défavorisées

Article 8. Gouvernance et conduite de projet

Article 8.1 Gouvernance

➢ Une gouvernance à l'échelle de l'agglomération

Le pilotage stratégique est conduit par le Président de PMA.

PMA pilote l'ensemble de la démarche partenariale et en garantit la cohérence :

- formalise l'ensemble des éléments de dimension intercommunale (habitat, transports, développement économique ...) et particulièrement la transversalité avec le CVU ;
- organise le dialogue entre orientations intercommunales et la définition du projet de quartier par les Villes, ainsi que le dialogue stratégique avec les bailleurs ;
- élabore le programme conventionnel et financier ;

appuie si nécessaire les Villes dans leurs responsabilités opérationnelles > mobilisation des services techniques de PMA en appui

- **Le comité de pilotage CVU/NPNRU**

Le comité de pilotage se réunit 2 fois par an. Il est co-présidé par le Président et par le Préfet. Il réunit les signataires du Contrat de Ville Unique : les Maires des quartiers géographie prioritaire, le Vice-Président en charge de la cohésion sociale, le Vice-Président en charge du renouvellement urbain, les bailleurs, l'Etat, le Conseil départemental, le Conseil régional, la CAF, l'Education nationale, les associations.

- **Le comité de suivi NPNRU**

Ce comité est composé de 8 membres :

- le Maire de Montbéliard et son chef de projet,
- le Maire de Sochaux et son chef de projet,
- le Vice-Président en charge de la cohésion sociale,
- le Vice-Président en charge du renouvellement urbain,
- le Président de l'ADU,
- le conseiller délégué habitat et logement.

La mise en place de ce comité politique restreint a pour objet d'assurer le pilotage stratégique du processus d'élaboration du dossier de protocole de préfiguration.

➢ **Une participation active des communes dans le processus**

Les communes de Sochaux et Montbéliard participent à la démarche pilotée par PMA :

- précisent le rôle/vocation des quartiers,
- définissent les projets urbains de quartier et les priorités opérationnelles/financières correspondantes,
- identifient les études complémentaires nécessaires.

Article 8.2 Conduite de projet

- **Le comité technique et le cadre partenarial**

Le comité technique partenarial NPNRU est composé des techniciens : chefs de projet communaux, conseil départemental, conseil régional, USH, bailleurs, 1 % logement, délégués du préfet, DDT.

➔ Une équipe projet est en charge au sein de PMA de conduire la phase d'élaboration du nouveau programme et d'en assurer le suivi.

Cette équipe est composée du Directeur Habitat et rénovation urbaine, Directeur de projet, d'une chargée de mission rénovation urbaine, d'une chargée de mission habitat. Avec comme rôle principal, la coordination du projet, elle accompagnera les équipes projets des communes au niveau de la mise œuvre opérationnelle du futur programme dans le cadre des opérations sous leur maitrise d'ouvrage et assurera le lien avec les bailleurs et les services de l'Etat.

Prise en charge par l'ANRU du poste de directeur de projet : 0.5 ETP sur 18 mois = 86 250 € (50% ANRU soit 43 125 €) et du poste de chargée de mission habitat : 0.5 ETP sur 18 mois = 71 250 € (50% ANRU soit 35 625 €)

Le poste de chargée de mission rénovation urbaine est financé au titre de l'avenant de clôture PRU1.

➔ Au niveau de la commune de Montbéliard, l'équipe est constituée d'une Directrice Urbanisme et développement territorial, chef de projet et d'une chargée d'études urbaines.

Prise en charge par l'ANRU du poste de Directrice, 0.5 ETP sur 18 mois = 86 250 € (50% ANRU soit 43 125 €)

➔ Au niveau de la commune de Sochaux, l'équipe est constituée d'un chef de projet politique de la ville : 0.5 ETP sur 12 mois = 47 500 € (50% ANRU soit 23 750 €)

La répartition des rôles dans la conduite opérationnelle effective sera ultérieurement à dimensionner/caler dans le temps du protocole.

Un comité technique regroupant l'ensemble des partenaires ANRU (services de l'Etat, Bailleurs sociaux, PMA, communes) se réunira régulièrement afin de suivre l'avancement des opérations, le respect des plannings, et les aspects financiers.

➔ L'Agence d'urbanisme vient en appui des communes et de Pays de Montbéliard Agglomération pour l'élaboration du protocole de préfiguration et la conduite d'études complémentaires. Dans ce cadre, elle s'est vue confiée les missions suivantes :

- co-animation avec PMA du processus d'élaboration partenariale du dossier,
- intégration, formalisation cohérente et mise en forme de l'ensemble des éléments attendus dans le dossier de présentation,
- appui aux villes dans la définition des projets urbains et la production des plans guides.

Ainsi le rôle de l'ADU a été renforcé, en matière de stratégie territoriale.

➔ **Ce processus a d'ores et déjà permis de définir ou de conforter, à un « bon niveau » de consensus :**

- la vocation de ces quartiers à 15/20 ans et leur place dans la stratégie urbaine d'agglomération (contribution à la centralité d'agglomération, projet Evolity, + axe de projets Montbéliard/Sochaux notamment) ;
- les orientations principales de la rénovation urbaine à engager sur ces quartiers (projet urbain) et les priorités opérationnelles correspondantes (dans une approche aux trois échelles souhaitées par l'ANRU EPCI/Ville/quartier) ;
- la recherche d'une articulation plus cohérente des stratégies patrimoniales des bailleurs avec ce projet urbain.

CARTOGRAPHIE DES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU NPNRU

"Cartographie" des instances de gouvernance du NPNRU

Le COPIL du CVU...et aussi du NPNRU

Fonctions : partage partenarial d'informations, débat d'orientations générales.

Se réunit au moins 2 fois / an.

La Commission Intercommunale du Logement (CIL)

Fonctions : partage partenarial d'informations sur l'équilibre de l'offre de LS et du peuplement, débat d'orientations générales, **préparation de la CET.**

Se réunit 1 à 2 fois / an.

Les conseils citoyens

Instances délibératives : Conseil communautaire, bureau et conseils municipaux

Fonction : adoption des décisions, débat d'orientations générales lors de rapports d'information ou d'adoption.

A l'ordre du jour quand cela est nécessaire.

Le COPIL NPNRU "restreint", composé du noyau d'élus suivants : Président PMA, 2 maires, VP cohésion sociale et VP RU (président ADU) + directions PMA/Villes + équipes projet PMA/Villes

Fonctions : pilotage général, prépare les décisions des instances délibératives, lieu d'échanges/arbitrages entre l'équipe projet NPNRU et les élus.

Se réunit au moins 1 fois / trimestre.

Le COPIL NPNRU "élargi", composé des membres du COPIL restreint et étendu (composition variable) aux partenaires locaux impliqués sur le NPNRU (Etat, Bailleurs, CDC, 1%...)

Fonctions : pilotage partenarial général, lieu d'échanges, arbitrages entre les collectivités **porteuses de projet et les partenaires locaux.**

Se réunit au moins 1 fois / an.

Le COPIL « stratégie habitat »

Fonctions : pilotage du programme d'études habitat, propositions pour une stratégie communautaire d'habitat (--> futur PLH).

Se réunira régulièrement dans le temps du protocole.

Ce COPIL permet par ailleurs l'association de partenaires privés (promoteurs, syndic, copropriétaires,...) et de l'ensemble des communes « politique de la ville ».

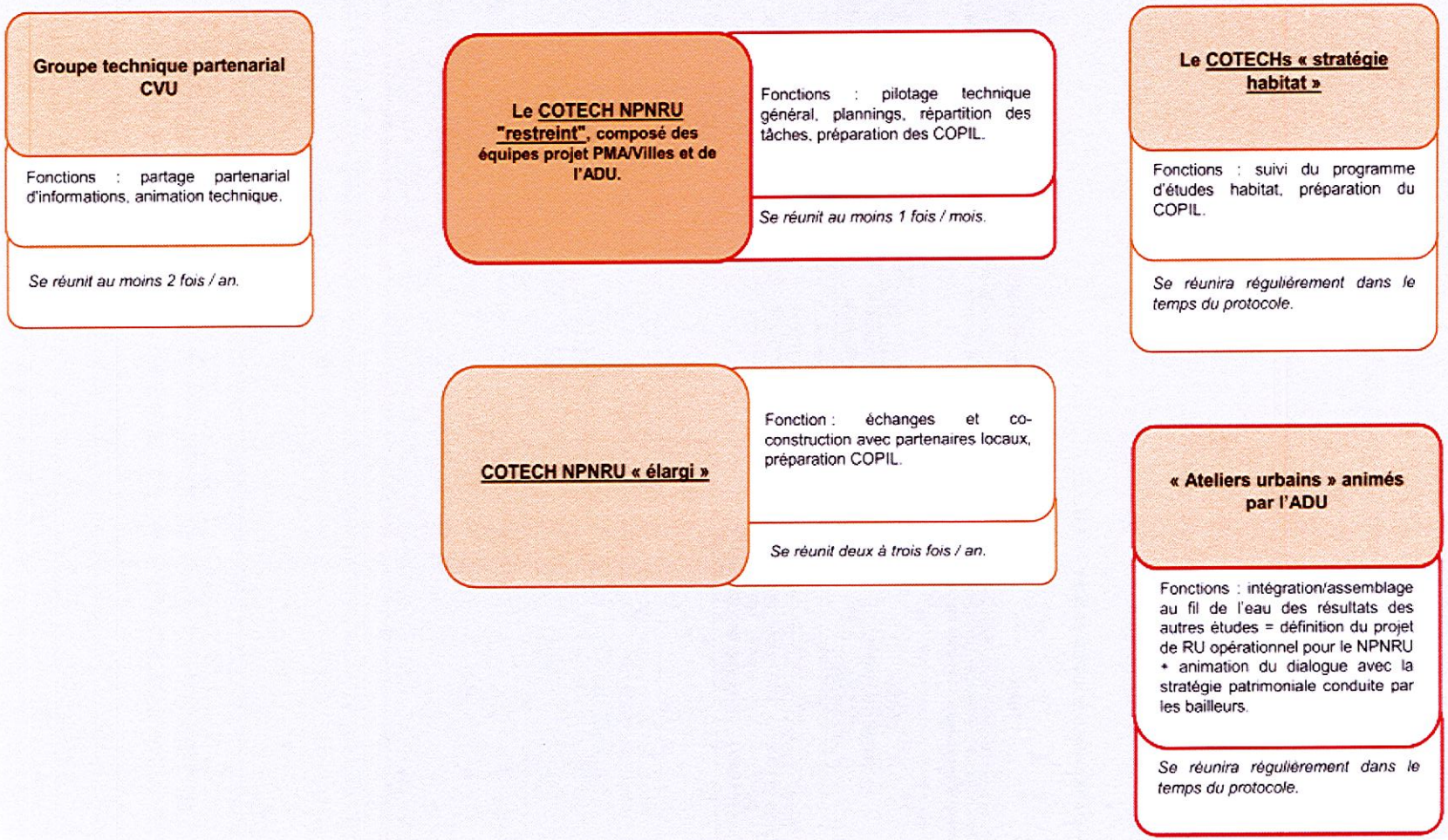
Les 2 COPILs « projets urbains » (1 par quartier NPNRU)

Fonctions : pilotage du programme d'études urbaines et intégration/assemblage au fil de l'eau des résultats des autres études = définition du projet de RU opérationnel pour le NPNRU.

Se réunira régulièrement dans le temps du protocole.

Ces deux COPIL sont sous le pilotage des Villes.

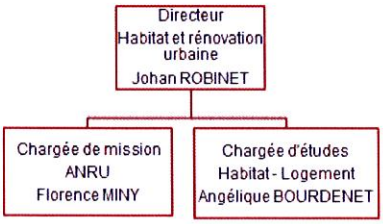
Cartographie « des instances d'animation/pilotage technique du NPNRU »



ORGANIGRAMMES EQUIPES PROJET PMA/VILLES

PMA

L'équipe projet est placée sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint développement économique et urbain et de la Directrice Générale des Services.



Ville de Montbéliard

L'équipe projet est placée sous la tutelle de la Directrice Générale des Services.



Ville de Sochaux

L'équipe projet est placée sous la responsabilité de la Directrice Générale des Services.



Article 8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

Modalités d'association des organismes HLM, des acteurs économiques, des investisseurs potentiels et de tout autre partie prenante, permettant de les impliquer le plus en amont possible à la définition du projet de renouvellement urbain.

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'Anru dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe . Le financement des opérations par l'Anru est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU. Ce tableau financier des opérations physiques indique pour ces opérations l'assiette de financement telle que définie par le RGA relatif au NPNRU, le taux de financement sur assiette, le montant du concours financier de l'Anru , le calendrier opérationnel et l'ensemble des cofinancements mobilisés.

Ces opérations peuvent démarrer (ordres de service études, prise de poste,...) à compter de la date de signature du présent protocole, sauf pour les opérations dont le démarrage a été autorisé par le directeur général ou le comité d'engagement de l'Anru.

Article 9.1 Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain

Estimation sur 18 mois

Quartier d'intérêt national Petite Hollande :

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention ANRU	Montant prévisionnel de subvention ANRU	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel	Durée de l'opération en semestre
Directeur de projet (0.5 ETP)		Agglo	PMA	86 250 €	50%	43 125 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	3
Chargée d'études (0.5 ETP)		Agglo	PMA	71 250 €	50%	35 625 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	3
Directrice de projet (0.5 ETP)		Petite Hollande	Ville de Montbéliard	86 250 €	50%	43 125 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	3
TOTAL ingénierie de projet				**243 750 €**		**121 875 €**			

Estimation sur 12 mois

Quartier d'intérêt régional Evoironnes :

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention ANRU	Montant prévisionnel de subvention ANRU	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel	Durée de l'opération en semestre
Chef de projet (0.5 ETP)		Evoironnes	Ville de Sochaux	47 500 €	50%	23 750 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	2
TOTAL ingénierie de projet				**47 500 €**		**23 750 €**			

Article 9.2 Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail

9.2.1 Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet

Dans le cadre du programme national (Petite Hollande)

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle HT	Taux de subvention ANRU	Montant prévisionnel de subvention ANRU	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel	Durée de l'opération en semestre
Définition d'un programme de diversification de l'habitat sur l'ensemble des potentiels fonciers des 2 quartiers/prospects promoteurs		Agglo	PMA	40 000 €	50%	20 000 €	Date du CE 14/12/2016	2ème semestre 2017	1
Modélisation numérique 3D Petite Hollande		Petite Hollande	PMA	12 000 €	50%	6 000 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	1
Secteurs de diversification (Gauguin/cœur de quartier/Brossolette) – finalisation des plans de composition urbaine et bâtie – appui opérationnel ville pour les aménagements cœur de quartier		Petite Hollande	Ville de Montbéliard	10 000 €	50%	5 000 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	3
Concertation/Communication		Petite Hollande	Ville de Montbéliard	15 000 €	50%	7 500 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	3

Assistance à maîtrise d'ouvrage, réalisation d'études et suivi – évaluation du projet – 436 jours de prestations : AMO NPNRU, référentiel esp.ext, articulation THNS, modalités concertation, déf. Indicateurs etc...		Petite Hollande	PMA Programme Partenarial de travail ADU	292 774 €	50%-	146 387 €	Date du CE 14/12/2016	Date du CE	3
TOTAL études Petite Hollande				**369 774 €**		**184 887 €**			

Dans le cadre du programme régional (Evoironnes)

Libellé précis	**IDTOP**	**Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)**	**Maître d'ouvrage (intitulé exact)**	**Assiette subventionnable prévisionnelle HT**	**Taux de subvention ANRU**	**Montant prévisionnel de subvention ANRU**	**Date de prise en compte des dépenses**	**Date de lancement opérationnel**	**Durée de l'opération en semestre**
Etude urbaine Evoironnes et concertation		Evoironnes	Ville de Sochaux	60 000 €	50%	30 000 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	3
Jardins Partagés		Evoironnes	Ville de Sochaux	10 000 €	50%	5 000 €	Date du CE 14/12/2016	1er semestre 2017	2
Assistance à maîtrise d'ouvrage, réalisation d'études et suivi – évaluation du projet – 34 jours de prestations : AMO NPNRU, étude urbaine Sochaux, modalités concertation		Evoironnes	PMA Programme Partenarial de travail ADU	22 831 €	50%	11 415 €	Date du CE 14/12/2016	Date du CE	3
TOTAL études Evoironnes				**92 831 €**		**46 415 €**			

9.2.2 L'accompagnement des ménages

Sans objet

Article 9.3 Modalités de financement par l'Anah des études et des expertises du programme de travail

Pas d'étude copropriétés dans le cadre du protocole de préfiguration. L'étude pré opérationnelle sur les copropriétés situées en QPV et celle de la Petite Hollande, a été intégrée à l'étude copropriété financées dans l'avenant de clôture.

Article 9.4 Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts, ci-après présentées, sont mentionnées en annexe 11 Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents. Elles figurent dans le tableau financier en annexe 7 uniquement si elles bénéficient également d'un financement de l'Anru.

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle HT	Taux de subvention CDC	Montant prévisionnel de subvention CDC	Date de lancement opérationnel	Durée de l'opération en semestre
Bilan ZFU + identification du potentiel de développement économique du quartier Petite Hollande (accueil ou création d'activités) en lien avec le pôle Portes du Jura		Petite Hollande	PMA	25 000 €	50%	12 500 €	Date du CE 14 décembre 2016	1
Etude de définition pour le montage juridique et opérationnel – centre commercial des Hexagones et projet de recomposition urbaine du secteur des Hexagones		Petite Hollande	Ville de Montbéliard	36 000 €	50%	18 000 €	Date du CE 14 décembre 2016	1
Etude offre commerciale Sochaux		Evoironnes	Ville de Sochaux	10 000 €	50%	5 000 €	Date du CE 14 décembre 2016	1
TOTAL études financées par la CDC				**71 000 €**		**35 500 €**		

Article 9.5 Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

Les cofinancements au titre du programme opérationnel FEDER/FSE Franche-Comté 2014/2020 sont inscrits dans le protocole à titre indicatif, sous réserve de sélection préalable des projets par le Pôle Métropolitain Nord Franche-Comté et de programmation par l'Autorité de Gestion des fonds européens régionaux. La sélection par l'autorité urbaine permet ensuite l'instruction des projets par l'Autorité de Gestion conformément aux règlements européens en vigueur, pour être, après, présentés en comité de programmation pour attribution ou non d'une subvention européenne. Ainsi, les cofinancements FEDER sollicités, indiqués dans les tableaux ne préjugent pas de l'octroi d'une subvention au titre du programme opérationnel FEDER, ni de son montant.

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle HT	Taux de subvention FEDER	Montant prévisionnel de subvention FEDER	Date de lancement opérationnel	Durée de l'opération en semestre
Etude urbaine Evoironnes et concertation		Evoironnes	Ville de Sochaux	60 000 €	25%	15 000 €	1er semestre 2017	2
TOTAL études financées par le FEDER				**60 000 €**		**15 000 €**		

Article 10 (A titre exceptionnel) Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Sans objet.

Article 11. Durée du protocole de préfiguration

Article 11.1 La durée d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9 et 10 du présent protocole.

Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le **14 décembre 2016** (date du comité d'engagement), et la date de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le **31 décembre 2018**.

La date de fin opérationnelle des opérations d'ingénierie visées à l'article 9 est fixée au **31 décembre 2018**.

La date de fin opérationnelle des opérations d'investissement visées à l'article 10 est fixée au : Néant

Le calendrier opérationnel indique le lancement de chaque opération conformément aux dispositions du Règlement Financier de l'Anru relatif au NPNRU.

Article 11.2 La durée administrative du protocole de préfiguration

Le présent protocole prend effet à partir du 22 juin 2017, (date de signature du protocole de préfiguration par l'Anru).

Le présent protocole s'achève le **31 décembre 2021**.

La date d'achèvement du protocole correspond à la date estimée pour le solde de la dernière opération.

Article 12. Conditions de finalisation du projet de convention pluriannuelle de renouvellement urbain – points de rendez-vous avec l'Anru

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès du délégué territorial de l'Anru le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

Article 13.1 Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain est conditionné à la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Conformément au règlement général de l'Anru relatif au NPNRU, les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole des contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservation des logements locatifs sociaux.

Dans le cas où des natures d'opérations générant des contreparties Action Logement seraient financées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration, ces contreparties devront être formalisées au plus tard dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Article 13.2 Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

Article 13.3 Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

13.3.1 Le financement des opérations par l'Anru

Les dépenses finançables par l'Agence sont prises en compte conformément aux conditions décrites à l'article 1.2.1 du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Le tableau financier des opérations physiques figurant à l'annexe 8, signé par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprend, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'Anru, au titre du NPNRU, est sollicité.Il fait ainsi apparaître les concours financiers Anru, déclinés entre montants de subventions Anru et volumes de prêts bonifiés le cas échéant.L'ensemble des cofinancements sont précisés : commune, EPCI, conseil départemental, conseil régional, organisme HLM, Caisse des dépôts, Europe...

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre du présent protocole de préfiguration : la participation financière de l'Anru, au titre du NPNRU, s'entend pour un montant global maximal non actualisable de concours financiers de de **376 927** €, comprenant 376 927 € de subventions (dont 0 € pour les opérations d'investissement visées à l'article 10 et 0 € de volume de prêts distribués par Action Logement pour les opérations d'investissement visées à l'article 10).

Les concours financiers de l'Anru sont attribués sous réserve du respect des dispositions du règlement général et du règlement financier de l'Anru relatifs au NPNRU en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah[10]

L'attribution et le versement des subventions de l'Anah s'effectuent conformément aux modalités prévues par ses règlements.

Au titre du présent protocole, l'engagement de l'Anah s'entend pour un montant global maximal, non actualisable de **0 €**, répartis selon la programmation prévisionnelle du tableau de l'annexe 9. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, et qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

[10] Si au moins un des quartiers concernés par ce protocole comporte des enjeux importants sur le parc privé (copropriétés fragiles ou en difficulté , habitat ancien dégradé)

13.3.3 Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau en annexe 10, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

La Caisse des Dépôts, acteur historique du logement social et de la politique de la ville et qui conduit des actions en faveur des quartiers prioritaires, apportera son concours financier et son appui technique à la mise en œuvre du Protocole de préfiguration de la communauté d'agglomération de Montbéliard.

Elle interviendra au titre de ses missions d'intérêt général pour le logement social, la cohésion sociale et la solidarité, le développement et la compétitivité des territoires et la transition écologique et l'environnement.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts pourra intervenir en mobilisant son expertise et des moyens financiers sur ses fonds propres ainsi que des prêts sur fonds d'épargne en privilégiant les volets économiques, urbains et logements.

1/ En ce qui concerne le volet économique, la mobilisation de la Caisse des Dépôts s'organisera autour de trois axes :

- l'accompagnement du développement économique des quartiers prioritaires notamment en favorisant la mobilisation des réseaux d'accompagnement de la création d'entreprises ;
- le développement des outils de cohésion sociale favorisant l'accès à l'emploi ;
- les investissements immobiliers à vocation économique (immobilier commercial, immobilier de bureaux, immobilier d'entreprise, centres d'affaires de quartiers, pépinières d'entreprises...).

2/ En ce qui concerne le volet urbain du contrat de ville, la mobilisation de la Caisse des Dépôts privilégiera :

D'une part les missions d'ingénierie suivantes, sans que celles-ci soient limitativement listées :

- les études stratégiques (stratégie de développement économique, attractivité du territoire, diversification de l'habitat, stratégies énergétiques...) ;

- les études préalables et pré-opérationnelles (diagnostics économiques, diagnostics de l'habitat privé, diagnostics environnementaux, études de faisabilité, études gestion des ressources...) ;
- les actions d'aide à la maitrise d'ouvrage de la direction de projet (OPCU, AMO financière, AMO développement durable, évaluations...).

D'autre part les prêts sur Fonds d'Epargne pour le financement des opérations d'aménagement et d'équipement urbains des quartiers :

- construction, acquisition ou réhabilitation d'équipements publics (notamment bâtiments scolaires, à vocation culturelle, sportive, sociale, administrative...), infrastructures, aménagements et requalification des espaces publics concourant au projet urbain des quartiers ;
- opérations de requalification économique contribuant à la revitalisation économique (commerces, bureaux...).

3/ En ce qui concerne le volet logement, l'ensemble des prêts sur fonds d'épargne pour le logement social sera mobilisé afin de financer la démolition/construction, la réhabilitation et la résidentialisation d'immeubles. Sous certaines conditions, la Caisse des Dépôts pourra également financer les copropriétés dégradées.

13.3.4 Le financement des opérations par d'autres partenaires

Sans objet

Article 13.4 Le respect des règlements de l'Anru

En cas de mentions contradictoires qui seraient inscrites dans le présent protocole avec les dispositions des règlements de l'Agence, ces derniers prévalent.

Article 13.5 Contrôle et audits

Conformément à l'article 4 du RGA et l'article VII du règlement financier, l'Anru peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.

Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'Anru les documents et informations dont elle estime la production nécessaire à l'instruction des dossiers, aux paiements, au suivi et à l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration.

Le cas échéant, ils faciliteront les contrôles sur place ou sur pièces diligentés par l'Anru.

En cas de contrôles sur place réalisés pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru.Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le cas échéant, le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers faciliteront également les audits réalisés a posteriori par l'Anru, portant sur l'intégralité des éléments remis par le bénéficiaire d'un concours financier de l'Anru.

Article 13.6 Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'Anru, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Le directeur général de l'Anru peut décider :

- Le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- La mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- La suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- La réduction des concours financiers attribués par l'Agence prévus dans le protocole de préfiguration, même si ceux-ci portent sur un objet différent de celui ayant donné au constat, qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- Le réexamen du protocole de préfiguration appelant éventuellement la signature d'un avenant ;
- La suspension, voire la réalisation du protocole de préfiguration.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

Article 13.7 Clause de renégociation du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

Par ailleurs, conformément à l'article 8.2 du titre III du RGA NPNRU, des évolutions relatives aux dispositions du présent protocole peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont l'instruction s'effectuera dans les mêmes conditions que l'élaboration du protocole de préfiguration.

Dans le cadre fixé par l'Anru, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant. Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément à l'article 122 du règlement financier relatif au NPNRU.

Article 13.8 Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

Article 13.9 Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Article 14. Dispositions diverses

Article 14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru

La mise en œuvre des programmes et des projets conduisent l'Anru à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, de formation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation... Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'Anru toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'Anru, notamment dans le cadre de réseaux d'acteurs du renouvellement urbain. Ils s'engagent également à faciliter l'accès de leurs agents aux formations initiées par l'Anru ou par ses partenaires.
Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent ainsi que les frais d'inscription à des formations entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'Anru conformément au RGA relatif au NPNRU.
Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'Anru (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

En cas de mobilisation par l'Anru de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

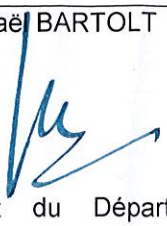
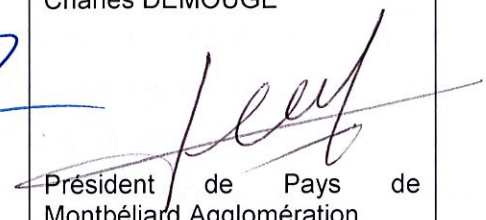
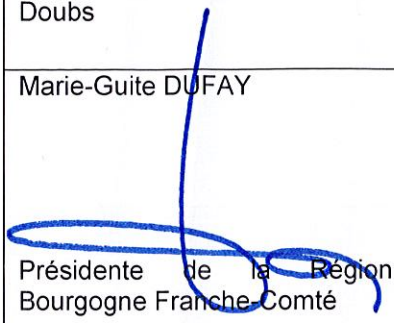
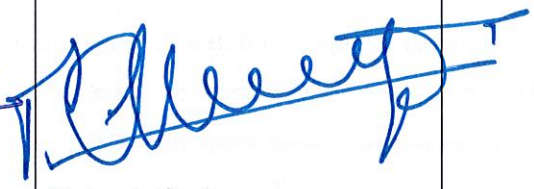
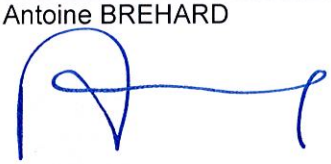
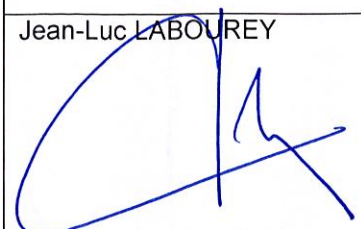
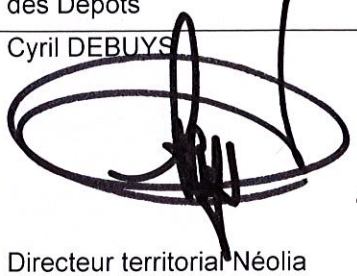
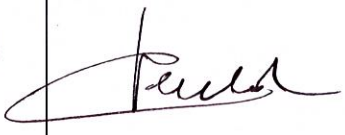
Article 14.2 La signalétique des chantiers

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et d'Action Logement sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre du présent protocole, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

Date et signatures

22 juin 2017

Signatures

Raphaël BARTOLT  Préfet du Département du Doubs	Nicolas GRIVEL  Directeur Général de l'Anru	Charles DEMOUGE  Président de Pays de Montbéliard Agglomération
Marie-Guite DUFAY  Présidente de la Région Bourgogne Franche-Comté	Marie-Noëlle BIGUINET  Maire de Montbéliard	Albert MATOCQ GRABOT  Maire de Sochaux
	Antoine BREHARD  Directeur Régional de la Caisse des Dépôts	Blanche GUILLEMOT  Directrice Générale de l'Anah
Jean-Luc LABOUREY  Directeur Général Habitat 25	Cyril DEBUYS  Directeur territorial Néolia	Serge TOULOT  Président Idéha

Annexes

1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.
2. Plan(s) du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru.
3. Plans présentant les premières orientations stratégiques, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement.
4. Description de la gouvernance et de la conduite de projet (organigramme...)
5. Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés.
6. Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation.
7. Ecoquartier de la Savoureuse à Sochaux
8. Tableau financier relatif au protocole de préfiguration (cf. modèle type).
9. Planning de réalisation des actions du programme de travail.
10. Tableau des financements de l'Anah (cf. modèle type fourni par l'Anah)
11. Tableau des financements de la CDC

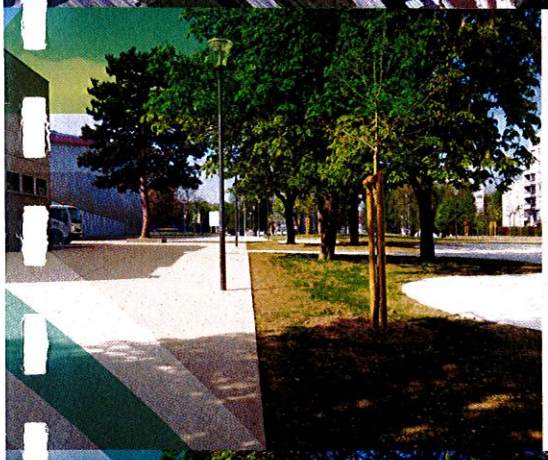
Pays de Montbéliard AGGLOMÉRATION
PORTEUR DE PROJET

Annexes - Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de Pays de Montbéliard Agglomération

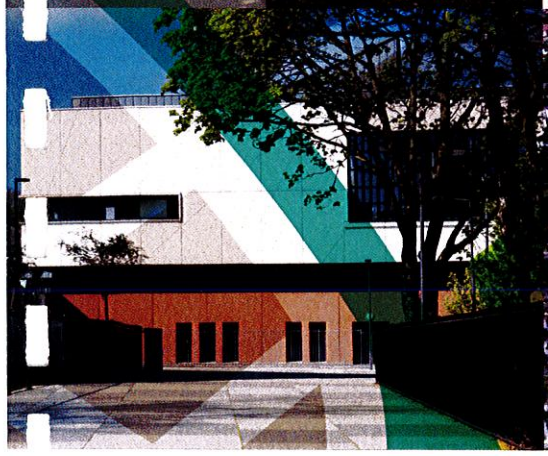
Quartiers de la Petite Hollande à Montbéliard et des Evoironnes à Sochaux

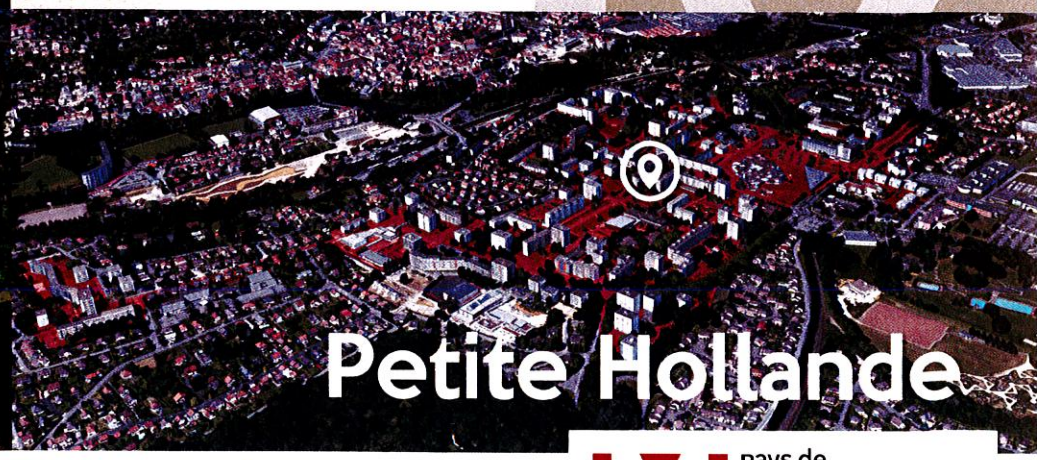












agglo-montbeliard.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANRU
Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Cofinancés par l'ANRU dans le cadre du NPNRU

Pays de Montbéliard AGGLOMÉRATION

SOMMAIRE

1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville 2

2. Plans des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru 4

3. Plans présentant les premières orientations stratégiques, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement 5

4. Description de la gouvernance et de la conduite de projet 11

5. Synthèse des diagnostics et études déjà réalisées 21

6. Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation 35

7. Ecoquartier de la Savoureuse à Sochaux 37

8. Tableau financier relatif au protocole de préfiguration 42

9. Planning de réalisation des actions du programme de travail 43

10. Tableau des financements de l'Anah 46

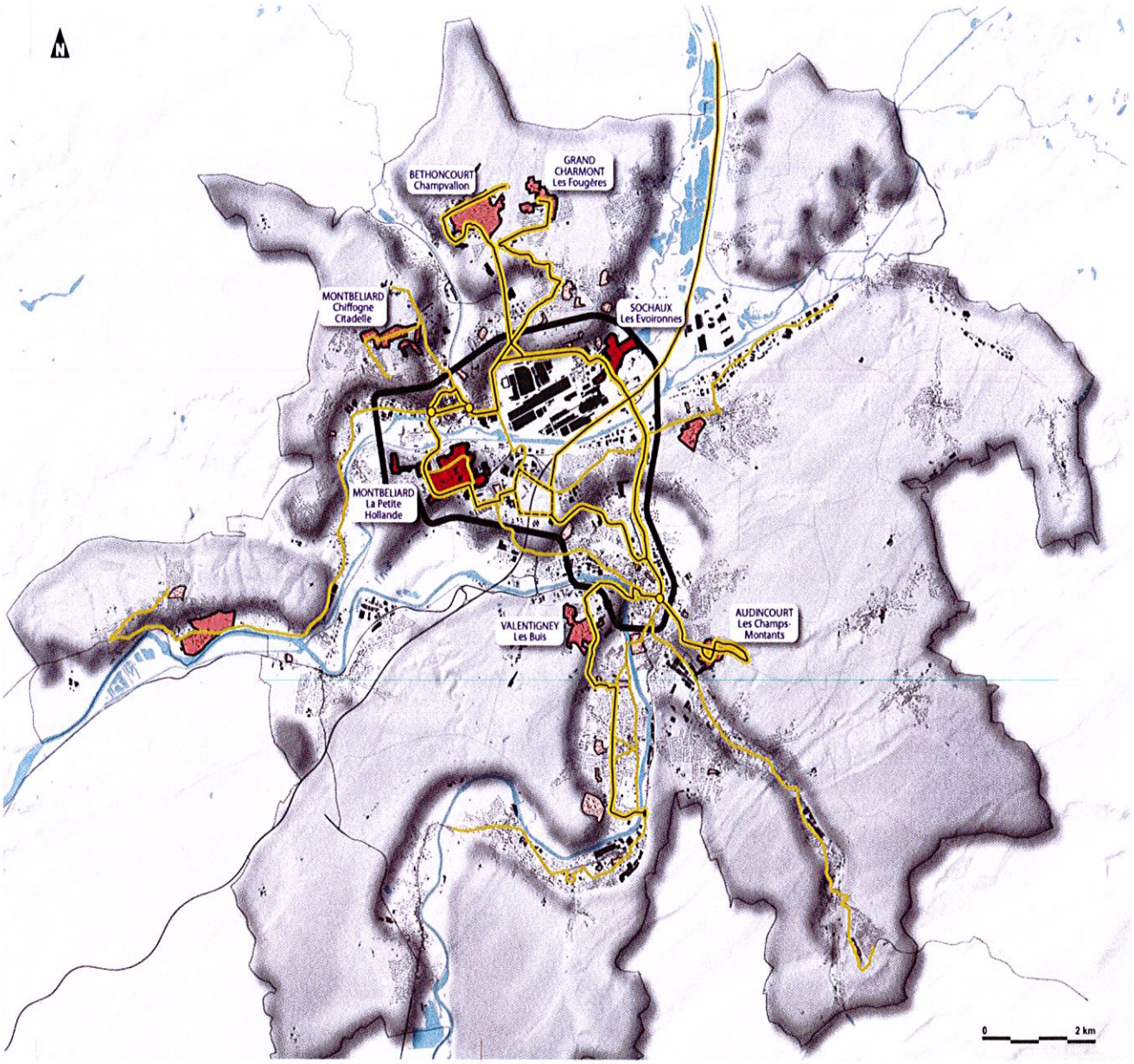
11. Tableau des financements de la CDC 46

1. Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville

Le **26 juin 2015**, l'agglomération de Montbéliard a adopté un **contrat de ville unique** concernant 7 quartiers qui ont été retenus comme prioritaires pour la politique de la ville (QPV) :

- **Petite Hollande** à Montbéliard,
- Chiffogne et Citadelle de Montbéliard,
- Champs-Montants à Audincourt,
- Champvallon à Bethoncourt,
- Les Buis à Valentigney,
- Les Fougères à Grand-Charmont,
- **Evoironnes** à Sochaux.

La Petite Hollande et les Evoironnes bénéficieront en outre du **nouveau programme national de renouvellement urbain** (NPNRU) respectivement au titre de l'intérêt national et de l'intérêt régional. Rappelons que ces deux quartiers sont les seuls à être situés dans le périmètre de la centralité d'agglomération. Ils ont vocation à renforcer le poids démographique de cet espace. Les autres quartiers sont situés dans des villes centres ou des pôles urbains relais.



quartiers d'habitat social

COMMUNE Quartier — Quartier prioritaire de la politique de la ville

Quartiers renforçant la centralité d'agglomération : Petite Hollande et Graviers Evoironnes

Quartiers renforçant les villes centres ou relais : Champvallon, Fougères, Chiffogne-Citadelle, Montagne, Champs Montants, Buis, Champerriet

Autres quartiers

accessibilité renforcée en transports publics

Bus à haut niveau de service (BHNS)

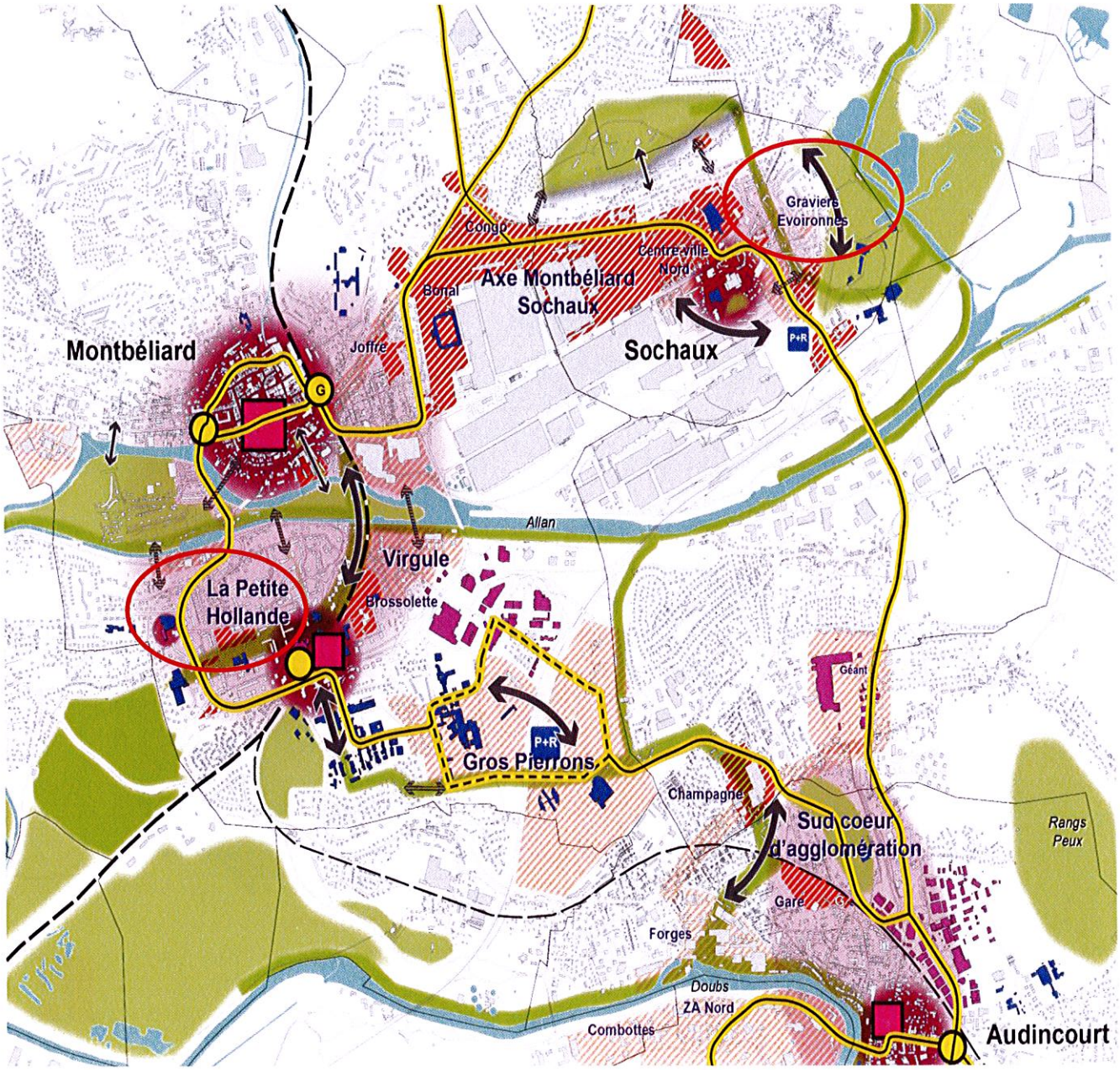
Lignes cadencées (< 20 min)

centralité d'agglomération

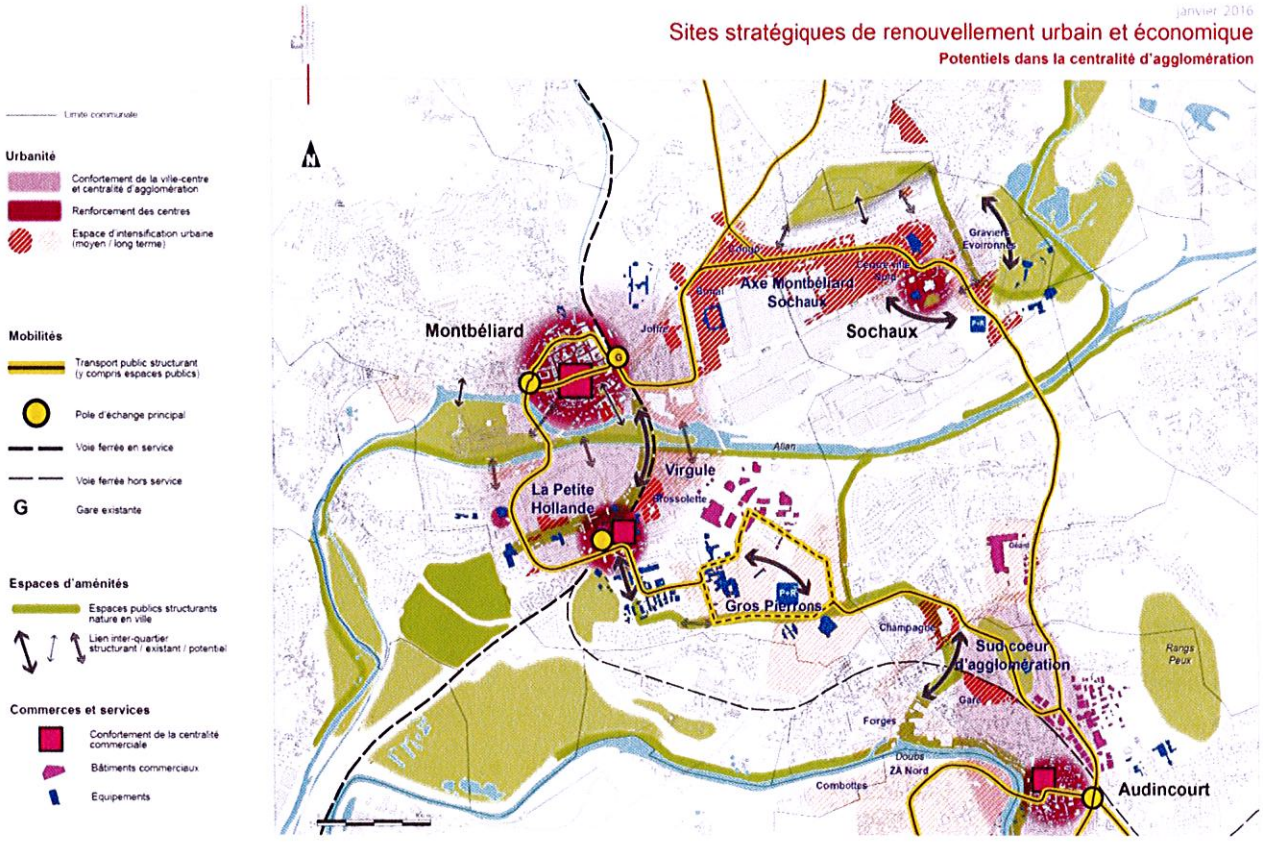
Espace de consolidation de l'ossature urbaine et économique

sources(s) : PMA 2010-2014
Traitement(s) : SIG ADU
fond cartographique : cadastre 2012 DGI
réalisation : © ADU PM 2015 — CR - PB

2. Plans des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Anru



3. Plans présentant les premières orientations stratégiques, à deux échelles : à l'échelle du quartier et à l'échelle du quartier dans son environnement



3.1 Petite Hollande

Montbéliard, ville active

PADD

renforcer les fonctions urbaines et économiques

L'attractivité et le rayonnement de Montbéliard s'appuie sur le renforcement des pôles structurants dans leur vocation dominante actuelle. Leur développement se fera dans une logique de complémentarité des fonctions. La reconquête économique et urbaine des voies principales recherche à valoriser des situations attractives en vitrine d'axes de passage pour des fonctions ayant besoin de flux.

des polarités principales renforcées dans leur vocation dominante

- pôle commercial et touristique
- pôle administratif et universitaire
- pôle économique et technologique
- pôle nature et loisirs

une qualité résidentielle améliorée

- valoriser la qualité résidentielle des faubourgs
- compléter l'offre de logements des espaces résidentiels à dominante pavillonnaire
- poursuivre la mise en valeur des ensembles d'habitat collectif
- renforcer la mixité des fonctions le long des voies principales

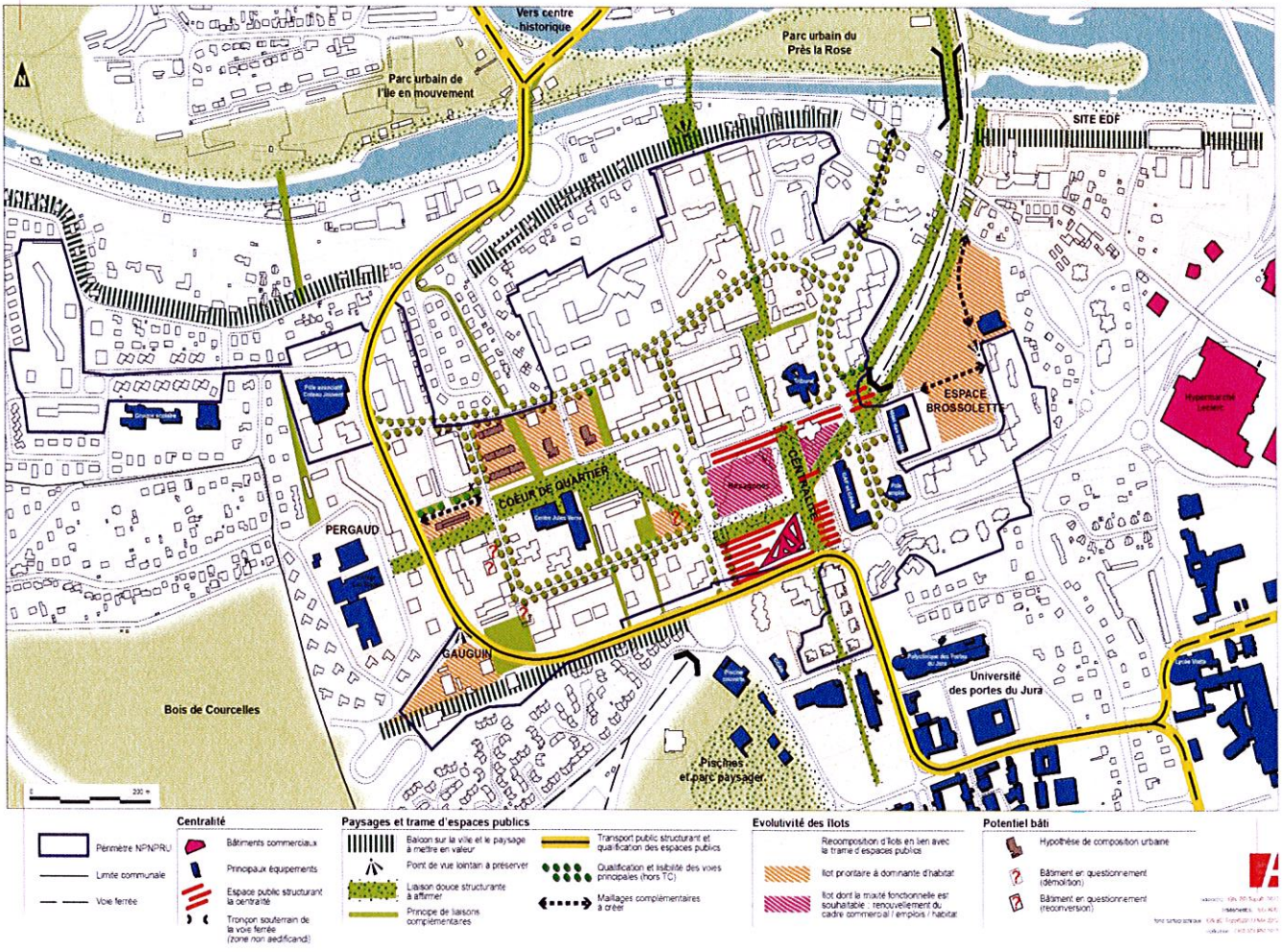
conforter les zones spécialisées

- valoriser ou accompagner le renouvellement des parcs d'activités
- conforter les zones commerciales dans l'enveloppe existante
- pôles d'équipements principaux



Janvier 2016

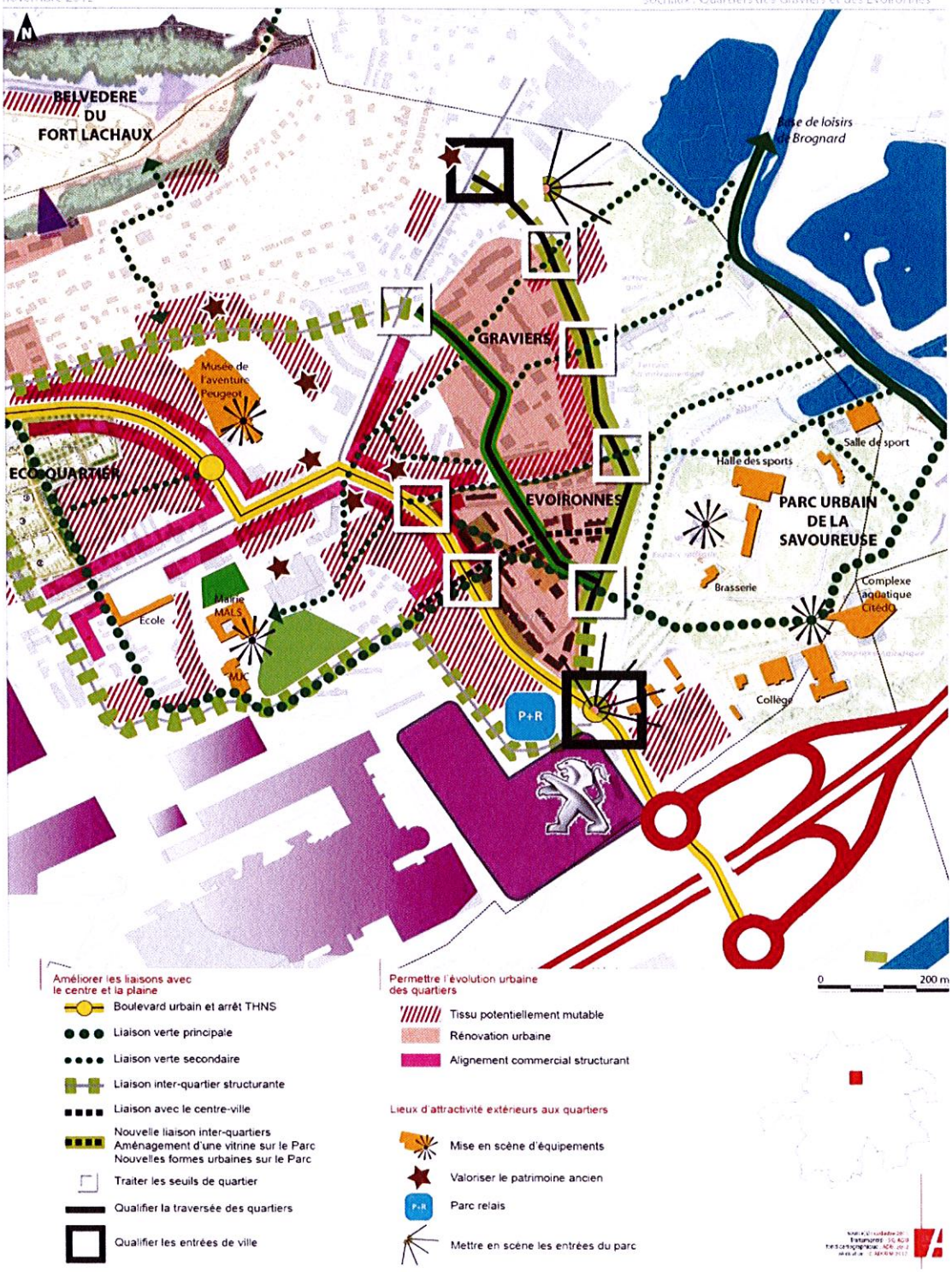
La Petite Hollande à Montbéliard
Plan guide schématique



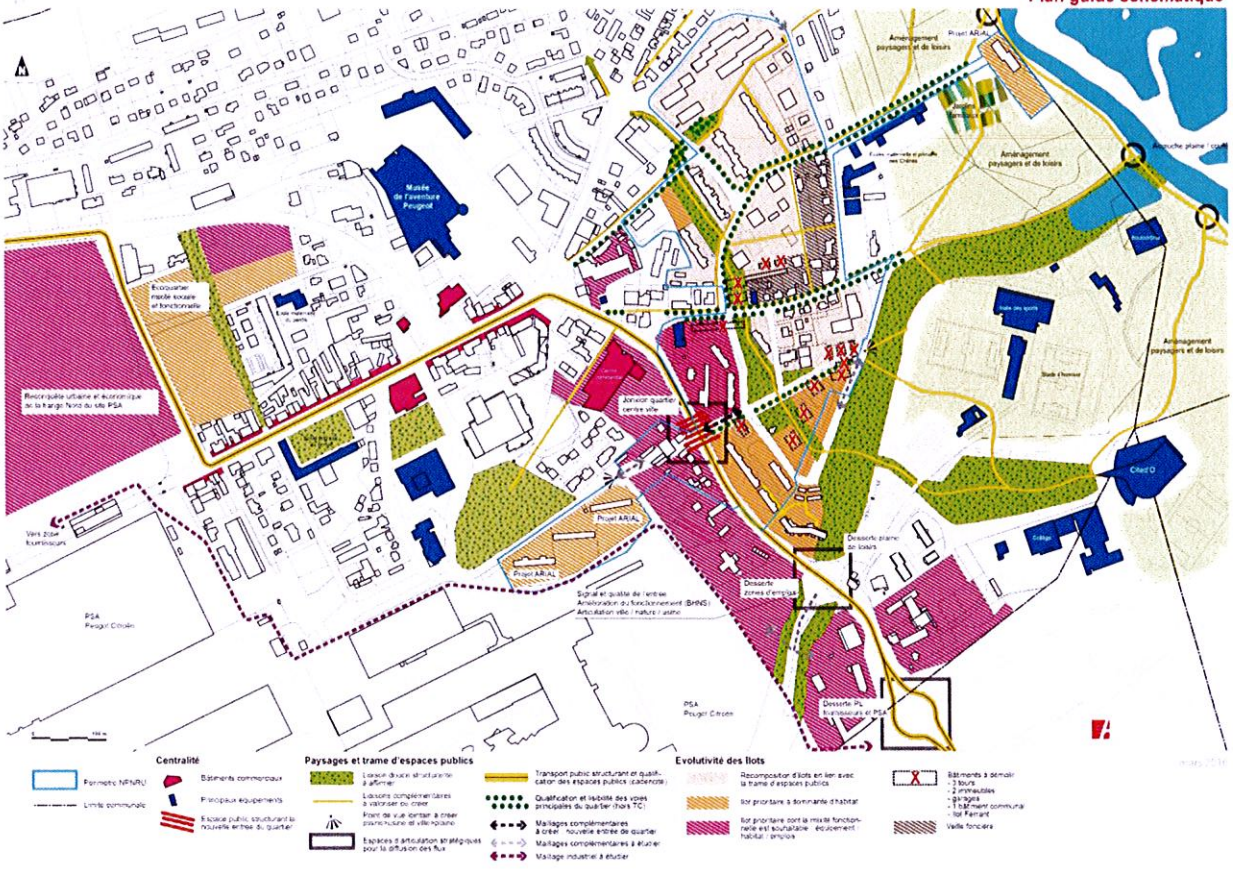
3.2 Evoironnes

Orientations de développement pour l'articulation des quartiers au contexte urbain

Sochaux - Quartiers des Graviers et des Evoironnes



Graviers Evoironnes à SOCHAUX
Plan guide schématique



4. Description de la gouvernance et de la conduite de projet

4.1 Le pilotage stratégique

➢ Une gouvernance à l'échelle de l'agglomération

Le pilotage stratégique est conduit par le Président de PMA.

PMA pilote l'ensemble de la démarche partenariale et en garantit la cohérence :

- formalise l'ensemble des éléments de dimension intercommunale (habitat, transports, développement économique ...) et particulièrement la transversalité avec le CVU ;
- organise le dialogue entre orientations intercommunales et la définition du projet de quartier par les Villes, ainsi que le dialogue stratégique avec les bailleurs ;
- élabore le programme conventionnel et financier ;

appuie si nécessaire les Villes dans leurs responsabilités opérationnelles > mobilisation des services techniques de PMA en appui

- **Le comité de pilotage CVU/NPNRU**

Le comité de pilotage se réunit 2 fois par an. Il est co-présidé par le Président et par le Préfet. Il réunit les signataires du Contrat de Ville Unique : les Maires des quartiers géographie prioritaire, le Vice-Président en charge de la cohésion sociale, le Vice-Président en charge du renouvellement urbain, les bailleurs, l'Etat, le Conseil départemental, le Conseil régional, la CAF, l'Education nationale, les associations.

- **Le comité de suivi NPNRU**

Ce comité est composé de 8 membres :

- le Maire de Montbéliard et son chef de projet,
- le Maire de Sochaux et son chef de projet,
- le Vice-Président en charge de la cohésion sociale,
- le Vice-Président en charge du renouvellement urbain,
- le Président de l'ADU,
- le conseiller délégué habitat et logement.

La mise en place de ce comité politique restreint a pour objet d'assurer le pilotage stratégique du processus d'élaboration du dossier de protocole de préfiguration.

➢ Une participation active des communes dans le processus

Les communes de Sochaux et Montbéliard participent à la démarche pilotée par PMA :

- précisent le rôle/vocation des quartiers,
- définissent les projets urbains de quartier et les priorités opérationnelles/financières correspondantes,
- identifient les études complémentaires nécessaires.

4.2 Le pilotage opérationnel

- **Le comité technique et le cadre partenarial**

Le comité technique partenarial NPNRU est composé des techniciens : chefs de projet communaux, conseil départemental, conseil régional, USH, bailleurs, 1 % logement, délégués du préfet, DDT.

➔ Une équipe projet est en charge au sein de PMA de conduire la phase d'élaboration du nouveau programme et d'en assurer le suivi.

Cette équipe est composée du Directeur Habitat et rénovation urbaine, Directeur de projet, d'une chargée de mission rénovation urbaine, d'une chargée de mission habitat. Avec comme rôle principal, la coordination du projet, elle accompagnera les équipes projets des communes au niveau de la mise œuvre opérationnelle du futur programme dans le cadre des opérations sous leur maitrise d'ouvrage et assurera le lien avec les bailleurs et les services de l'Etat.

➔ Au niveau de la commune de Montbéliard, l'équipe est constituée d'une Directrice Urbanisme et développement territorial, chef de projet et d'une chargée d'études urbaines.

➔ Au niveau de la commune de Sochaux, l'équipe est constituée d'un chef de projet politique de la ville.

La répartition des rôles dans la conduite opérationnelle effective sera ultérieurement à dimensionner/caler dans le temps du protocole.

Un comité technique regroupant l'ensemble des partenaires ANRU (services de l'Etat, Bailleurs sociaux, PMA, communes) se réunira régulièrement afin de suivre l'avancement des opérations, le respect des plannings, et les aspects financiers.

➔ L'Agence d'urbanisme vient en appui des communes et de Pays de Montbéliard Agglomération pour l'élaboration du protocole de préfiguration et la conduite d'études complémentaires. Dans ce cadre, elle s'est vue confiée les missions suivantes :

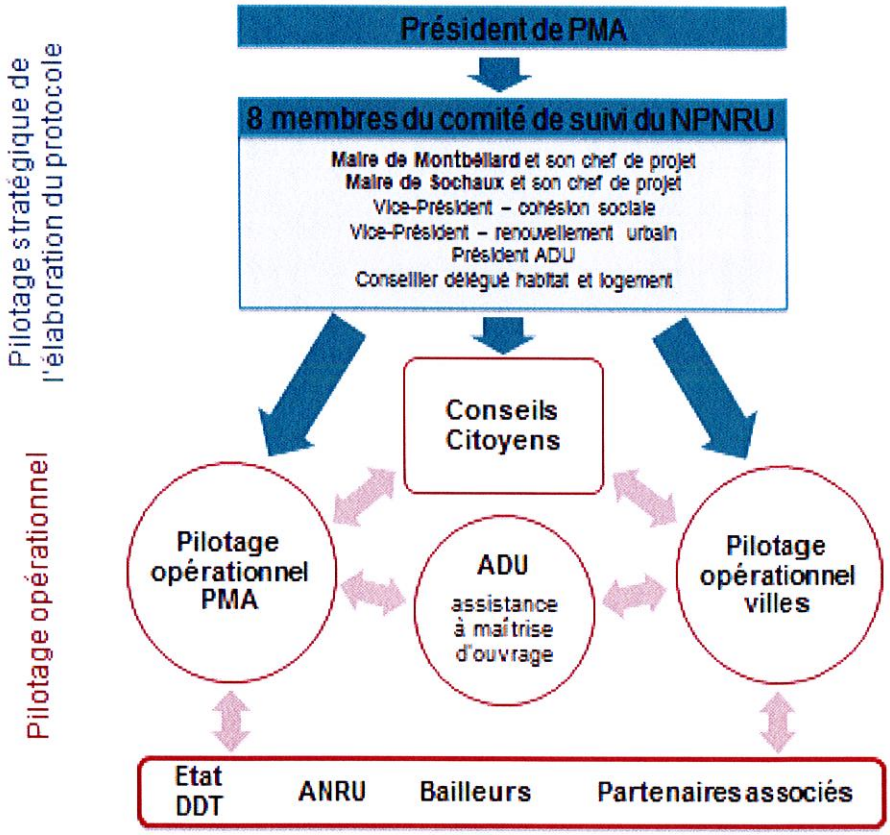
- co-animation avec PMA du processus d'élaboration partenariale du dossier,
- intégration, formalisation cohérente et mise en forme de l'ensemble des éléments attendus dans le dossier de présentation,
- appui aux villes dans la définition des projets urbains et la production des plans guides.

Ainsi le rôle de l'ADU a été renforcé, en matière de stratégie territoriale.

➔ **Ce processus a d'ores et déjà permis de définir ou de conforter, à un « bon niveau » de consensus :**

- la vocation de ces quartiers à 15/20 ans et leur place dans la stratégie urbaine d'agglomération (contribution à la centralité d'agglomération, projet Evolity, + axe de projets Montbéliard/Sochaux notamment) ;
- les orientations principales de la rénovation urbaine à engager sur ces quartiers (projet urbain) et les priorités opérationnelles correspondantes (dans une approche aux trois échelles souhaitées par l'ANRU EPCI/Ville/quartier) ;
- la recherche d'une articulation plus cohérente des stratégies patrimoniales des bailleurs avec ce projet urbain.

Le renouvellement urbain, 2ème pilier du CVU



ORGANIGRAMMES EQUIPES PROJET PMA/VILLES

PMA

L'équipe projet est placée sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint développement économique et urbain et de la Directrice Générale des Services.

- Directeur Habitat et rénovation urbaine – Johan ROBINET
  - Chargée de mission ANRU – Florence MINY
  - Chargée d'études Habitat - Logement – Angélique BOURDENET

Ville de Montbéliard

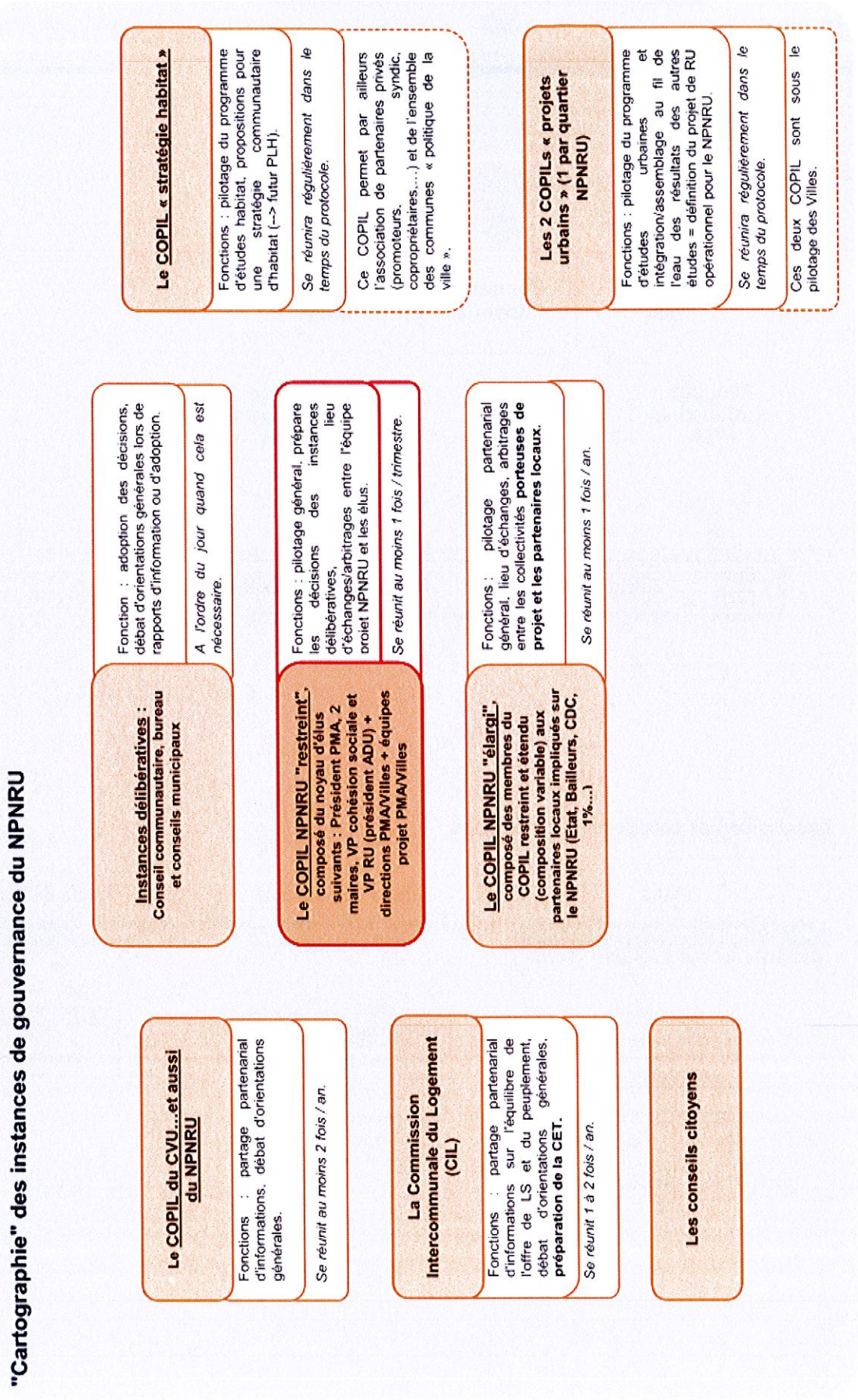
L'équipe projet est placée sous la de la Directrice Générale des Services.

- Directrice Développement territorial et urbanisme – Fabienne ROLHION
  - Chargée d'études – Coline RONGIERAS

Ville de Sochaux

L'équipe projet est placée sous la responsabilité de la Directrice Générale des Services.

- Chef de projet politique de la ville – Simon WEHRLE


"Cartographie" des instances de gouvernance du NPNRU
Instances délibératives : Conseil communautaire, bureau et conseils municipaux
Fonction : adoption des décisions, débat d'orientations générales lors de rapports d'information ou d'adoption.
A l'ordre du jour quand cela est nécessaire.
Le COPIL NPNRU "restreint", composé du noyau d'élus suivants : Président PMA, 2 maires, VP cohésion sociale et VP RU (président ADU) + directions PMA/Villes + équipes projet PMA/Villes
Fonctions : pilotage général, prépare les décisions des instances délibératives, lieu d'échanges/arbitrages entre l'équipe projet NPNRU et les élus.
Se réunit au moins 1 fois / trimestre.
Le COPIL NPNRU "élargi", composé des membres du COPIL restreint et étendu (composition variable) aux partenaires locaux impliqués sur le NPNRU (Etat, Bailleurs, CDC, 1%...)
Fonctions : pilotage partenarial général, lieu d'échanges, arbitrages entre les collectivités porteuses de projet et les partenaires locaux.
Se réunit au moins 1 fois / an.
Le COPIL « stratégie habitat »
Fonctions : pilotage du programme d'études habitat, propositions pour une stratégie communautaire d'habitat (--> futur PLH).
Se réunira régulièrement dans le temps du protocole.
Ce COPIL permet par ailleurs l'association de partenaires privés (promoteurs, syndic, copropriétaires,...) et de l'ensemble des communes « politique de la ville ».
Les 2 COPILs « projets urbains » (1 par quartier NPNRU)
Fonctions : pilotage du programme d'études urbaines et intégration/assemblage au fil de l'eau des résultats des autres études = définition du projet de RU opérationnel pour le NPNRU.
Se réunira régulièrement dans le temps du protocole.
Ces deux COPIL sont sous le pilotage des Villes.
Le COPIL du CVU...et aussi du NPNRU
Fonctions : partage partenarial d'informations, débat d'orientations générales.
Se réunit au moins 2 fois / an.
La Commission Intercommunale du Logement (CIL)
Fonctions : partage partenarial d'informations sur l'équilibre de l'offre de LS et du peuplement, débat d'orientations générales, préparation de la CET.
Se réunit 1 à 2 fois / an.
Les conseils citoyens

Cartographie « des instances d'animation/pilotage technique du NPNRU »

Groupe technique partenarial CVU

Fonctions : partage partenarial d'informations, animation technique.

Se réunit au moins 2 fois / an.

Le COTECH NPNRU "restreint", composé des équipes projet PMA/Villes et de l'ADU.

Fonctions : pilotage technique général, plannings, répartition des tâches, préparation des COPIL.

Se réunit au moins 1 fois / mois.

COTECH NPNRU « élargi »

Fonction : échanges et co-construction avec partenaires locaux, préparation COPIL.

Se réunit deux à trois fois / an.

Le COTECHs « stratégie habitat »

Fonctions : suivi du programme d'études habitat, préparation du COPIL.

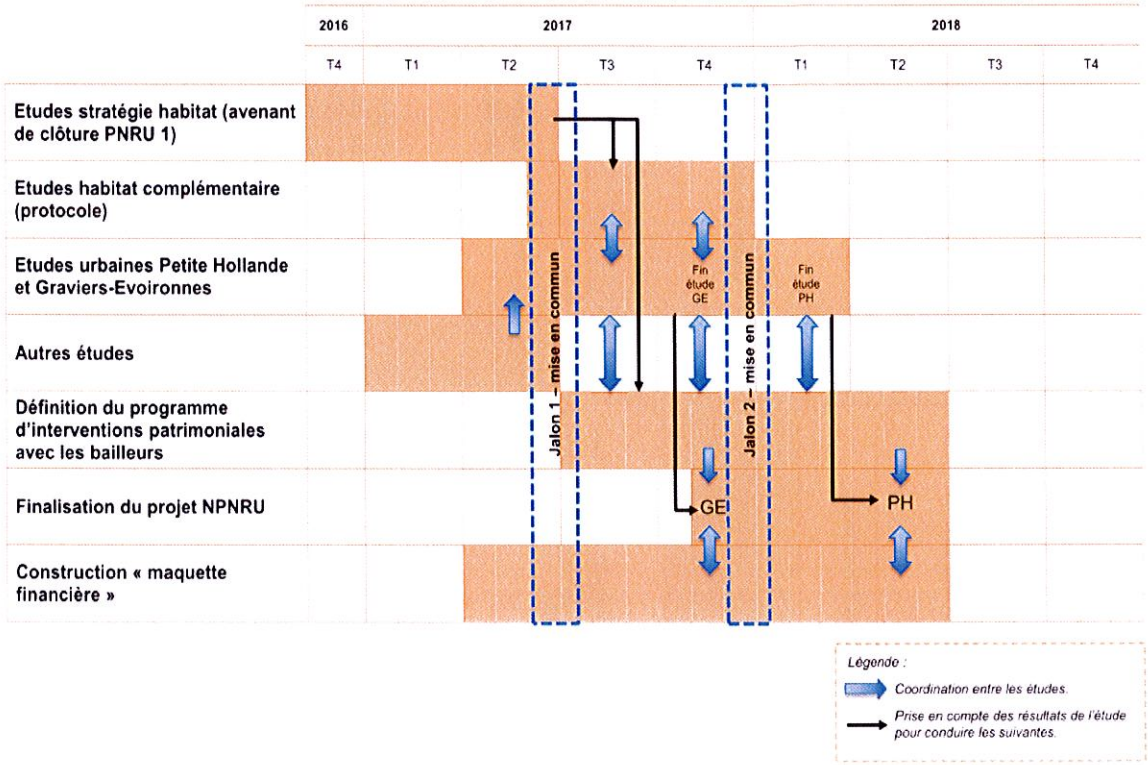
Se réunira régulièrement dans le temps du protocole.

« Ateliers urbains » animés par l'ADU

Fonctions : intégration/assemblage au fil de l'eau des résultats des autres études = définition du projet de RU opérationnel pour le NPNRU + animation du dialogue avec la stratégie patrimoniale conduite par les bailleurs.

Se réunira régulièrement dans le temps du protocole.

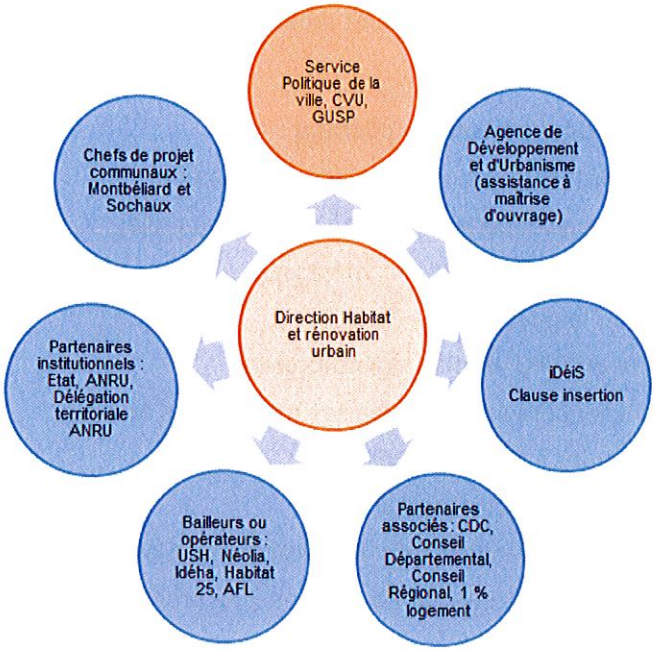
Planning synthétique et prévisionnel de mise en œuvre du protocole



ORGANIGRAMME PARTENARIAL NPNRU

Partenaires

Services PMA



FICHES DE POSTE

1.Pays de Montbéliard Agglomération

3 postes au sein de l'équipe projet renouvellement urbain

Le pilotage stratégique global : est confié à PMA (niveau de définition de la stratégie, du contenu du projet global et de la conduite générale du projet). Il est garant du suivi financier global du programme, de son évaluation et de la coordination des partenaires. Il mobilise les moyens consacrés aux études stratégiques (habitat, développement économique, transport…). Il anime la gouvernance du projet :

- Directeur de Projet : Johan ROBINET Directeur Habitat et Rénovation urbaine (0,5 ETP),
- Chargée de mission renouvellement urbain : Florence MINY Direction Habitat et Rénovation urbaine (0,9 ETP) : poste financé au titre de la Convention PRU
- Chargée d'études : Angélique BOURDENET Direction Habitat et Rénovation urbaine (0,5 ETP).

Directeur de projet

Missions générales du poste :

La conduite stratégique et opérationnelle des projets de rénovation urbaine est partenariale et placée sous la responsabilité d'un porteur de projet politique. Celui-ci s'appuie sur un directeur de projet. Il a en charge l'animation de la démarche partenariale, le pilotage stratégique et la conduite opérationnelle du projet de rénovation urbaine.

Activités du poste :

- **Définition et mise à jour du projet de rénovation urbaine :**
  - organiser l'élaboration du projet urbain et l'ingénierie urbaine,
  - fédérer les acteurs autour du projet urbain,
  - conduire l'évolution du projet urbain.

- **Animation du dispositif de pilotage :**
  - organiser et animer les instances de pilotage,
  - construire les partenariats nécessaires au projet,
  - préparer et organiser les arbitrages,
  - animer la gouvernance du projet.
- **Conduite du PRU au plan opérationnel :**
  - identifier et réunir les expertises nécessaires au projet,
  - animer les instances de pilotage,
  - animer le collectif d'acteurs,
  - piloter les prestataires de la Direction de projet,
  - organiser la mesure de l'avancement du projet.

Positionnement hiérarchique :

N+1 = Directeur général adjoint développement économique et urbain

Chargée de mission renouvellement urbain (poste financé au titre de la convention PRU1)

Missions générales du poste :

Suivi technique et financier du projet de renouvellement urbain.

Activités du poste :

- **Suivi opérationnel :**
  - interlocuteur des maîtres d'ouvrage signataires de la convention partenariale,
  - suivi de l'ordonnancement des opérations,
  - veiller au respect du planning général et des plannings des maîtres d'ouvrage au regard de la contractualisation avec l'ANRU,
  - mise en place de groupes qualité avec l'ADU, architectes, paysagistes conseils de l'Etat : analyse des programmes de construction, de réhabilitation et d'aménagements d'espaces publics.
- **Suivi financier et respect de la contractualisation :**
  - contrôle de la mise en œuvre et du suivi financier des programmes,
  - suivi financier des subventions de l'EPCI à destination des bailleurs,
  - élaboration et suivi du budget rénovation urbaine,
  - assistance auprès des maîtres d'ouvrage pour les dossiers de demande de financement auprès des financeurs : ANRU, CDC, FEDER, Conseil régional ...

- **Relations avec la délégation territoriale de l'ANRU :**
  - élaboration des dossiers d'avancement nécessaires aux revues de projet,
  - interlocuteur de la DDT pour les dossiers de suivi, de financement,
  - rédaction de conventions/avenants.

Positionnement hiérarchique :

N+1 = Directeur Habitat et Rénovation urbaine

N+ 2 = Directeur général adjoint développement économique et urbain

Chargée d'études habitat

Missions générales du poste :

En charge de la conduite et/ou la participation à l'ensemble des démarches (études, observatoires, évaluations) contribuant à la définition/consolidation de la stratégie communautaire dans le champ des politiques de l'habitat. Directement en charge de l'intégration de la problématique du « peuplement et de la mixité sociale » dans la politique communautaire.

Activités du poste :

- **Etudes habitat :**
  - assurer la définition partenariale (cahier des charges) des études générales sous maîtrise d'ouvrage PMA nécessaires à la consolidation du PLH adopté début 2014, et des modalités de leur conduite (marché, programme partagé ADU…).

Il s'agit notamment à court terme de celles contractualisées avec l'ANRU au titre de l'avenant de clôture du PNRU 1, et au titre du protocole de préfiguration du NPNRU.

- **Peuplement/relogement :**
  - élaborer et mettre en place les différentes démarches partenariales incombant désormais réglementairement à PMA dans le champ du « peuplement »,
  - mise en place d'un dispositif de gestion partagée des demandes et information des demandeurs (et convention associée),
  - adoption d'un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (le PPGDLSID…),
  - mise en place d'une Commission Intercommunale du Logement (CIL),
  - élaboration de la convention de « mixité sociale » prévue à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

En lien avec ces dispositifs, il s'agira également de mettre en place et piloter un dispositif de suivi partenarial des relogements effectués aux titres des opérations de renouvellement urbain sur le territoire communautaire.

- **Suivi/observatoire :**
  - contribuer aux différentes démarches d'observatoires existantes sur le territoire de PMA,
  - assurer la coordination avec les nombreux partenaires de l'agglomération sur ces démarches (OHLM et DDT 25 notamment),

- construire des outils internes de suivi/observation/évaluation des politiques locales de l'habitat (PLH), en lien notamment avec l'Agence d'Urbanisme.

Positionnement hiérarchique :

N+1 = Directeur Habitat et Rénovation urbaine

2 .Ville de Montbéliard

Dans le cadre du nouveau dispositif de contractualisation, la Ville de Montbéliard en lien avec l'Agglomération a mis en place un système de conduite de projet dans un souci de respect des compétences de chacun et d'efficience de l'action.

Il s'organise de la façon suivante :

Le pilotage stratégique global : il est confié à PMA (niveau de définition de la stratégie, du contenu du projet global et de la conduite générale du projet). Il est garant du suivi financier global du programme, de son évaluation et de la coordination des partenaires. Il mobilise les moyens consacrés aux études stratégiques (habitat, développement économique, transport…). Il anime la gouvernance du projet.

Le pilotage stratégique et opérationnel local : il est confié à la Ville de Montbéliard ; La conduite stratégique et opérationnelle du projet de rénovation urbaine du quartier de la Petite-Hollande est sous la responsabilité du porteur de projet politique (Mme Le Maire). Celui-ci s'appuie sur une équipe dédiée composée d'un DGS (Urbaniste), d'un directeur de projet (Urbaniste), d'un chef de projet (Urbaniste). L'équipe a en charge l'animation de la démarche partenariale, le pilotage stratégique et la conduite opérationnelle du projet de rénovation urbaine.

- définir et mettre à jour le projet de rénovation urbaine,
- concevoir et animer le dispositif de pilotage local,
- conduire la réalisation du PRU au plan opérationnel,
- articuler le PRU aux dispositifs de développement social,
- aider les élus à prendre des décisions et à agir en matière de communication et de concertation,

coordination interne : de la Ville de Montbéliard pour le pilotage et suivi des opérations à maîtrise d'ouvrage Ville (coordination des équipes interne ou externe pour la réalisation de ses propres opérations).

➔ Directeur de Projet : Fabienne ROLHION, Directrice du service Développement Territorial et Urbanisme (Urbaniste) (0,5 ETP)

3 .Ville de Sochaux

La Ville de Sochaux a recruté, en janvier 2015, un chef de projet Simon WEHRLE, dans le cadre de la Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) du Pays de Montbéliard.

Placé sous l'autorité hiérarchique du Maire et du DGS, il est chargé de l'animation et de la mise en œuvre des dispositifs contractuels de développement social urbain.

Le chef de projet accompagne pour moitié de son temps de travail le projet NPRU du quartier prioritaire Graviers-Evoironnes :

➔ coordination opérationnelle au niveau local du projet urbain, animation du partenariat, lien étroit avec l'EPCI, l'ADU, les organismes logeurs les services de l'Etat, rédaction de notes de synthèse et de documents stratégiques, travail de terrain pour le suivi des opérations (…).

5. Synthèse des diagnostics et études déjà réalisées

5.1 Petite Hollande : bureau d'études ATHANOR – Lyon

PAYS DE MONTBÉLIARD AGGLOMÉRATION

ÉTUDES URBAINES PROGRAMME ANRU

LOT N°1 : ÉTUDE URBAINE DU QUARTIER DE LA PETITE HOLLANDE

Synthèse des études réalisées depuis mars 2013

PHASE 1 : ÉTUDE URBAINE GLOBALE

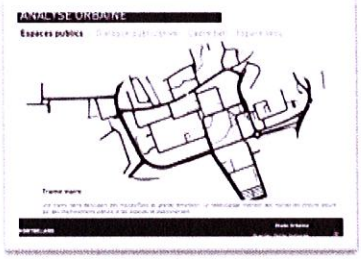
✓ Réunion de lancement des études : 29 mars 2013



✓ **Comité technique du 14 mai 2013** : Présentation intermédiaire du diagnostic :

➢ L'immersion de l'équipe dans le quartier et son travail de diagnostic pluridisciplinaire ont permis de faire ressortir 4 thématiques majeures de l'analyse urbaine :

1- La question des espaces publics et de leurs fonctions

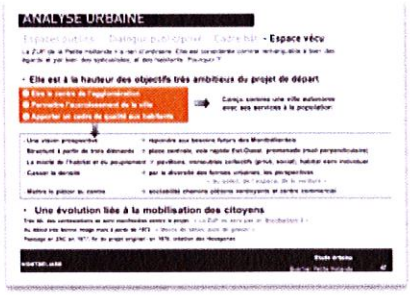




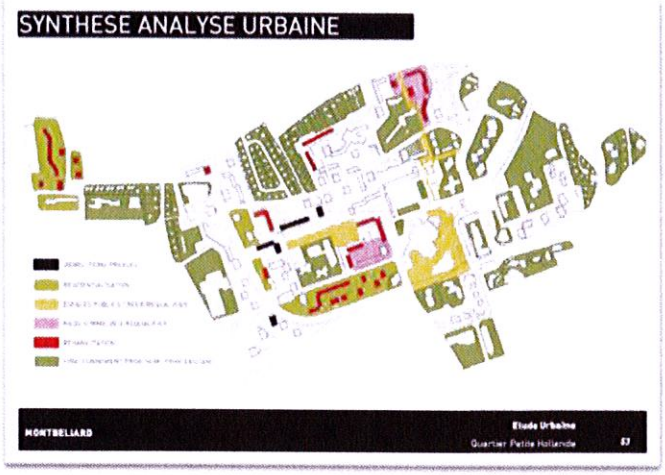
2- Le dialogue public / privé, la domanialité et la question de la résidentialisation

3- La typo-morphologie du cadre bâti et le rapport pleins / vides

4- L'espace vécu (au contact des habitants et usagers du quartier)

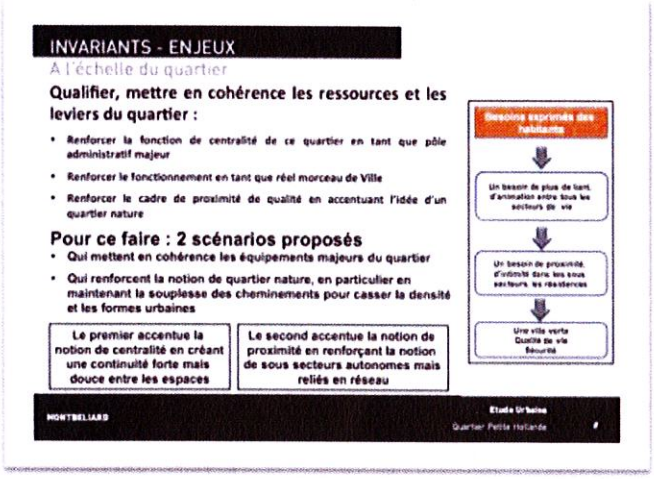


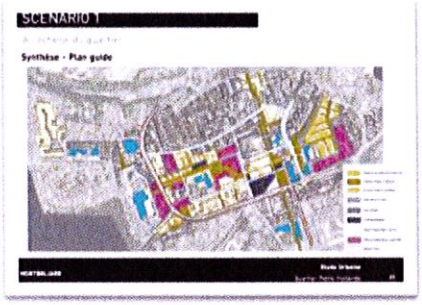
- Plusieurs pistes de réflexions sont identifiées (Entre autres : Composition urbaine autour d'un axe E/O devant le Jules Verne et d'un axe N/S à l'Est des Hexagones, les copropriétés dans des tènements mal circonscrits, les secteurs résidentiels de Brossolette et Gauguin, ...)

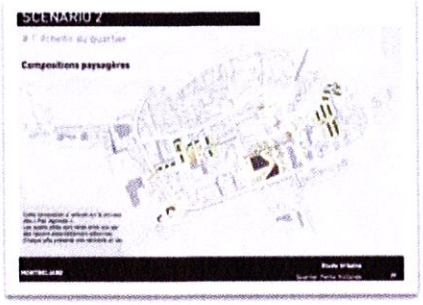


✓ **Comité technique du 08 juillet 2013** : les invariants les enjeux et les scénarios de recomposition :

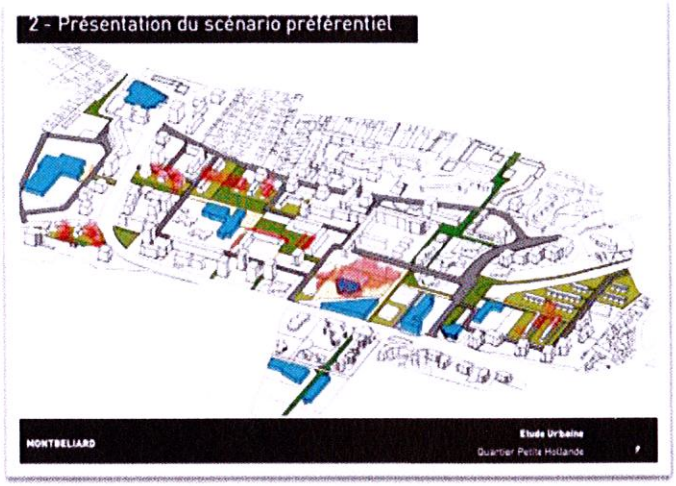
- Les enjeux sont posés :
  1- Renforcer la fonction de centralité du quartier,
  2- Renforcer le fonctionnement en tant que réel morceau de Ville,
  3- Renforcer le cadre de proximité de qualité en accentuant l'idée d'un quartier nature
- Deux scénarios de recomposition :
  - Le méandre Est / Ouest
  - Le système d'espaces publics



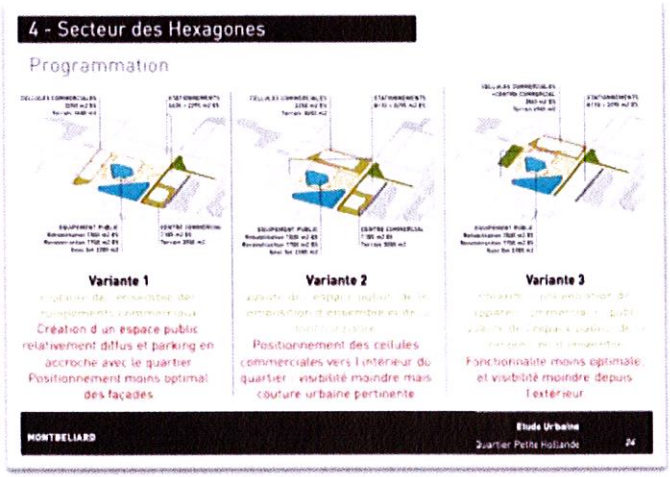




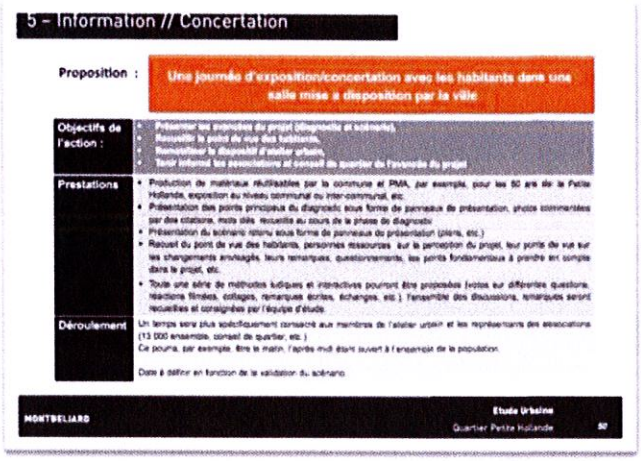
- ✓ **Comité technique du 19 septembre 2013** : rappel des scénarios, présentation du scénario préférentiel, détail sur le secteur des Hexagones, proposition de réunions de concertation
  - ➢ Le scénario préférentiel retient le principe du « méandre », véritable lien Est / Ouest reliant le secteur Brossolette au collège Lou Blazer



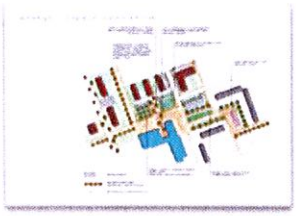
  - ➢ Le secteur des Hexagones fait l'objet de divers scénarios de restructuration. La démolition totale ne fait pas partie des hypothèses



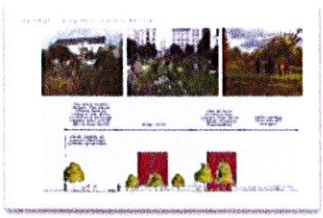
- L'équipe propose un temps d'information / concertation avec les habitants. Cette réunion aura lieu le 17 décembre 2013
- Des ateliers avec les habitants devaient être programmés en février / mars 2014. Ils n'auront pas lieu



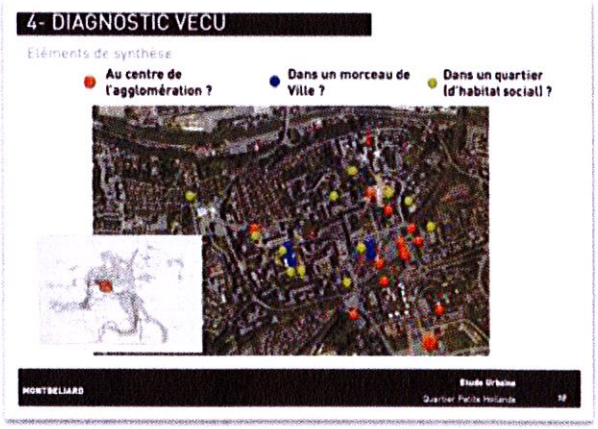
✓ **Comité de pilotage du 03 octobre 2013** : Présentation du scénario de recomposition retenu (Plan guide) et des premières réflexions paysagères sur certains secteurs :
- Autour du Jules Verne
- Vers le nouveau collège
- Variantes de composition sur le secteur des Hexagones (scénarios de déconstruction – reconstruction)



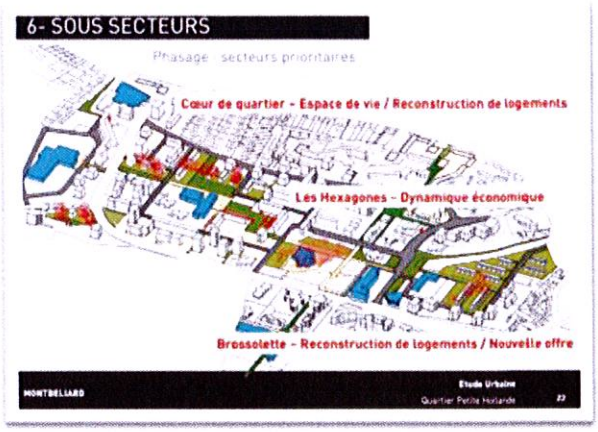




✓ **Atelier urbain du 17 décembre 2013** : Première réunion de concertation visant à présenter aux participants :
- Les objectifs et invariants de l'étude urbaine



- Les grandes lignes du diagnostic « vécu »
- Les grandes orientations d'aménagement urbain et paysager du quartier



PHASE 2 : ÉTUDES SUR LES SOUS-SECTEURS

✓ **Comité technique du 12 novembre 2013** : Présentation des hypothèses de recomposition de 3 sous-secteurs : Cœur de quartier, Brossolette, Hexagones. Proposition d'organisation de la concertation

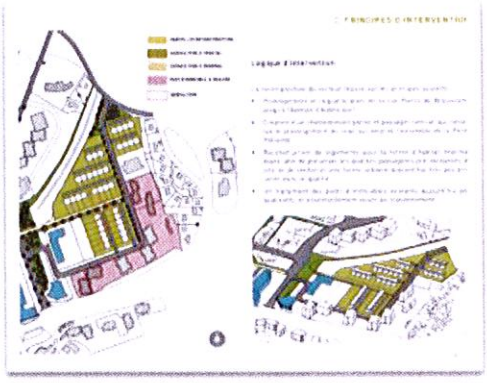
- Le Cœur de quartier autour du centre Jules Verne : une recomposition urbaine et résidentielle autour d'une nouvelle trame d'espaces publics



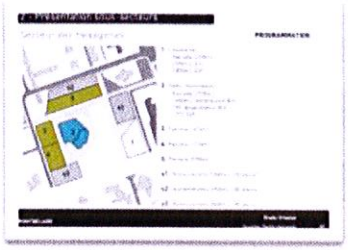


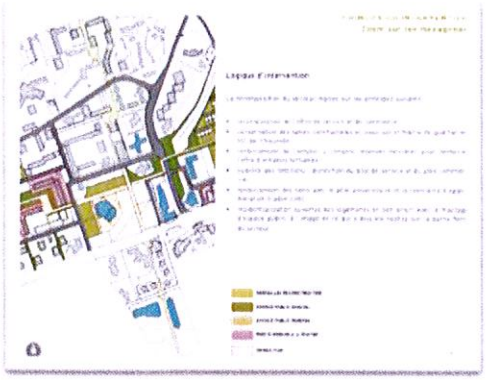
- Le secteur Brossolette : une recomposition visant le développement d'une nouvelle offre d'habitat intermédiaire de faible hauteur



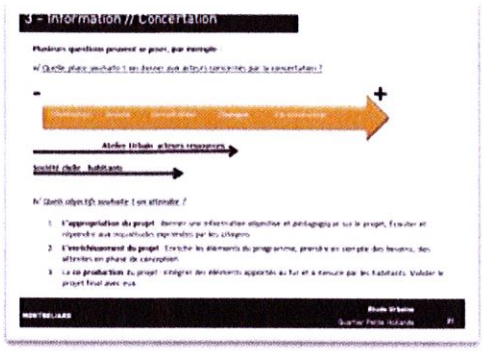


- Les Hexagones : une ébauche de planification de recomposition à partir des seules fonctions commerciales et tertiaires (privés et administratifs)

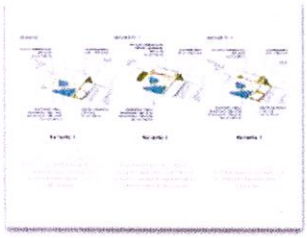




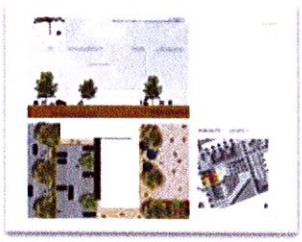
- À la demande du Maître d'ouvrage : proposition de mise en place d'un processus de concertation visant l'appropriation du projet urbain, son enrichissement et sa co-production



✓ **Octobre 2013 à janvier 2014 : étude spécifique de recomposition du secteur des Hexagones** : Objectif : Lancement d'un concours par EPARECA de repositionnement d'une offre commerciale autorisant la démolition partielle des Hexagones

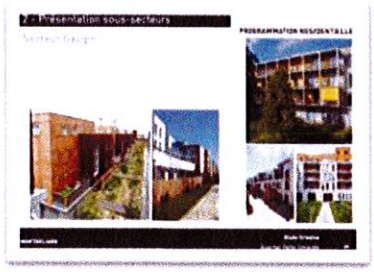




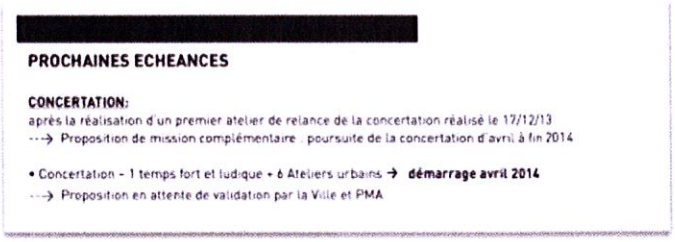


✓ **Comité de pilotage du 14 janvier 2014** : Présentation des hypothèses de recomposition de 4 sous-secteurs : Cœur de quartier, « Axe Nord-Sud » (Hexagones), Brossolette et Gauguin





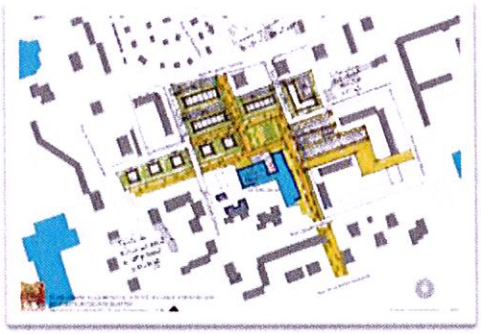
- Principes d'intervention, traitement des espaces publics, programmation, hauteurs, limites, ...
- Note technique et évaluation des coûts d'aménagement par secteur
- La proposition méthodologique de concertation n'a reçu aucune validation

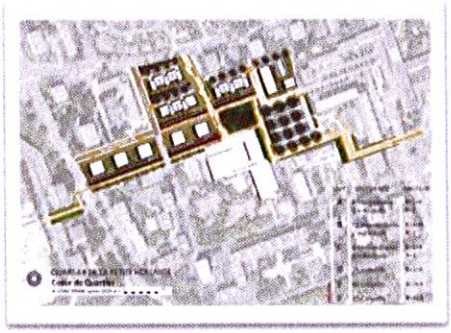


JANVIER À JUIN 2014 : INTERRUPTION DE LA MISSION PENDANT LA PÉRIODE ÉLECTORALE ET DANS L'ATTENTE DE LA MISE EN PLACE DE LA NOUVELLE ÉQUIPE MUNICIPALE

PHASE 2 BIS : APPROFONDISSEMENT DES ÉTUDES SUR LES SOUS-SECTEURS

- ✓ **Juin - septembre 2014** : Travail avec les services ville sur la recomposition du secteur Cœur de quartier :
  - Présentation des hypothèses de recomposition et de phasage. Estimation des coûts d'aménagement (Budget défini : 500K€)
  - Réunion avec les bailleurs pour validation des hypothèses de constructibilité

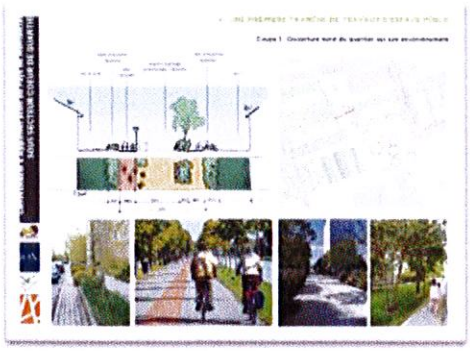




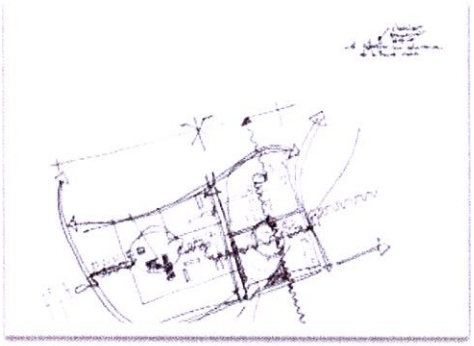
NOUVEAU RALENTISSEMENT DE LA MISSION ENTRE SEPTEMBRE 2014 ET AVRIL 2015

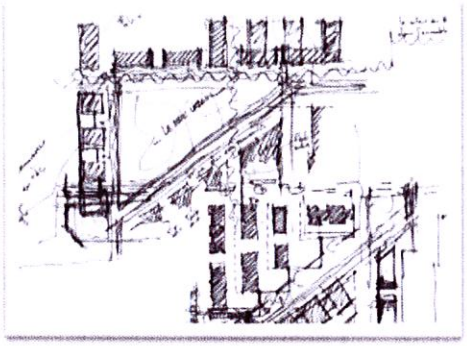
- ✓ **Avril – mai 2015** : Rédaction d'un document programme d'aménagement des espaces publics du Cœur de quartier

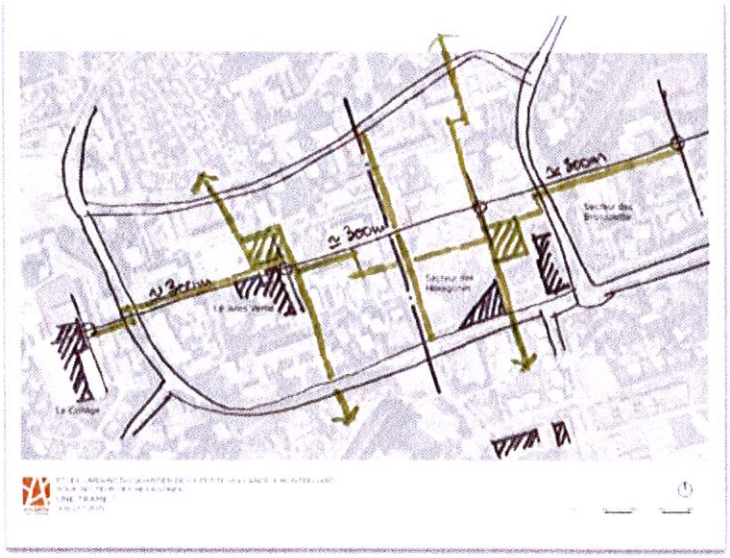


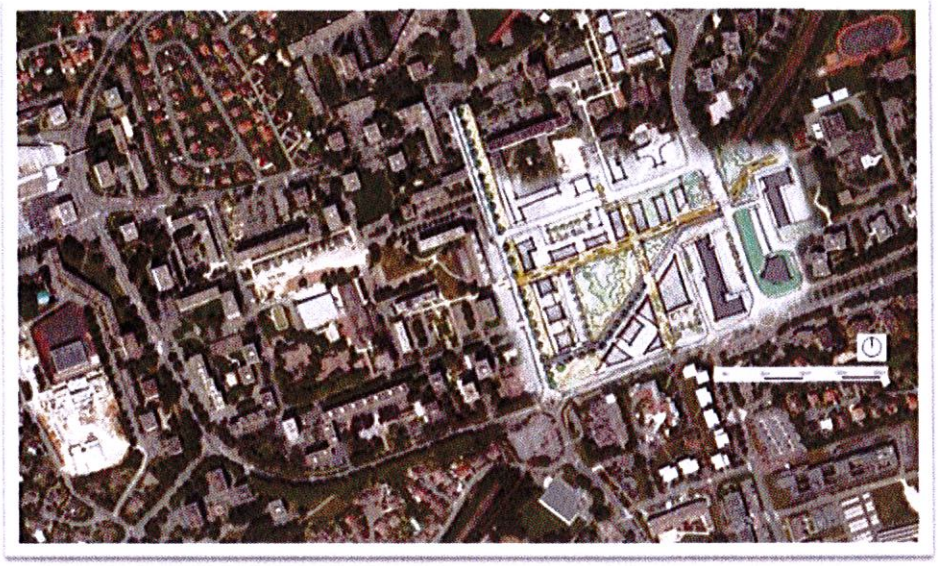


- ✓ **Mai – juillet 2015** : Poursuite des études de recomposition du secteur des Hexagones
  - ➢ Comité de travail restreint (avec Mme le Maire) et GRU Ville : repositionnement de l'avenue Maurice Ravel au centre de la problématique de recomposition





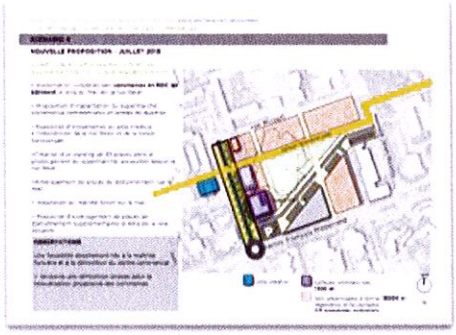


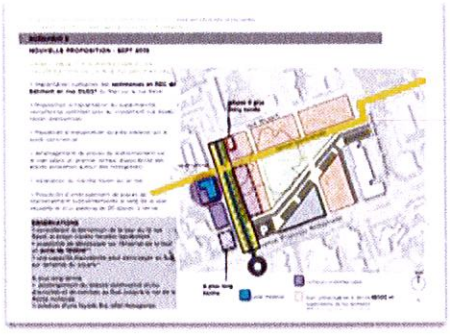


- Interrogation sur la place de la polarité commerciale et sur la fonction de la halle
- Hypothèses de recomposition urbaine (commerciale, résidentielle et paysagère)

✓ **Réunion de travail du 24 juillet 2015** : Maîtrise d'œuvre ville de requalification des espaces publics du Cœur de quartier

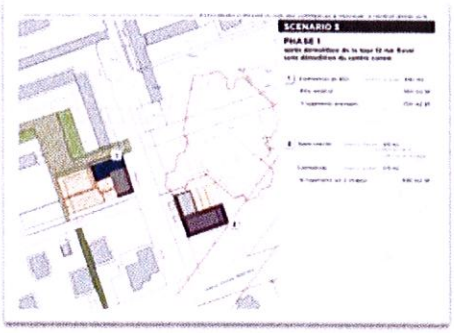
✓ **Comité de pilotage du 15 septembre 2015** : Le secteur des Hexagones
- Contexte et objectifs de renouvellement (Rappel et précisions)
- Rôle du secteur des Hexagones
- Hypothèses d'implantation des commerces

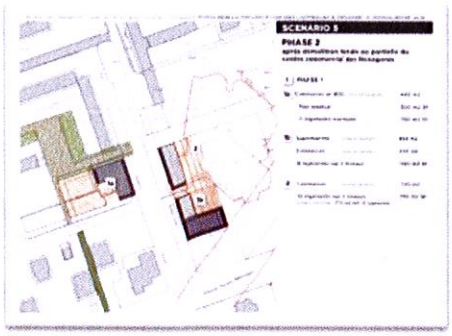


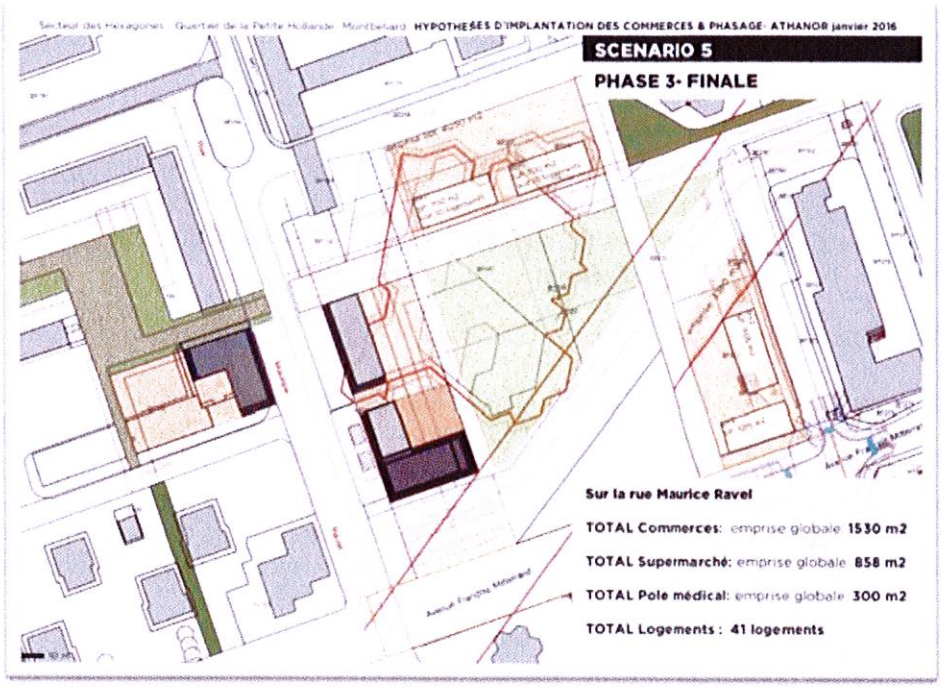


- NB : Le BE Cibles et Stratégies réalise une expertise sur la programmation commerciale de la Petite Hollande et hiérarchise les différentes hypothèses d'implantation des commerces sur le secteur des Hexagones en fonction de leur attractivité

- ✓ **Comité technique élargi du 18 janvier 2016** : Aménagement des espaces publics du Cœur de quartier
- ✓ **Comité technique restreint du 18 janvier 2016** : Le secteur des Hexagones : Hypothèses d'implantation des commerces et phasage des opérations de recomposition







Prochaine étape : Comité technique restreint Hexagones et Comité de pilotage Cœur de quartier du 24 mars 2016

5.2 Sochaux : étude de faisabilité technique et financière - Evoironnes 2016

Rappel du contexte :

LE QUARTIER EVOIRONNES A SOCHAUX EST RETENU DANS LE CADRE DU NPNRU (NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN).

Pour anticiper la réflexion sur la rénovation urbaine engagée avec l'ADU et IDEHA la commune de Sochaux a sollicité l'appui des services techniques de PMA.

Il s'agit de repenser les espaces publics du quartier, l'organisme logeur IDEHA concentrant ses interventions sur le bâti sous forme de démolitions, reconstruction et requalification.

L'idée consiste à dégager des îlots plus en adéquation avec les standards actuels en matière d'urbanisation : regroupement d'espaces de taille suffisante, simplification et hiérarchisation du réseau de voirie, mise en valeur du patrimoine naturel et architectural, révélation du potentiel paysager...

Une équipe pluridisciplinaire a été constituée à cet effet. Une première réunion de lancement a été organisée le 28 avril 2016.

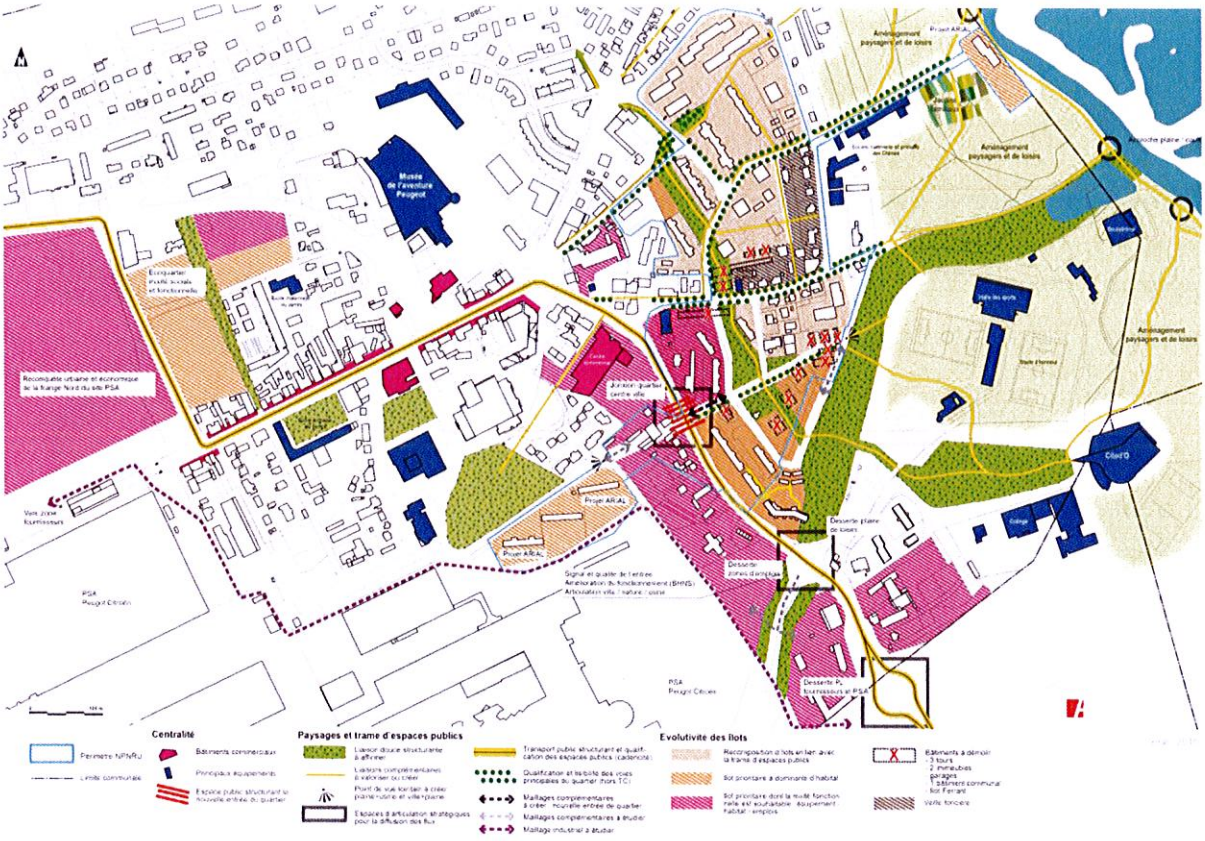
En substance, l'étude comprend une hypothèse d'aménagement à partir du plan guide validé par le Conseil Municipal de Sochaux. Il s'agit d'une **esquisse qui a vocation à soulever un certain nombre de questionnements** liés aux usages et à des aspects techniques et financiers. Les éléments seront partagés avec les bailleurs en amont du lancement de l'étude urbaine globale. A ce stade, ils ne sont en aucun cas un projet figé.

Sur la base de cette esquisse, le coût minimal des **travaux valeur 2016 est de 3 millions d'euros TTC hors réseaux**. La répartition des maîtrises d'ouvrage et les possibilités de subvention restent à définir. Il apparaît nécessaire de traiter au même temps les réseaux dont le diagnostic montre qu'une partie d'entre eux est obsolète et/ou incompatible avec les perspectives de renouvellement du quartier. Le coût de ces travaux a été estimé par PMA à **3 millions d'euros**.

Plus en détail, cette étude comprend des volets :

- **urbains et paysager** avec un souci de révéler les usages possibles sur les espaces ouverts requalifiés, de prendre en compte problématique de la limite entre les espaces ouverts au public et les logements et d'intégrer les différents types de stationnement ;
- **environnementaux** avec la perspective de mettre en œuvre un projet de gestion alternative des eaux pluviale sur la coulée verte tout en renforçant les aménités pour les habitants et les usagers ;
- **d'assainissement**, avec l'analyse des réseaux humides et l'incidence du projet urbain sur ces réseaux ;
- **circulatoire** avec l'incidence de la diffusion du trafic par le nouveau maillage sur le projet de THNS et sur la vie de quartier (limitation de la vitesse).

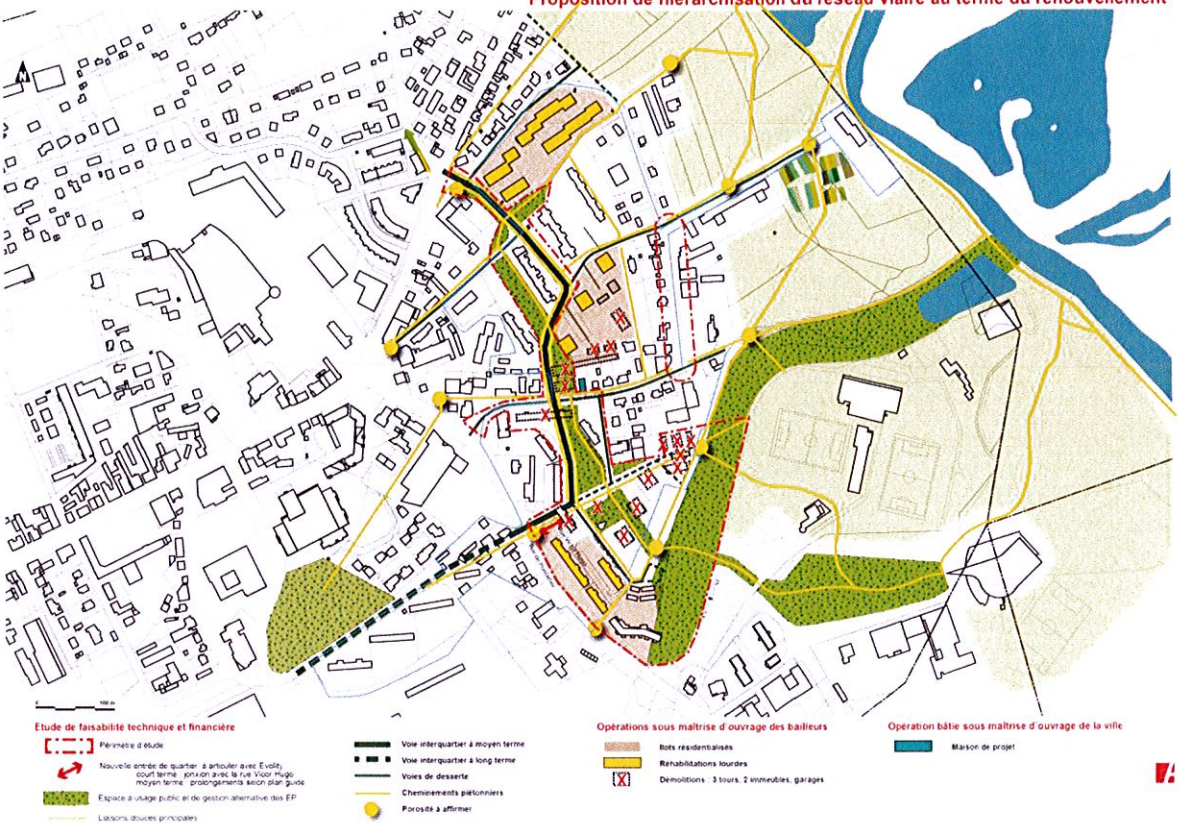
Plan guide



Hiérarchisation du réseau et liaisons douces

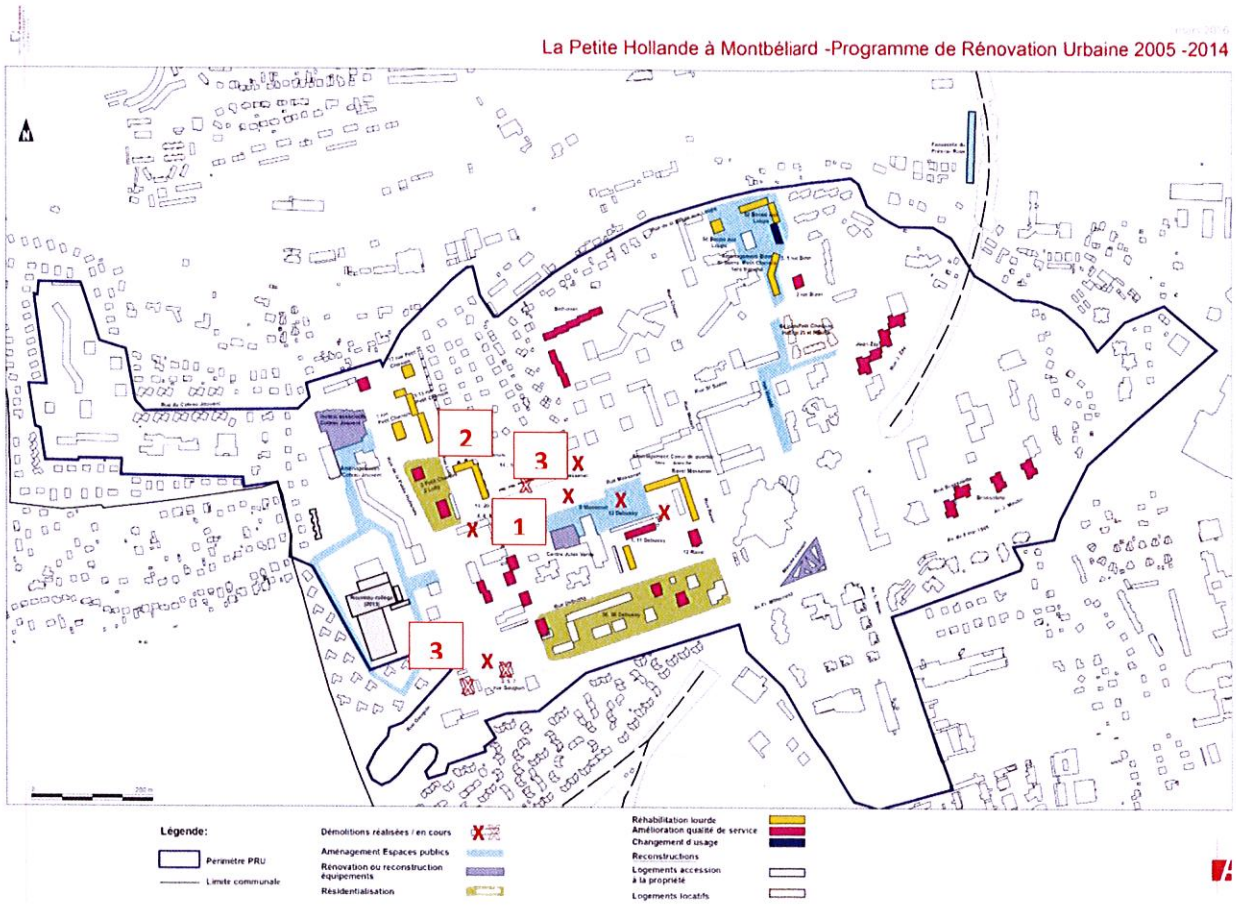
Graviers Evoironnes à SOCHAUX

Proposition de hiérarchisation du réseau viaire au terme du renouvellement



6. Présentation et plan de localisation des opérations en cours de réalisation

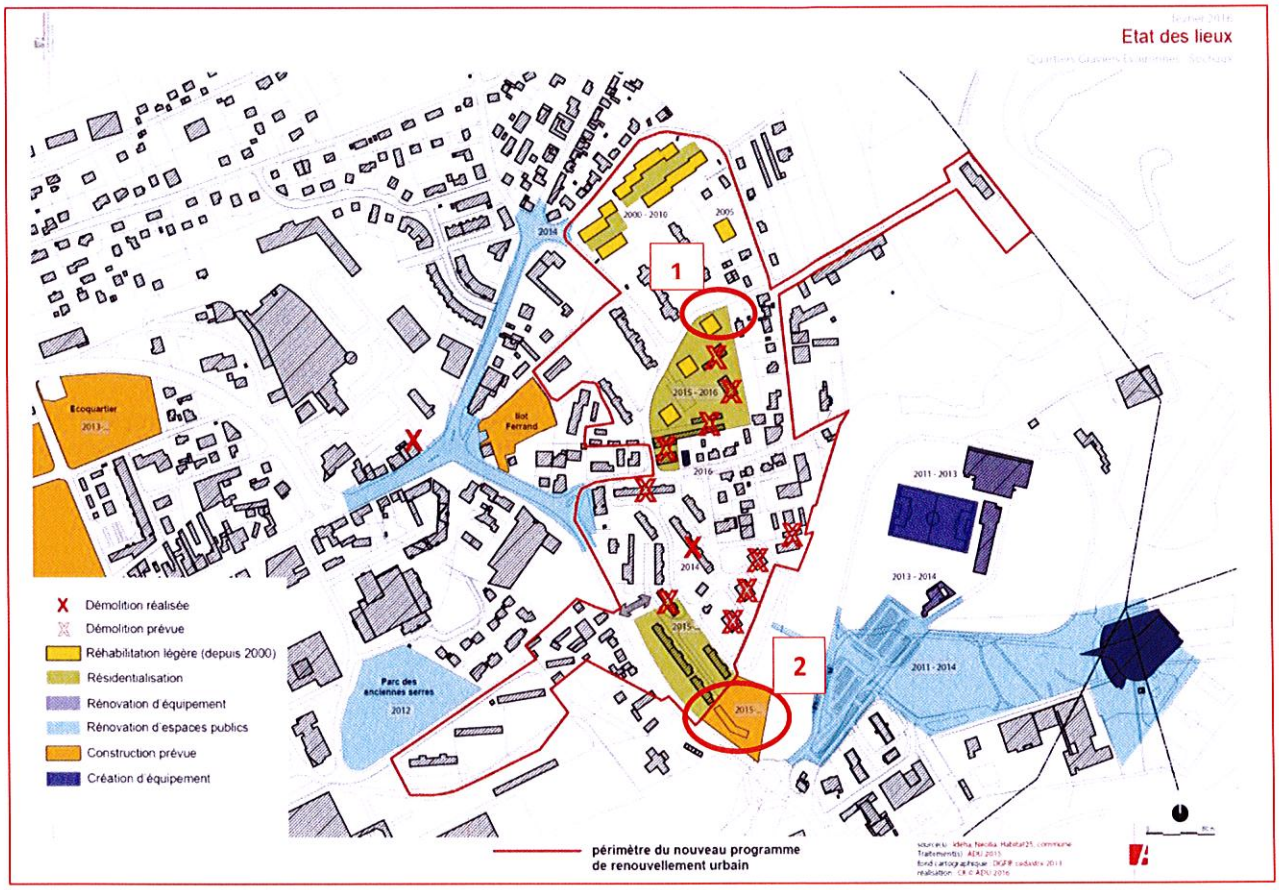
6.1 Petite Hollande



Opérations en cours de réalisation (PRU1) :

- 1 premiers aménagements des espaces publics du cœur de quartier : le projet d'aménagement du « méandre » Est Ouest donne de la lisibilité aux itinéraires piétonniers et cyclables et recompose la trame d'espaces publics. Il se décline en plusieurs ambiances qui donnent une identité propre à chaque espace selon sa fonction. Le bâtiment Jules Verne et son parvis sont accompagnés d'une plaine de jeux composée d'une pelouse d'activités libres et d'une aire de jeux équipée.Un mail constitué d'un double alignement d'arbres tisse un lien visuel et fonctionnel entre la rue du Petit Chênois et le Jules Verne. Ce mail délimite des îlots reconfigurés pour accueillir des programmes d'habitat en diversification
- 2 réhabilitation lourde du 4/12 Petit-Chênois (Habitat25) : réhabilitation de 32 logements ainsi que l'agence Habitat25.
- 3 Démolition du bâtiment 14/18 Petit-Chênois, ainsi que des tours 3 et 7 Gauguin

6.2 Evoironnes

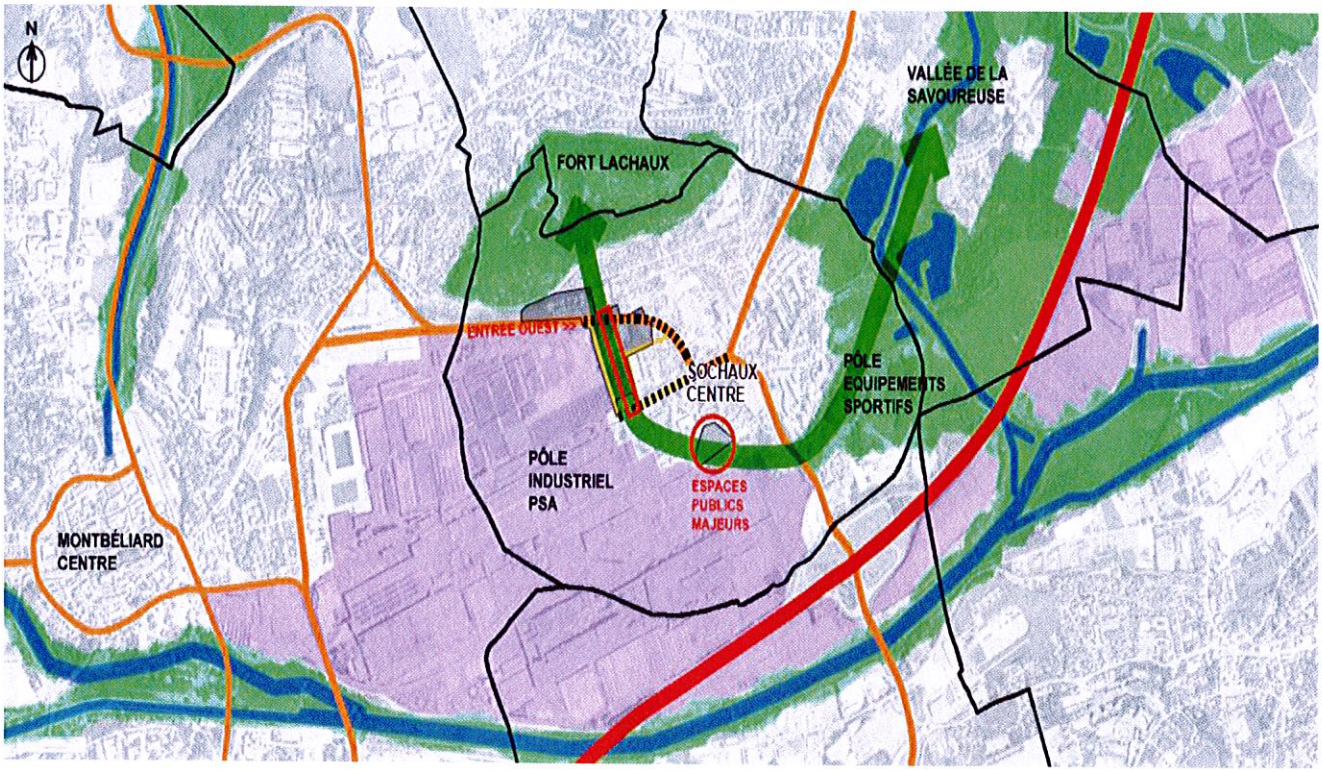


Opérations en cours de réalisation :

- 1 Idéha a engagé la réhabilitation lourde d'une première tour de 30 logements dans le quartier des Graviers. Les 3 tours sont constituées exclusivement d'appartements T3 qui intéressent les jeunes, les célibataires et les personnes âgées. Cette attractivité et le maintien d'un poids de population en centralité d'agglomération justifient leur réhabilitation. La réhabilitation des deux autres tours sera engagée ultérieurement.

- 2 finalisation de l'opération de construction de 32 nouveaux logements en bordure du quartier des Evoironnes. La livraison de cette opération est prévue pour 2017.

7. L'éco quartier de la Savoureuse à Sochaux :





Phasage de l'éco quartier

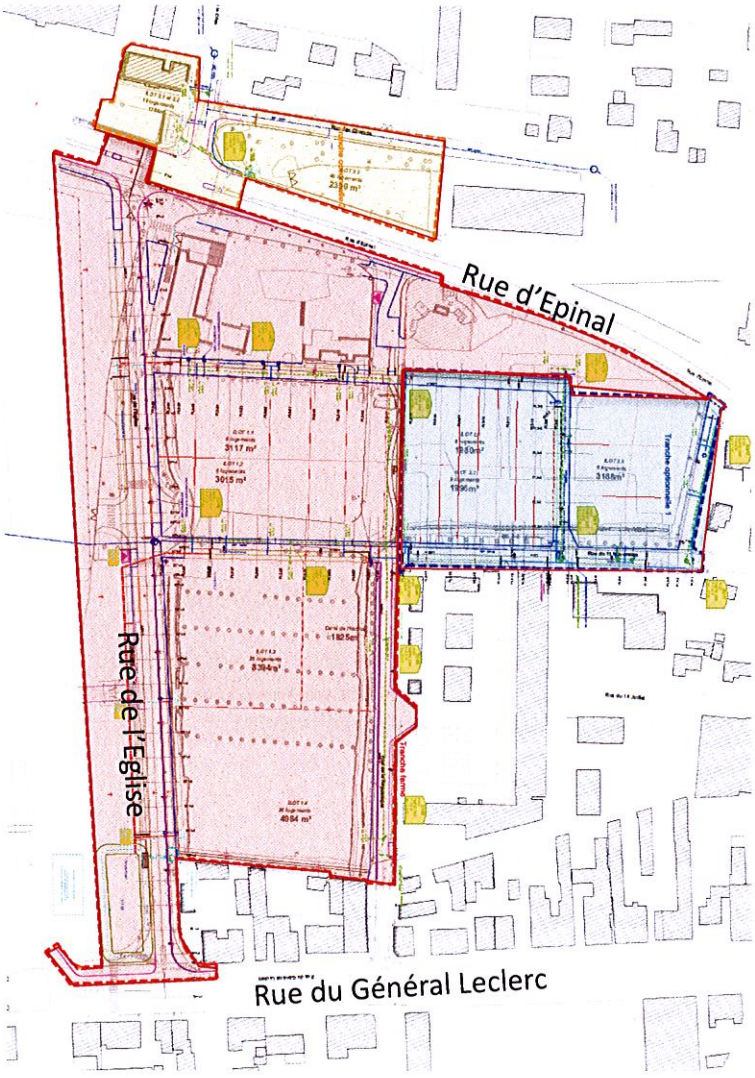
Opération, divisée en 3 tranches opérationnelles sur un périmètre de 6 hectares environ.

Tranche ferme

Tranche conditionnelle 1

Tranche conditionnelle 2

Projet engagé dans la démarche du label national écoquartier



Extrait du dossier de projet – source Territoire 25



ATELIER ALFRED PETER PAYSAGISTE // BEJ SAS
ATELIER LUMIERE PIERRE NEGRE / ATELIER D'ECOLOGIE URBAINE / STEPHANE COYDON ARCHITECTE

Avancement opérationnel de l'éco-quartier de Sochaux

Avec son projet de développement stratégique, la ville de Sochaux s'est donné pour objectifs de :

1. garantir le développement urbain malgré les risques naturels liés aux inondations ou aux glissements de terrains. Rappelons que l'usine du groupe PSA Peugeot occupe 1/3 de la surface de la ville. Le **développement urbain passe nécessairement par le renouvellement** ;

2. résorber des friches urbaines et retrouver une image plus qualitative ;

3. étoffer le parc de logements favorisant les parcours résidentiels ;

4. améliorer le cadre de vie des Sochaliens dans une démarche de développement durable.

En amont du programme de renouvellement urbain des Evoironnes, la ville s'est engagée dans un projet d'éco-quartier de la Savoureuse qui répond intégralement aux objectifs du projet de développement stratégique. Il mobilise la ville depuis plusieurs années.

En 2014, le dossier de réalisation de ZAC est approuvé. La concession d'aménagement est confiée à Territoire 25, SEM locale. Il s'en est suivi en 2015 l'enquête publique de modification du POS. En avril 2016, la dernière phase des travaux de dépollution et décroutage a été réalisée. L'allotissement et la commercialisation de la première tranche est en cours. Fin 2016 la phase de consultation des travaux de voiries et réseaux divers s'engage.

Le programme de l'éco-quartier compte environ **180 logements de faible hauteur** dont :

- 50 à 80 logements collectifs ;
- 40 à 60 logements intermédiaires avec une entrée et un espace extérieur privatif ;
- 16 maisons de ville en bandes ;
- 18 terrains à bâtir libre constructeur.

Les équipements publics se limitent aux voiries et espaces publics paysagers puisque la ville est déjà fort bien dotée en équipements. Enfin, le programme comprend une **moyenne surface alimentaire** en remplacement de l'ancien LIdL.

L'opération est divisée en 3 tranches sur un périmètre de 6 hectares environ dont une tranche ferme et deux tranches conditionnelles. Ce projet engagé dans la démarche du label national éco-quartier.

L'éco quartier de Sochaux est donc bien engagé dans sa **phase opérationnelle.** Les premières constructions interviendront au deuxième semestre 2017 et la mise en œuvre de l'ensemble de l'éco-quartier est prévue sur **7 ans** environ. Il mettra sur le marché en moyenne **25 logements par an,** ce qui est inférieur aux besoins de Sochaux en termes de développement (44 logements par an dans le PLU en cours de révision). Rappelons également que la centralité d'agglomération dont fait partie Sochaux a vocation à renforcer sensiblement son poids de population : le DOO du SCoT en cours de révision fixe un objectif de 150 logements par an dans cet espace tout en encadrant le développement à l'extérieur. **Du point de vue quantitatif, il n'y a pas de concurrence entre l'éco-quartier avec le programme de renouvellement des Graviers Evoironnes.**

Par ailleurs le démarrage du programme de renouvellement n'interviendra pas avant 2018. Ce décalage de calendrier permettra de monter en puissance progressivement la mise sur le marché des nouveaux logements nécessaires au développement de Sochaux. Enfin, les programmes seront différents et appuyés sur les études habitat qui démarrent et dont les résultats sont attendus pour fin juin 2017 et l'automne 2017.

8. Tableau financier relatif au protocole de préfiguration

TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du syst?me d'information le : 12/05/2017 ? 09:14)

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 176	LOCALISATION													CONTRIBUTIONS																				PRETS		ECHEANCIER			
ZONE INTERVENTION	NSEE QP	NSEE COMMUNE																																					
25388/Montbéliard/QPV national/Petite Hollande 25547/Sochaux/QPV régional/Les Evoironnes	QP025011 QP025012	25388 25547																																					
PORTEUR DE PROJET																																							
CA PAYS DE MONTBELIARD																																							
N° de protocole(3 caractères) + N°INSEE (QPV sur 7 caractères) +N° de famille d'opérations (sur 2 caractères) +N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps) N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)																																						
COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS				MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEIL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire	Pour mémoire	Demarrage		Durée en	vérif
	QPV DE RATTACHEMENT(si assimilé)	LIEU DE REALISATION QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SHON	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL									y compris les prêts														Prêt CDC	Prêt Bonifié AL	Année	semestre	semestre	
															%		%		%		%		%		%		%		%		%		%						
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																							
176 6025011 14 0001 001 Elaboration d'un programme de diversifica	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/CA PAYS DE MONTBELIARD/2	40 000,00	20,00%	48 000,00	40 000,00	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	1	V
176 6025011 14 0001 002 Modélisation numérique 3 D	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/CA PAYS DE MONTBELIARD/2	12 000,00	20,00%	14 400,00	12 000,00	0,00	0,00%	6 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	6 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	1	V
176 6025011 14 0001 003 Assistance à maîtrise d'ouvrage ADU Petit	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/CA PAYS DE MONTBELIARD/2	292 774,00	0,00%	292 774,00	292 774,00	0,00	0,00%	146 387,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	146 387,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	4	V
176 6025011 14 0001 004 Ingénierie de projet PMA	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/CA PAYS DE MONTBELIARD/2	157 500,00	0,00%	157 500,00	157 500,00	0,00	0,00%	78 750,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	78 750,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
176 6025012 14 0001 005 Assistance à maîtrise d'ouvrage ADU Evoir	NPR	QP025012				0,00	0,00	0,00	25/CA PAYS DE MONTBELIARD/2	22 831,00	0,00%	22 831,00	22 831,00	0,00	0,00%	11 415,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11 415,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	4	V
176 6025011 14 0002 001 Bilan ZFU et potentiel de développement é	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/CA PAYS DE MONTBELIARD/2	25 000,00	20,00%	30 000,00	25 000,00	0,00	0,00%	12 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	12 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	1	V
176 6025011 14 0003 001 Etude de définition pour le montage jurid	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE MONTBELIARD/2	36 000,00	20,00%	43 200,00	36 000,00	18 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	18 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
176 6025011 14 0003 002 Etude sur les secteurs de diversification	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE MONTBELIARD/2	10 000,00	20,00%	12 000,00	10 000,00	5 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
176 6025011 14 0003 003 Concertation et communication Petite Holl	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE MONTBELIARD/2	15 000,00	20,00%	18 000,00	15 000,00	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7 500,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
176 6025011 14 0003 004 Directrice de projet Petite Hollande	NPN	QP025011				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE MONTBELIARD/2	86 250,00	0,00%	86 250,00	86 250,00	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	43 125,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
176 6025012 14 0004 001 étude offre commerciale Sochaux	NPR	QP025012				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE SOCHAUX/21250	10 000,00	20,00%	12 000,00	10 000,00	5 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	1	V
176 6025012 14 0004 002 Etude urbaine Evoironnes	NPR	QP025012				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE SOCHAUX/21250	50 000,00	20,00%	60 000,00	50 000,00	10 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15 000,00	30,00%	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	1	V
176 6025012 14 0004 003 Jardins partagés Evoironnes	NPR	QP025012				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE SOCHAUX/21250	10 000,00	20,00%	12 000,00	10 000,00	5 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
176 6025012 14 0004 004 concertation et communication Evoironnes	NPR	QP025012				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE SOCHAUX/21250	10 000,00	20,00%	12 000,00	10 000,00	5 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
176 6025012 14 0004 005 CHEF DE PROJET - EVOIRONNES	NPR	QP025012				0,00	0,00	0,00	25/COMMUNE DE SOCHAUX/21250	47 500,00	0,00%	47 500,00	47 500,00	23 750,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	23 750,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET			0		0	0,00	0,00	0,00		824 855,00		868 455,00	824 855,00	122 375,00	14,84%	275 052,00	33,35%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	35 500,00	4,30%	15 000,00	1,82%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	376 927,00	45,70%	0,00	0,00%	0,00	0,00				
TOTAL			0		0	0,00				824 855,00		868 455,00	824 855,00	122 375,00	14,84%	275 052,00	33,35%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	35 500,00	4,30%	15 000,00	1,82%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	376 927,00	45,70%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005.2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

Le Préfet du Doubs,

L'Anru,

Pays de Montbéliard Agglomération,

La Région Bourgogne Franche-Comté,

Le Maire de Montbéliard,

Le Maire de Sochaux,

La Caisse des Dépôts,

L'Anah,

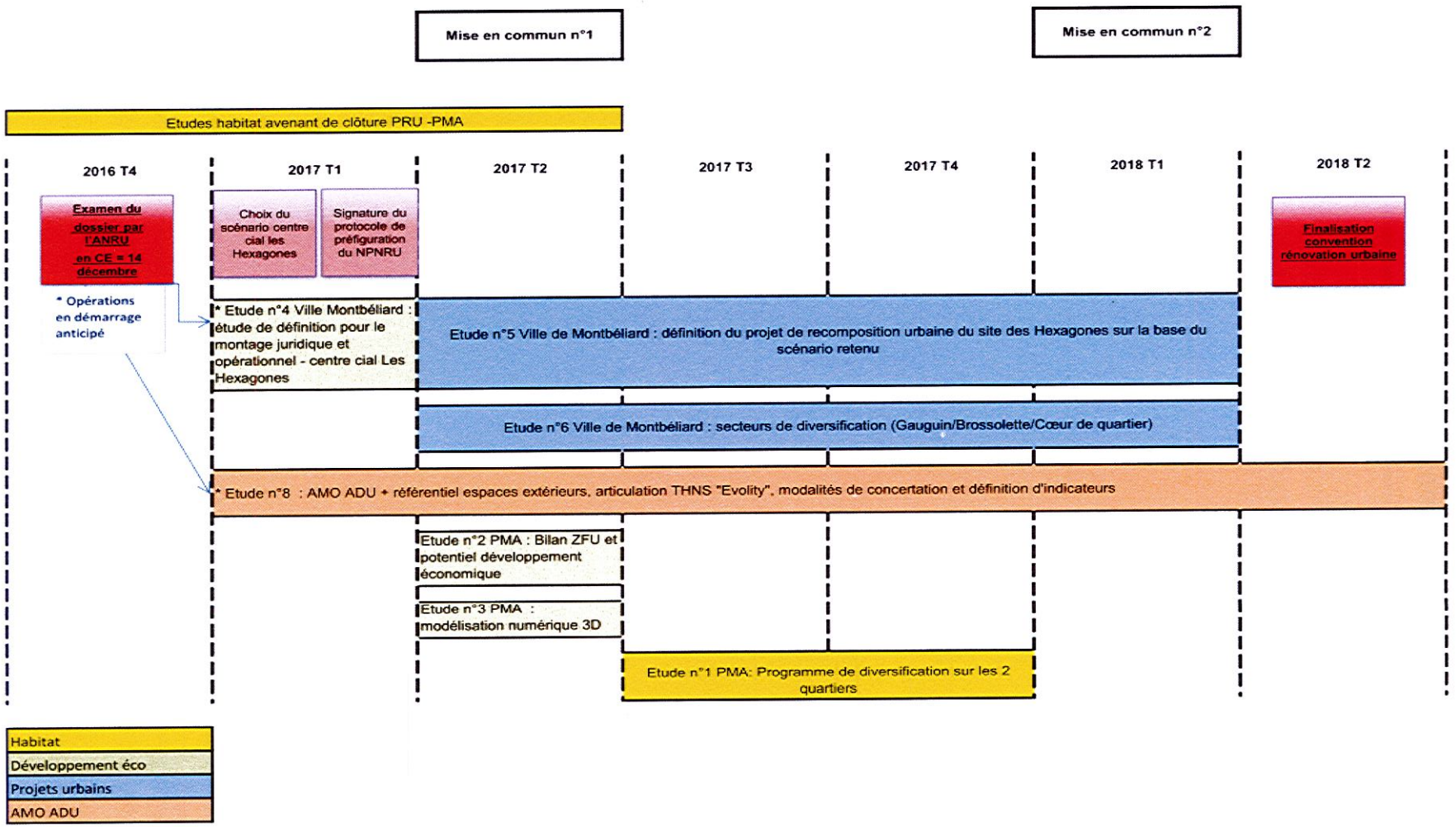
Habitat 25,

Néolia,

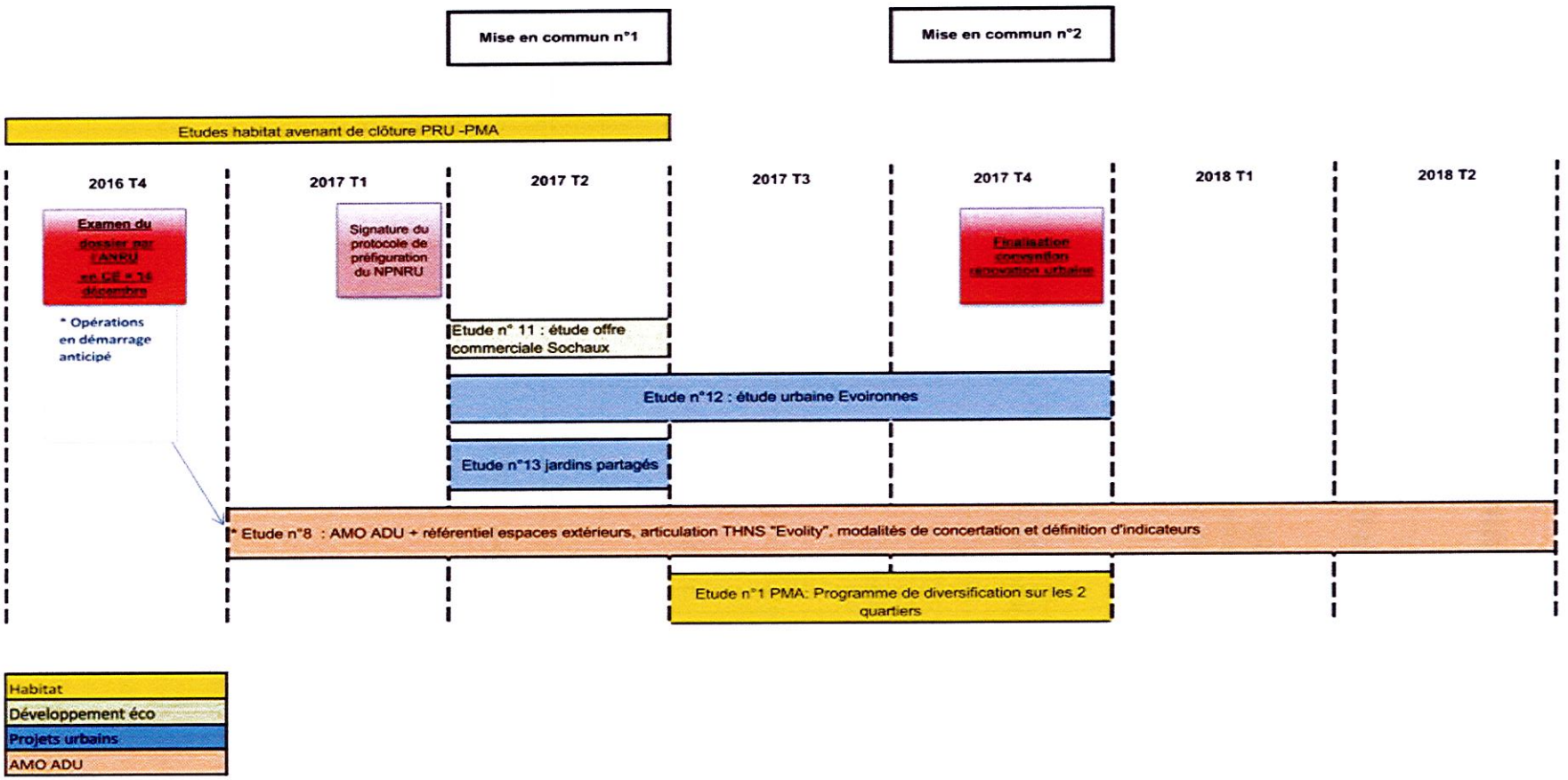
Idéha,

9. Plannings de réalisation des actions du programme de travail

NPNRU Petite Hollande- Planning prévisionnel du protocole de préfiguration



NPNRU Graviers Evoironnes - Planning prévisionnel du protocole de préfiguration



10. Tableau des financements de l'Anah

Sans objet

11. Tableau des financements de la CDC

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts sont présentées ci-dessous.Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

Libellé	QPV de rattachement	Maître d'ouvrage	Base de financement HT	Subvention CDC	Taux de subvention CDC	Commentaire	Date de lancement de l'opération	Durée de l'opération
Bilan ZFU + identification du potentiel de développement économique du quartier Petite Hollande (accueil ou création d'activités) en lien avec le pôle Portes du Jura	Petite Hollande	PMA	25 000 €	12 500 €	50%		1er semestre 2017	6 mois
Etude de définition pour le montage juridique et opérationnel – centre commercial des Hexagones et projet de recomposition urbaine du secteur des Hexagones	Petite Hollande	Ville de Montbéliard	36 000 €	18 000 €	50%		Date du CE 14 décembre 2016	6 mois
Etude offre commerciale Sochaux	Evoironnes	Ville de Sochaux	10 000 €	5 000 €	50%		1er semestre 2017	6 mois
TOTAL études financées par la CDC			**71 000 €**	**35 500 €**				